

Indépendamment des autres Républiques

M. Eltsine prépare la libéralisation de l'économie russe

Nouvelle offensive

UNE semaine à peine après l'annonce de son décret sur l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie, M. Boris Eltsine reprend l'offensive. Cette fois, c'est sur le terrain économique que le président russe entend marquer sa suprématie. Au cours du week-end, M. Eltsine a pris une série de décrets, comprenant péte-mêle la prise de contrôle par la Russie de tous les métaux précieux, matières premières, et diamants extraits sur son territoire, la mise en œuvre de l'autonomie monétaire de la plus grande des Républiques de l'URSS, ainsi que diverses mesures visant à la libéralisation de l'économie.

Au passage, M. Eltsine ne s'est pas privé de l'annonce de quelques mesures à caractère symbolique, comme la fixation d'un salaire minimum de 200 roubles. Aucune des mesures annoncées par M. Eltsine n'est véritablement nouvelle. Déjà, en 1990, le plan « des cinq cents jours » prévoyait une transition rapide vers l'économie de marché, et, malgré son rejet par M. Gorbatchev, la Russie avait promis son application au 1^{er} janvier 1991.

La même année, la Russie déclarait prendre le contrôle de ses ressources naturelles, qui représentaient la quasi-totalité de celles de l'URSS. Quant à l'autorité monétaire, il était bien entendu que la Gosbank (banque d'Etat de l'Union) n'était qu'une survivance du passé, et que c'était la banque centrale de Russie qui devenait maîtresse du jeu. Mais tous ces projets étaient restés lettre morte.

C'est pourquoi les décrets de M. Eltsine doivent être accueillis avec la plus grande prudence et interprétés avant tout comme des déclarations d'intention. Si ces nouveaux textes sont importants, c'est parce que leur existence modifie le processus d'élaboration d'un traité économique devant régir les relations entre les nouveaux « Etats souverains ».

M. Eltsine a prouvé ces derniers jours qu'il n'entendait pas attendre la suite des négociations entre Républiques (qui porte notamment sur les questions budgétaires et monétaires) avant de lancer sa propre politique économique. Or, si la Russie entame vraiment la libéralisation de son économie, les autres Républiques, à moins d'accepter un isolement coûteux, devront lui emboîter le pas.

La publication des décrets survient à la veille d'une nouvelle réunion de travail entre les Républiques russes et les représentants du groupe des Sept. Depuis le coup d'Etat du 19 août, les pays industrialisés s'efforcent de jouer le « centre » contre les Républiques, dans le souci d'éviter une dislocation violente de l'Union soviétique et de garantir que leurs créances, contractées par Moscou, soient remboursées. Ils avaient obtenu des Républiques un engagement sur leur responsabilité commune envers la dette extérieure de l'URSS, dont la gestion était confiée au « centre ». Leur démarche suppose l'existence d'une responsabilité monétaire unique. Si M. Eltsine concrétise ses exigences, les Sept seront peut-être contraints prochainement de revoir leur stratégie.

M0147 - 1119 0 - 6.00 F



La série de décrets prise dernièrement par M. Boris Eltsine vise principalement à assouplir les règles de fonctionnement de l'économie russe et à préparer une réforme plus radicale de celle-ci. L'agence Tass a publié, dimanche 17 novembre, les décrets instaurant la liberté des salaires et la convertibilité interne du rouble. L'Etat russe affirme d'autre part sa volonté de conduire tout seul cette marche vers la libéralisation, en prenant notamment le contrôle de l'émission de monnaie sur son territoire.

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie a commencé à se donner les moyens de lancer, à une date qui reste indéterminée, la vaste réforme économique annoncée par M. Boris Eltsine. Une série de décrets pris le 15 novembre par le président russe et publiés les jours suivants par l'agence Tass prépare le terrain à la libéralisation de l'économie, tandis que d'autres visent à assurer la souveraineté économique d'une Russie qui entend aller de l'avant et utiliser ses propres richesses sans s'encombrer du fardeau des autres Républiques.

La réforme économique proprement dite n'est pas engagée pour autant puisque son élément central, la libération des prix, attendue avec une extrême appréhen-

sion par la population, n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour. Mais le principe de la liberté des salaires est en revanche posé et une augmentation du traitement des employés de l'Etat est décidée à partir du 1^{er} décembre.

Le taux de l'augmentation (90 %) ne signifie en réalité pas grand-chose, l'incertitude restant totale sur le niveau que pourront atteindre les prix, mais il s'agit, à tout le moins, d'une mesure psychologique destinée à montrer aux citoyens russes qu'ils ne seront pas abandonnés dans la jungle d'une économie de marché. Dans le même temps, le salaire minimum est fixé à 200 roubles, ce qui représente des maintenant et au sens propre un salaire de misère, inférieur au minimum vital.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Les combats en Slavonie

Négociations à Vukovar sur l'évacuation des civils

L'intensité des combats semblait avoir diminué, lundi matin 18 novembre, sur plusieurs fronts de Croatie, notamment près des ports de l'Adriatique, mais le treizième cessez-le-feu, en vigueur depuis samedi après-midi, n'était pas respecté. De violents combats se poursuivaient à Vukovar, en Slavonie, où l'armée fédérale, avec l'appui de milices serbes, paraissait sur le point de s'emparer de la ville, symbole de la résistance croate. Des négociations étaient en cours sur la création de « corridors humanitaires » pour évacuer civils et blessés.



Lire nos informations et le reportage d'YVES HELLER : « Dernier carré croate à Vukovar » page 3

La France de M. Le Pen

Cinquante mesures du Front national sur l'immigration

par Robert Solé

Trente-huit pour cent des Français déclaraient, le mois dernier, partager les idées de M. Le Pen sur l'immigration. Quelles idées, exactement ? Jusqu'ici, on ne connaissait que les grandes lignes du programme actualisé du Front national, ou on les devinait. Le parti d'extrême droite vient de faire œuvre utile en les détaillant, sous la forme de cinquante mesures. Ce document très instructif mérite d'être lu, relu, décodé et médité.

Si M. Le Pen était élu président de la République et s'il avait les moyens législatifs d'appliquer son programme, c'est une autre France qui verrait le jour. Une France en noir et blanc, avec deux populations bien distinctes : d'un côté, des citoyens, jouissant de tous les droits définis par la loi, de l'autre, des demi-citoyens, menacés à tout moment de devoir faire leurs valises.

Lire la suite et l'article d'OLIVIER BIFFAUD page 8

« Mobilisation générale » à Djibouti

Antagonismes ethniques et rivalités politiques secouent la petite République

DJIBOUTI

de notre envoyée spéciale

« Pour le moment, la ville de Djibouti regarde ce qui se passe au nord, en simple spectatrice. Mais chacun sait très bien qu'il suffirait d'un rien pour que cela tourne mal », confiait, dimanche 17 novembre, un expatrié français visiblement nerveux. Il n'est pas le seul dans ce cas. La tension, perceptible aussi parmi les Djiboutiens - qu'ils soient d'origine afar ou issa - n'a pourtant, à ce jour, donné lieu à aucun incident majeur dans les rues de

la capitale. Dès que tombe la nuit, près du marché central, les tribus de trafico-guerrilles installent, comme chaque soir, leurs vieux bouts de carton à la place habituelle. Sous les arcades soulignées de lumière rose vif ou jaune citron, les prostituées font la pause aux terrasses des cafés, à peine moins nombreuses qu'avant « les événements », comme on dit pudiquement ici. Et chaque après-midi, mobilisation générale ou pas, les brouilleurs de khat s'affaillent comme un seul homme, désertant bureaux et

échoppes. « La seule chose qui pourrait mettre le feu aux poudres, ce serait de stopper les arrivages de khat », plaisantent les optimistes, qui se font rares, surtout dans la communauté française.

Selon des sources concordantes, dans un bulletin d'information diffusé, samedi après-midi, en langue somali (celle des Issas), la radio nationale aurait vilipendé la France, l'accusant notamment d'« aider les milices éthiopiennes », censées être à l'origine des troubles dans le nord du pays. Les bulletins en langue française sont d'une teneur quelque peu différente. On a ainsi appris, dimanche, que plus de deux cent trente « maquisards étrangers » venaient d'être arrêtés dans le district de Tadjoura. La télévision nationale a montré, le soir même, des images de ces prisonniers transférés dans la capitale.

Les autorités locales souhaitent-elles ainsi convaincre l'opinion d'un complot fomenté à l'étranger ?

CATHERINE SIMON

Lire la suite page 4

Le quatrième sommet francophone

Après Versailles, Québec et Dakar c'est au tour de Paris d'accueillir, du 19 au 21 novembre, les chefs d'Etat ou de gouvernement de 47 Etats ou entités territoriales utilisant le français, qui ont répondu à l'invitation de M. Mitterrand. Cameroun, Bulgarie et Roumanie figurent pour la première fois parmi les participants. Au cours de ce 4^e sommet francophone depuis 1986, sera notamment à l'ordre du jour, ainsi que nous l'a indiqué M^{me} Tasca, ministre de la francophonie, l'extension à l'Afrique noire de la chaîne TV 5.

Lire page 16 l'article de JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

M I N C

Français,
si vous osiez...

essai

Alain Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2,5 USA (other), 2,50 \$.

هذا هو الجدل

هنا من اجل

DÉBATS

Un entretien avec Henri Atlan

« Une fois la vie réduite à ses mécanismes, comment comprendre notre vécu individuel et social ? »

« Médecin et biologiste, vous êtes un scientifique. Vos dernières œuvres sont toutefois principalement philosophiques. Quelle relation faites-vous entre les recherches en laboratoire et l'analyse des concepts ? »

— Si l'on considère le travail scientifique de l'extérieur comme un savoir constitué, on peut avoir l'impression qu'il contient seulement des produits finis, des procédures mécaniques, des théories closes, des techniques rigides qui sont bien loin de la philosophie. C'est sans doute ce qui conduit des philosophes comme Heidegger à affirmer que « la science ne pense pas » ou d'autres à soutenir que la science ne forge pas à proprement parler de concepts. Des affirmations de ce genre montrent que leurs auteurs n'ont pas d'expérience de la pensée scientifique.

— En effet, les hommes de science qui travaillent en profondeur sur des problèmes difficiles font sûrement et simplement l'expérience de la pensée. Il suffit de participer à l'élaboration d'une véritable recherche pour se rendre compte que l'on se trouve confronté à un processus extrêmement subtil, exigeant, ardu, qui n'a rien à voir avec la mise en œuvre de formules toutes faites.

— On pourrait vous objecter assistez que cette pensée, aussi fine et délicate qu'elle puisse être, ne porte en fin de compte que sur des choses...

— Je ne suis pas convaincu qu'une telle objection aille bien loin. Il est exact que le travail scientifique met en œuvre un type de pensée qui paraît se limiter à la compréhension du monde matériel et de ses fonctionnements, mais on pourrait répondre en premier lieu que ces « choses » sont d'une richesse infinie et requièrent des concepts qui soient, eux aussi, d'une richesse infinie. Donc beaucoup de sciences s'en tiennent là. Cette attitude, qui est pour une part légitime, a quelque chose d'insuffisant.

« Le terme de « race » n'a plus ni signification ni contenu dans la génétique actuelle »

— Il me paraît en effet évident que les recherches scientifiques appellent à se poser des questions sur la pensée elle-même. Cette exigence est celle de la philosophie, qui tente de replacer la pensée scientifique dans son contexte à l'aide des ressources, entre autres, de la logique et de l'histoire des idées. Mais jusqu'à présent, la philosophie des sciences s'est surtout focalisée sur les mathématiques et la physique. La biologie demeurait la parente pauvre. Or bien elle échappait au champ de réflexion des philosophes qui croyaient que la vie obéissait à des principes mystérieux, inaccessibles à la connaissance scientifique, ou bien elle se dissolvait pour ceux qui étaient convaincus que la biologie pouvait être réduite à la physique. Or la révolution des connaissances accomplies au cours des dernières décennies appelle à une philosophie qui tienne compte de la biologie de manière spécifique.

— La biologie moléculaire et cellulaire, la génétique, ont en effet créé de nouveaux concepts qui demandent à être élucidés. Une nouvelle façon de se représenter les rapports entre structure et fonction, entre les parties et le tout dans l'organisme. Les questions philosophiques classiques de la causalité et de la finalité, des rapports de l'âme et du corps s'y posent ou s'y dissolvent de façon nouvelle. Une philosophie qui n'en tiendrait aucun compte ignorerait l'une des expériences les plus originales et les plus importantes de la pensée.

— Enfin, faute d'une analyse conceptuelle spécifique, on voit se développer toutes sortes d'équivoques, de malentendus, voire d'absurdités, dans lesquels il arrive que certains biologistes se laissent eux-mêmes emporter, comme par exemple l'idée naïve et saugrenue prenant à la lettre la métaphore informatique du programme génétique, selon laquelle le séquençage de la totalité du génome d'un homme allait nous dévoiler les secrets de la nature humaine, nous permettre de

Aujourd'hui professeur de médecine à l'université Paris-VI, Henri Atlan a contribué par de nombreux travaux scientifiques au renouvellement des connaissances biologiques contemporaines. S'inspirant de la théorie de l'information, il a montré comment l'auto-organisation permet une nouvelle approche des phénomènes de la vie, principalement dans l'organisation biologique et la théorie de l'information (Hermann, 1972 ; nouvelle édition à paraître en 1992) et Entre le cristal et la fumée (Seuil, 1979).

Ce savant est aussi un authentique philosophe, attentif à la manière dont se constitue la pensée scientifique comme aux questions morales posées notamment par les nouvelles techniques médicales. Membre du comité consultatif national d'éthique

pour les sciences de la vie, connaisseur de la tradition juive du Talmud et de la kabbale, Henri Atlan est l'un de ces rares esprits universels auxquels rien ne semble étranger, que ce soit par exemple les relations complexes des sciences et des religions (A tort et à raison, intercritique de la science et du mythe, Seuil, 1985) ou la question des normes morales dans les sociétés contemporaines (Tout, non, peut-être : Education et vérité, Seuil, 1991).

Il aborde ici quelques aspects des relations entre biologie et réflexion philosophique à partir des illusions que suscitent les connaissances actuelles comme des exigences qu'elles font naître. Il s'interroge également sur les issues à la crise — ouverte par l'effondrement des repères traditionnels — qu'un débat public sur les valeurs morales peut permettre.



idéologie globale. Or toute idéologie de ce genre porte en elle le germe du totalitarisme.

— Les valeurs et les traditions dont nous avons hérité, vous venez de le rappeler, sont fréquemment opposées et parfois inconciliables. Votre participation aux travaux du comité d'éthique vous laisse-t-elle penser qu'une élaboration collective de nouveaux repères est possible ?

— Je le crois. Dans ce comité, tout repose, en effet, sur une confrontation permanente des opinions. Celles-ci expriment parfois des traditions constituées (les valeurs défendues par telle ou telle Église), parfois des sensibilités plus diffuses qui traversent la société. Mais personne ne peut prétendre se référer à des valeurs qui assureraient une objectivité universelle. Même les représentants d'une vérité révélée savent qu'ils parlent seulement au nom de la communauté des croyants qui partagent leur foi.

— D'autre part, nous nous sommes tous mis d'accord d'emblée sur le fait qu'il ne fallait surtout pas commencer par édicter des principes généraux. Nous discutons donc de chaque cas tel qu'il se présente, chacun venant avec ses opinions. Il est arrivé, très rarement, que nous aboutissions à des désaccords complets. La plupart du temps, chacun, en partant, se modifie, comprend mieux ses propres positions et oppositions, et les désaccords peuvent être atténués par des compromis. Il ne faut pas avoir peur d'admettre les compromis.

— Cette forme de critique réciprocité et de négociation entre les convictions diverses vous paraît-elle généralisable à d'autres formes du débat public ?

— Je pense qu'il en est déjà ainsi : la démocratie n'est rien d'autre ! Ce ne sont pas des savoirs, ce sont des opinions qui se confrontent dans la démocratie. Si une connaissance scientifique objective nous apprend comment le pays doit être conduit, il n'y aurait plus de débat. Les opinions ne sont pas la vérité, et nous sommes obligés de faire avec. Cela n'est pas nouveau.

— Ce qui est dérangeant dans la situation présente, c'est que nous étions habitués à régler de cette manière les décisions concernant l'organisation de la société, la répartition du pouvoir, ou le fonctionnement de l'économie, mais pas les questions proprement morales, ni les principes régissant les destinées individuelles. Nous étions accoutumés à croire ces problèmes-là résolus par une tradition, ou bien nous espérions que la science allait nous dire comment les résoudre. C'est cela qui est en train de se modifier. Nous allons devoir en tenir compte de plus en plus.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et ROGER-POL DROIT

déchiffrer le « livre de l'homme » comme cela a été écrit dans des revues prestigieuses.

— A côté de ces confusions où tombent parfois des scientifiques, il y a celles qui règnent dans le public comme en témoigne la résurgence des débats sur l'existence des races où l'on prétend souvent prendre appui sur la génétique...

— En effet dans l'esprit de beaucoup de gens, « génétique » et « racial » semblent être devenus pratiquement synonymes. Cela témoigne d'une incompréhension totale ou plutôt d'une méconnaissance de la génétique. Contrairement à ce qu'on croit encore trop souvent, les découvertes de la génétique moléculaire ont ruiné totalement l'ancienne notion de race qui s'était forgée bien avant. Du point de vue de la génétique, les gènes se reproduisent dans les populations de façon relativement indépendante les uns des autres. A tel point que l'image — évidemment anthropomorphique — qu'utilisent certains généticiens est celle de « gènes égoïstes », en ce sens que le gène cherche à se reproduire pour son propre compte. En revanche, les effets des gènes sur les aptitudes des individus sont très fortement dépendants les uns des autres et des facteurs d'environnement.

— Le terme de « race », qui désignait autrefois des groupes d'individus censés posséder à l'intérieur d'une même espèce des caractères héréditaires communs, n'a donc plus de signification ni de contenu dans la génétique actuelle. Cette notion a disparu derrière le détail des mécanismes — encore mal connus — des déterminations génétiques et de leur régulation. Il est vrai que l'on peut constater que la fréquence relative d'un gène particulier est différente d'une population à l'autre. Mais il en ira autrement pour un autre gène et il n'y a aucune population humaine qui partagerait le même génome et donc les mêmes capacités censées dépendre de cet ensemble de gènes. La notion de race n'a plus aucune valeur opératoire. Chaque fois qu'un gène de plus est identifié, le concept global préétabli de race perd un peu plus de son contenu.

— Le seul cas où cette notion désigne quelque chose est celui de la construction en laboratoire de « races pures ». On les obtient avec des souris par exemple, en croisant un nombre considérable de générations de frères et de sœurs. On peut avoir alors des milliers d'individus génétiquement identiques. Mais c'est évidemment un produit artificiel.

— Sur quoi débouche l'analyse critique des concepts de la biologie moléculaire, par exemple celui de programme génétique ?

— Quand on a commencé à employer cette expression, il s'agissait plus d'une métaphore que d'un concept. C'était une métaphore féconde mais insuffisante. En interrogeant ses limites, de nouvelles questions sont apparues. En effet, il s'agit bien en un sens d'un programme. Mais il diffère de celui d'un ordinateur puisqu'il n'y a pas de programmeur qui l'ait conçu. L'hypothèse d'un programme par la sélection naturelle est encore plus difficile à envisager parce qu'on ne peut se représenter ni le langage de programmation utilisé ni les techniques employées.

— Il valait donc mieux tenter de voir ce qu'il pouvait y avoir derrière cette métaphore. C'est ainsi qu'est née l'idée d'auto-organisation. Elle correspond en très gros à l'hypothèse d'un programme qui se programme lui-même. Au départ, une telle idée était comme une hypothèse vide, une question à poser et non une théorie prouvée d'un contenu. Plusieurs chercheurs ont contribué à lui donner un à partir de la cinétique chimique, d'autres à partir de

la thermodynamique. J'y ai contribué pour ma part à partir des théories de l'information et des réseaux d'automates. La notion d'auto-organisation possède aujourd'hui des sens assez différents. Mais l'essentiel, pour simplifier, est finalement qu'un réseau d'unités relativement simples peut présenter dans son fonctionnement d'ensemble des propriétés qui n'émergent éventuellement une histoire avec ses aléas et ainsi ne sont pas totalement programmées.

— Si une nouvelle réflexion philosophique s'impose, n'est-ce pas, avant tout, du fait que l'idée même qu'on se faisait de la vie se trouve désormais modifiée ?

— Absolument. Jusqu'aux années 50, la discussion pouvait encore se poursuivre entre les mécanismes, soutenant que la vie peut s'expliquer totalement par les lois de la physique et de la chimie, et les vitalistes, qui jugeaient nécessaire de faire appel à l'élan vital et de conserver à la vie une spécificité radicale. Depuis les progrès de la biologie moléculaire, le vitalisme n'est plus tenable. Les mécanismes ont gagné leur pari. La majeure partie des débats philosophiques des deux derniers siècles autour de ces questions sont, par là même, devenus caducs.

« La vérité scientifique ne nous fournit aucune valeur morale ; les valeurs sont toujours héritées »

— Une telle situation ouvre de nouveaux problèmes. D'abord parce qu'il ne faudrait pas en déduire pour autant que la biologie se réduit à la physique. Pour un physicien, toutes les molécules d'eau d'un échantillon sont interchangeables : elles n'ont pas d'individualité. Au contraire, les molécules d'une même espèce de protéine ne sont pas nécessairement interchangeables. Dans les grosses molécules, l'organisation spatiale interne dépend de l'environnement et a pour conséquence leur singularité. Et quand il s'agit d'une cellule, pourtant constituée des mêmes matériaux, on observe des propriétés de plus en plus singulières. Ces singularités vont rendre de plus en plus difficile d'établir des moyennes, alors que toute la physique et la chimie reposent sur des moyennes. Il y a donc des objets et des problèmes qui demeurent spécifiques à la connaissance biologique et qui réclament une attention philosophique.

— A côté de ces problèmes relatifs à la connaissance, ne sommes-nous pas confrontés, d'une manière peut-être plus aiguë, à une crise morale ouverte par le savoir des biologistes : la nature ne poursuit-elle aucun but, la vie même se révèle dépourvue de sens ?

— Il est vrai que tant qu'on pouvait se dire, comme Kant, qu'il existe des « fins dernières de la nature », la morale pouvait consister, en gros, à les suivre. Dès lors qu'on démontre qu'il n'y a pas de finalité à laquelle obéiraient les mécanismes de la nature, le sens même de la vie, le sens de l'Histoire semblent disparaître. Il n'y a plus de sens à

rien. A ce moment, le savoir scientifique est complètement dénué pour nous d'un sens.

— Cela signifie-t-il que nous n'ayons d'autre issue que le nihilisme ?

— Pas forcément. Le problème qui se pose est le suivant : une fois la vie réduite à ses mécanismes, comment comprendre ses rapports avec notre vécu individuel et social ? En d'autres termes, comment un être vivant devient-il un être humain ? Pour répondre à une telle interrogation, les relations entre valeurs et vérités doivent être repensées.

— Il y eut jusqu'à présent deux grandes attitudes dans l'Histoire : la première a consisté à croire en l'existence de vérités révélées qui étaient garantes de toute forme de savoir, y compris du savoir scientifique, qui devait se débrouiller pour coïncider avec la révélation religieuse. La seconde attitude, celle des Lumières, a voulu tirer des connaissances scientifiques des valeurs d'orientation pour les conduites humaines.

— Nous sommes arrivés aujourd'hui au moment où il convient de renoncer à ces deux solutions sans renoncer pour autant ni à la science ni aux valeurs. Il faut donc séparer les valeurs et accepter que vérités et valeurs soient produites de façon différente. La vérité scientifique ne nous fournit aucune valeur morale. Ces valeurs sont toujours héritées : pour chaque société, elles sont en quelque façon tombées du ciel et ne sont pas déduites de la vérité scientifique. Mais cela ne signifie nullement qu'elles soient sans importance ou sans intérêt.

— La première tâche est de ne pas confondre la signification de concepts scientifiques et celle des mythes, celles que soient les analogies apparentes qu'un regard superficiel peut croire apercevoir entre les deux. Par exemple, quand l'astrophysique s'interroge sur l'origine de l'univers, elle travaille à élaborer des théories renouvelables à partir de données extrapolées des dernières observations de la physique. Cela n'a rien à voir avec les mythes explicatifs de la création du monde dans les mythologies et les religions. Ces récits sont donnés une fois pour toutes. Ils servent de principes explicatifs à l'organisation de la société et de la morale. Ni les objectifs ni les contextes ne sont les mêmes. Il convient donc d'être très critique envers toutes les démarches qui, même chez des scientifiques, tendent à faire croire que les mêmes vérités se « retrouvent » par des voies différentes entre les sciences et les mythes.

— Une fois refusées ces assimilations abusives, quelle voie reste praticable pour construire une éthique si l'on veut éviter de l'incapacité des sciences à la faire et qu'on ne souhaite pas en revenir aux fondamentalismes religieux ?

— Il faut inventer un chemin nouveau, difficile, mais praticable, qui consiste en ce que j'ai proposé d'appeler une « intercritique ». On utilisera par exemple la méthode scientifique pour prendre ses distances par rapport aux mythes. Mais, inversement, on utilisera les éléments qu'on peut tirer des enseignements traditionnels pour prendre ses distances par rapport aux vérités scientifiques, pour porter un jugement sur la valeur morale des techniques que la connaissance rend possible.

— Il est clair que la science, et la biologie en particulier, pose aujourd'hui aux actions des hommes des problèmes que les connaissances scientifiques ne peuvent pas résoudre. Mais cela ne veut pas dire que les réponses n'existent pas. Il serait faux de croire que nous sommes totalement démunis. Nous avons hérité de valeurs multiples, qu'il existe des réponses, parfois implicites

ou indistinctes, parfois contradictoires, mais pas absentes.

— Pourquoi ce chemin est-il difficile ?

— Essentiellement parce qu'il est pénible d'accepter l'absence de valeur suprême. Il n'est pas aisé de se passer d'une idéologie globale. C'est pourquoi on voit resurgir aujourd'hui des philosophes de la vie qui veulent faire de la nature une nouvelle valeur suprême, d'où nous pourrions déduire comment nous orienter.

— A cet égard, l'écologie (je ne dis pas l'écologie) est à la fois inconsciente et dangereuse. Il est inconscient car tous les problèmes réels de la planète aujourd'hui (pollution de l'environnement, épuisement des ressources énergétiques, insuffisance des ressources alimentaires, etc.) découlent de l'explosion démographique humaine. Or, face à cette croissance vertigineuse de la population, deux hypothèses seulement sont envisageables. Ou bien le taux de croissance reste stable, et il faut alors soumettre, si l'on veut à tout prix que soit préservé l'équilibre de la nature, que des catastrophes majeures détruisent au plus vite les neuf dixièmes de l'humanité... Ce devrait être le programme de l'écologie s'il était conséquent ! Ou bien la courbe de croissance de la population humaine s'indécrit et atteint un plateau. Mais cette hypothèse implique des modifications inouïes dans l'histoire de l'humanité. Celle-ci n'a connu jusqu'à présent qu'une dynamique de croissance, et personne ne peut avoir idée des bouleversements radicaux qu'une perspective d'arrêt suppose.

— Il va de soi que les problèmes écologiques et démographiques sont aigus. Mais certaines formes actuelles de l'écologie sont dangereuses car elles tendent de nouveau à unifier vérité et morale en une

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

VILLEMINOT
29, rue Vaugelas
74000 ANNECY.
Tél. : 50-51-06-24

JURÉ
5, avenue Gambetta
33120 ARCAHON
Tél. : 56-83-05-57

YUGOSLAVIE

Les négociations sur la création de corridors humanitaires se poursuivent

La troisième cession-le feu, qui était entré en vigueur, samedi 16 novembre, en Croatie, n'a pas été respecté. Les combats se poursuivent, lundi, en plusieurs points de Slavonie et notamment à Vukovar (lire ci-dessous le reportage de Yves Heller). Des négociations se sont engagées dans la matinée entre le ministre croate de la santé et le représentant de l'armée fédérale, le général Andrija Raseta, sur l'acheminement d'une aide et la création d'un «corridor humanitaire» à Vukovar, qui permettrait d'évacuer civils et blessés. La directrice

de l'hôpital local avait lancé, dimanche, un appel au secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, le pressant de tout faire pour empêcher «le massacre des civils» dans cette ville assiégée par l'armée fédérale. «Nous vous supplions de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour sauver quelque 500 blessés dont beaucoup meurent de la gangrène, 2 000 enfants et 15 000 civils menacés d'épidémies», écrit, dans son appel, la directrice de l'établissement, M. Kouchner, qui se trouve à Dubrovnik, négocie avec des

représentants de l'armée la mise au point de corridors de sécurité pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Dans la nuit de dimanche à lundi, le navire-hôpital italien *San Marco*, chargé de vivres et de secours a quitté Brindisi (un port des Pouilles, au sud de l'Italie) à destination de Dubrovnik. Neuf médecins et une équipe de la Croix Rouge italienne sont à bord du navire qui devrait ramener en Italie plusieurs centaines de réfugiés et de blessés de la cité croate, assiégée par l'armée fédérale yougoslave. — (AFP, Reuters.)

Dernier carré croate à Vukovar

Des négociations se sont engagées entre Zagreb et l'armée fédérale pour l'évacuation de cette ville de Slavonie, assiégée depuis trois mois

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Deux jours après la signature du troisième accord de cessez-le-feu entre forces croates et serbo-fédérales depuis le début de la guerre en Croatie, celles-ci ont accru leur pression au point de rendre désespérée, dimanche soir 17 novembre, la situation des défenseurs croates de Vukovar, ville de Slavonie orientale (dans l'est de la Croatie) assiégée depuis trois mois. De source proche de la présidence croate, un dernier carré se battait encore, dans la soirée, sur une superficie réduite, pour défendre la population civile encore sur place. Quinze mille personnes, dont deux mille enfants, ainsi que plus de quatre cents blessés, se trouvaient bloqués dans ce qui reste d'une ville, qui a compté, plus de cinquante mille habitants.

La situation de Vukovar a été jugée si dramatique à Zagreb que le gouvernement du président Franjo Tudjman s'est réuni à deux reprises, dimanche, et a lancé un appel solennel à l'armée fédérale pour qu'elle fasse en sorte que la population civile soit épargnée. Dans un message au ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, les autorités croates ont demandé l'aménagement d'une «zone tampon» afin d'empêcher les irréguliers serbes de se livrer à des massacres et de permettre l'évacuation de la population.

«Le massacre des habitants de Vukovar signifierait le début du chaos, dont il serait difficile de pré-

voir la fin», estime le gouvernement de Zagreb, qui menace de rompre toute négociation et, surtout, de ne plus garantir «la sécurité des officiers et des soldats yougoslaves en territoire croate» si la population civile de la ville n'est

Croatie: Vukovar est devenue, en trois mois de combats acharnés, une ville-emblème, au même titre que Dubrovnik. Située sur le Danube, à la frontière entre la Croatie et la Serbie (à environ trois cents kilomètres à l'est de



pas sauve. Parallèlement, des négociations ont été engagées, à Zagreb, entre les autorités croates et les représentants de l'armée fédérale afin d'assurer l'évacuation des civils de Vukovar. Dans le même temps, les militaires annonçaient contrôler quasiment toute la ville et ne plus faire face qu'à une poignée de combattants croates.

«Stalingrad croate», «symbole de la résistance à la guerre d'agres-

sion menée par les Serbes contre la (Zagreb), elle comptait, selon le dernier recensement (1991), près de 44 % de Croates et un peu plus de 37 % de Serbes. C'est la première ville croate de cette taille à avoir été l'objet des convois serbes. Sa capture permettrait aux autonomistes serbes de Slavonie de disposer désormais d'une «capitale» pour la «région autonome» qu'ils ont unilatéralement décrétée dans une zone «à forte minorité serbe» déjà pratiquement coupée du reste de la Croatie, à environ 120 kilomètres à l'est de Zagreb.

L'admiration de la population

Jour après jour, Vukovar a été bombardée, attaquée par des forces que les autorités croates estiment être de deux brigades de l'armée, secondées par d'importantes effectifs d'irréguliers serbes, le tout appuyé par quelque trois cents chars. Malgré le déséquilibre des forces, la défense croate a réussi, pendant trois mois, à tenir tête à ses adversaires dans des conditions extrêmement difficiles, qui lui ont valu l'admiration sans partage de la population croate. Les épreuves subies par les milliers de civils restés dans la ville ont également suscité une très grande émotion à Zagreb. Ces sentiments ont été à l'origine d'une polémique dirigée contre le gouvernement de M. Tudjman, accusé par certains — et, récemment, par des défenseurs même de Vukovar — de ne pas en avoir fait assez pour sauver la ville. Les extrémistes de droite du Parti des droits — qui disposent d'une force armée non négligeable — ont été jusqu'à reprocher aux autorités d'avoir «lâché» Vukovar et une bonne partie de la Slavonie. Le gouvernement s'est, bien sûr, défendu de telles intentions, et un proche conseiller de M. Tudjman nous assure, il y a quelques jours, que «Vukovar avait toujours été au centre des préoccupations» du régime. «Nous ferons tout pour sauver Vukovar», ajoutait-il après avoir évoqué que la ville «n'avait pas tenu trois mois» si Zagreb n'avait pas «fait le maximum». De fait, totalement assiégée, située à une telle distance de la capitale

TÉMOIGNAGE

Dubrovnik, ville de paix

par Margherita Boniver et Bernard Kouchner

Il se mène au cœur de l'Europe des combats insupportables et scandaleux.

Dubrovnik. De loin on pense à Raguse, la citadelle, la vieille ville, aux églises qui côtoient la synagogue, à la mosquée et aux temples mitoyens. On pense à l'héritage culturel. De près, les enfants meurent sous les bombes, les pierres se brisent sous les obus. Les femmes et les hommes, encerclés, privés d'eau depuis quarante-cinq jours, n'espèrent plus en la Communauté.

Dubrovnik et sa région appartiennent à l'ensemble du monde civilisé. Il faut secourir les enfants, sous cette poignée de maisons, de rochers, d'histoire et de souffrance. C'est si présent et si digne, ce qu'il reste de Dubrovnik, il faut que les droits humains y soient respectés.

Nous proposons au monde de faire de Dubrovnik, cité croate, une ville blanche, une île de paix.

Pour cela, il faut assurer le ravitaillement des habitants, il faut permettre et organiser l'évacuation des éléments armés de la ville, il faut exiger le retrait des troupes qui l'encerclent, et démilitariser la région de Dubrovnik. Nous

demandons le retour des observateurs de la CEE et un contrôle international sous l'égide de «gardes bleus» de l'ONU.

Nous en appelons à tous les intellectuels, aux artistes, aux hommes politiques, aux citoyens de l'Europe pour soutenir cette démarche humanitaire. Que tous signent cet appel et le fassent parvenir au secrétaire général de l'ONU à New-York.

Nous ne choisissons pas un camp contre un autre. Nous sommes venus soutenir l'UNICEF dans l'établissement de corridors humanitaires permanents dans tout le pays. A Dubrovnik, nous souhaitons que des bateaux de secours se succèdent, d'abord italiens, puis français, d'autres encore.

En Slavonie occidentale, nous ouvrons aussi le passage vers des groupes humains en danger. Nous tenterons avec les organisations humanitaires d'agir de même pour ce qui restera de Vukovar.

Nous croyons aux approches limitées et aux méthodes humanitaires. Communiquons par sauver Dubrovnik et sa région, île de paix, ville blanche.

Communiquons par secourir les habitants de Dubrovnik. Margherita Boniver est ministre italien de l'immigration; Bernard Kouchner est secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

TCHÉCOSLOVAQUIE : le deuxième anniversaire de la « Révolution de velours »

Le président Havel envisage un élargissement de ses pouvoirs

Deux ans après les premières manifestations contre le régime communiste de Prague, le président Vaclav Havel a annoncé au cours d'une allocution télévisée, dans la soirée du dimanche 17 novembre, cinq initiatives législatives pour tenter de débloquent les négociations entre les Républiques tchèque et slovaque sur l'avenir de la Fédération. «La question est aujourd'hui de savoir si nous allons devenir une démocratie européenne et civilisée ou une région méprisée en proie à des conflits et des désordres incessants», a déclaré M. Havel.

PRAGUE

correspondance

«Je dois reconnaître que les représentants politiques ne se sont pas montrés à la hauteur de la tâche qui leur incombait (...). Il est temps, désormais, d'aller au-delà des discussions historiques en cercle fermé.» Ce constat d'impuissance, M. Vaclav Havel refuse de le considérer comme définitif. Le président s'est donc fait l'avocat d'un élargissement de ses propres pouvoirs et de ceux du gouvernement fédéral ainsi que d'une plus grande participation de la population, en rappelant que «le fossé entre les politiques et les citoyens n'a cessé de se creuser».

Le président souhaite que les possibilités de recourir au référendum ne soient plus limitées à une initiative de l'Assemblée fédérale, mais soient également de ses compétences — sous réserve d'approbation par le gouvernement fédéral — et de la population, si 20 % des électeurs en font la demande. Compte tenu du million de signatures recueillies dans la République tchèque en faveur du référendum, la consultation populaire serait tout à fait envisageable.

Autre projet : une loi constitutionnelle fixant les conditions de la dissolution du Parlement fédéral, qui rendrait possible l'organisation

d'élections anticipées, en donnant au président l'opportunité de légiférer par décret. Ces lois devraient ensuite être ratifiées par la future assemblée fédérale.

Deux solutions et toujours le même objectif : sortir de la crise au plus vite. Ces mesures devraient s'accompagner de trois réformes en profondeur, destinées à éviter un nouveau blocage des institutions. M. Havel propose, en premier lieu, que la Constitution fédérale soit ratifiée par les Parlements nationaux. Une solution à mi-chemin entre la proposition des Slovaques, qui veulent faire du traité inter-Républiques une source de droit — donc que chaque changement constitutionnel fasse l'objet d'un vote au sein des Parlements nationaux, — et des Tchèques, qui souhaitent que le traité soit annulé une fois la Constitution votée.

Autre changement majeur, la modification de la structure du Parlement fédéral. Elle se traduirait par la disparition de la Chambre des nations, dont le fonctionnement perturbe l'exercice législatif; toute loi venant de l'Assemblée fédérale doit en effet, pour l'instant, recueillir la majorité absolue à la fois des députés slovaques et des députés tchèques; une vue de l'esprit en cette période.

Enfin, dernier souhait émis par le président : le vote d'une loi électorale qui «assureraux élus qu'ils ont la confiance de leurs électeurs». Une manière d'envisager non plus une représentation proportionnelle, comme c'est le cas, mais, sans doute, un système majoritaire afin d'éviter l'atomisation des partis politiques. Ce facteur d'instabilité déjà présent en Slovaquie, n'épargnera sûrement pas la République tchèque lors des prochaines élections législatives, prévues en juin 1992.

Mais ces propositions risquent malheureusement de rester lettre morte car leur adoption dépend de l'aval du Parlement fédéral. Or la plupart des résolutions désirées par le président s'orientent clairement vers une diminution des pouvoirs de ce même Parlement fédéral.

CATHERINE MONROY

M. Eltsine et la libéralisation de l'économie russe

Suite de la première page

Parallèlement, les règles strictes qui régissaient les activités extérieures des entreprises sont considérablement assouplies. Toutes les firmes établies en Russie pourront commercer avec l'étranger, mais certains échanges, dont la liste n'est pas encore publiée, resteront soumis à autorisation et une partie, non déterminée à ce jour, des devises gagnées devra être remise à l'Etat. Les sociétés étrangères pourront rapatrier leurs bénéfices, et, à cette fin, elles seront autorisées à changer librement, au taux du marché, les roubles en leur possession contre des devises convertibles, possibilité qui sera également offerte aux citoyens ordinaires qui pourront par ailleurs détenir des comptes en devises.

Les divers cours officiels du rouble fixés par la banque d'Etat de l'URSS (la Gosbank) ne seront plus reconnus sur le territoire de la Fédération de Russie, ce qui en pratique signifie que le complexe édifice qui régissait jusqu'à présent les échanges extérieurs est appelé à s'écrouler définitivement.

D'autre part, l'Etat russe affirme sa volonté d'être totalement maître chez lui, et en particulier de prendre le contrôle de l'émission de la monnaie sur le territoire de la Fédération de Russie — le ministère des finances de Russie récupérant au passage toutes les structures du ministère des finances de l'URSS.

Droits d'exploitation

Ce sera donc désormais la Russie qui s'acquittera des obligations contractées en matière d'émission monétaire par l'ex-pouvoir central à l'égard des autres Républiques de l'Union. L'Etat russe affirme ainsi sa souveraineté mais, par la même occasion, il place dans une situation de dépendance très inconfortable ses partenaires et s'affirme, sans le dire ouvertement, en héritier du «centre». Les autres «Etats souverains» vont très vraisemblablement être contraints de réagir à cette situa-

tion nouvelle, et les décrets de M. Eltsine pourraient avoir pour résultat de précipiter l'apparition de monnaie nationale dans les Républiques (l'Ukraine a déjà pris ses précautions en signant avec le Canada un accord pour l'impression de sa future monnaie).

Confirmant la décision de principe déjà annoncée depuis plusieurs semaines, M. Eltsine a, d'autre part, décrété que la Russie contrôlerait désormais l'extraction et la vente de tous les métaux précieux et diamants présents sur son territoire. Des droits d'exploitation seront cependant versés par l'Etat russe aux Républiques autonomes ou Territoires qui abritent les gisements et ces derniers pourront d'autre part conserver une petite part — 1,5 % — des quantités extraites pour leur propre usage local. Les prix des métaux précieux et des pierres seront fixés par le gouvernement de Russie «sans tenir compte des prix du marché mondial». L'essentiel des ressources d'or et de diamants de l'URSS se trouve sur le territoire de la Fédération et cette mesure constitue donc un nouveau «coup dur», à vrai dire attendu depuis longtemps, pour les autres Républiques.

Les décrets pris par M. Eltsine (auxquels s'ajoute la décision de limiter les exportations de pétrole de la Russie et de les contrôler plus strictement) confirment que le gouvernement russe n'entend en aucun cas laisser entraver son action par le traité économique inter-républicain qu'il a signé, mais qui reste en l'état actuel des choses un document essentiellement théorique, constellé de lacunes et qu'aucun des signataires n'a ratifié à ce jour.

Dans son discours du 28 octobre, par lequel il annonçait son intention d'engager son pays dans une dangereuse réforme économique, M. Eltsine avait certes invité les autres Républiques à agir de concert avec la Russie, à prendre le même chemin, mais il avait aussi fait comprendre qu'en aucun cas la Russie n'attendrait ses partenaires sur le bord de ce chemin.

JAN KRAUZE



ملکنا میں لکھو

هنا من الحظ

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la défaite de M. Duke en Louisiane

Les électeurs ont rejeté le message mais pas le message, estime le vice-président Dan Quayle

Battu, et largement, lors de l'élection pour le poste de gouverneur de l'État de Louisiane, samedi 16 novembre, M. David Duke, ancien chef local du Ku Klux Klan, ex-militant nazi, membre de la «suprématie de la race blanche», n'en est pas moins apparu comme le porte-parole d'un mouvement populiste, et démagogue, qui inquiète l'administration Bush.

WASHINGTON

de notre correspondant

«Votez pour l'escroc, c'est important», disaient les adversaires de M. Duke. Ils entendaient, par là, exhorter l'électorat à voter pour le démocrate, M. Edwin Edwards, un cajan déjà trois fois gouverneur, mais dont le dernier mandat fut entaché de graves accusations : racket, corruption et trafic d'influence. Les électeurs ont donc

suivi le slogan et confortablement élu «l'escroc» qui a recueilli plus de soixante pour cent des suffrages exprimés. M. Edwards a récolté l'ensemble des voix de la communauté noire (vingt-six pour cent des quatre millions de Louisianais), exceptionnellement mobilisée, et celles de très nombreux Blancs, y compris dans l'électorat républicain traditionnel. Ces derniers étaient convaincus que l'élection de M. Duke, en ternissant l'image de la Louisiane, aurait eu des répercussions économiques dramatiques pour un État déjà mal en point après de longues années de récession.

Défier M. George Bush sur sa droite

En obtenant un peu moins de 40 % des suffrages, M. Duke rassemble tout de même une majorité de l'électorat blanc. S'il est loin des quarante-quatre pour cent qu'il avait réunis dans une élection sénatoriale l'an passé, il reste que c'est lui qui, se présentant

comme un candidat républicain «indépendant», a fait, au premier tour, chuter le gouverneur sortant, M. Buddy Roemer, républicain officiel et soutenu par la Maison Blanche.

Tout en se félicitant de la défaite de l'ancien chef du Klan, le vice-président Dan Quayle reconnaissait, dimanche, que l'administration républicaine était confrontée à un problème délicat : «c'est le message» que les électeurs ont rejeté en la personne de M. Duke-«pas son message», expliquait M. Quayle. Conscient de l'audience qu'il a acquise lors de ce scrutin, M. Duke pourrait se présenter dans les mois prochains à l'élection présidentielle et défier M. George Bush sur sa droite. C'est aussi l'intention qui est prêtée à un journaliste, ancien membre des administrations Nixon et Reagan, le commentateur Pat Buchanan, talentueux et tournaissant porte-parole d'une droite conservatrice qui s'estime délaissée par M. Bush.

Le terrain peut paraître favorable. Dans les sondages, la popularité du président s'est effondrée, de 67 % à 47 %. La chute s'explique par un climat de grogne général à l'encontre d'une administration accusée d'indifférence devant une récession persistante qui touche, notamment, la classe moyenne. Après le *Wall Street Journal*, c'était, dimanche, le *New York Times* qui tirait sur «l'appauvrissement de la classe moyenne». David Duke et Pat Buchanan, mais aussi certains des candidats démocrates, font campagne sur des thèmes extrêmement populistes : «Amérique d'abord» («America First»), c'est-à-dire le désengagement à l'extérieur, slogan ouvertement protectionniste et isolationniste ; et appel à une baisse immédiate des impôts pour la classe moyenne. Compte tenu de l'écho favorable rencontré par ces mots d'ordre, la plupart des commentateurs annoncent une campagne difficile pour M. Bush.

ALAIN FRACHON

HAITI : déclaré indésirable par les autorités

L'ambassadeur de France est rappelé à Paris

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

L'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Dufour, a été déclaré *persona non grata* par les autorités haïtiennes, le 16 novembre, pour Paris, où il a été «rappelé pour consultations». Ce départ doit avoir lieu deux jours après la fin du délai qu'avaient fixé les autorités haïtiennes (*Le Monde* du 16 novembre).

Arrivé samedi à Port-au-Prince, le directeur adjoint du département Amériques du Quai d'Orsay, M. Henri Ladsous, prendra la direction de la mission française. Il y a dix jours, Paris avait ignoré une première demande de rappel de M. Dufour en soulignant que «la France n'entretenait aucune relation avec les autorités de fait à Port-au-Prince». Le changement d'attitude du gouvernement, qui a été précédé de consultations avec Washington, est expliqué par le souci de ne pas mettre en danger la sécurité des ressortissants français.

«Le champ libre à Washington»

L'annonce du rappel de l'ambassadeur de France a été accueillie avec consternation dans les milieux favorables au retour du président Jean-Bertrand Aristide. «C'est une forme de reconnaissance des autorités installées par les militaires», a affirmé un journaliste haïtien. «Paris laisse le champ libre à Washington», soupire de son côté un ancien collaborateur du président exilé. Outre le fait qu'il a sauvé la vie

du président Aristide et qu'il a été accueilli dans sa résidence plusieurs de ses ministres, M. Dufour était considéré par les partisans des nouvelles autorités et par l'ambassadeur des États-Unis, M. Alvin Adams, comme un élément perturbateur dans le processus de négociation qui doit s'ouvrir à la fin de la semaine prochaine à Carthagène, en Colombie, sous l'égide de l'Organisation des États américains (OEA). «La solution américaine consiste à trouver un premier ministre de consensus au sein de la classe politique, qui exercerait le pouvoir, et à ne faire rentrer le président Aristide qu'au bout de plusieurs mois et sans aucun pouvoir», affirme un proche du «gouvernement provisoire».

M. Dufour s'était élevé contre cette solution, soulignant que le président Aristide, élu avec 67 % des voix en décembre dernier, «ne pouvait être réduit à inaugurer les hibiscus». Les ambassadeurs de France et des États-Unis, qui n'éprouvent aucune sympathie l'un pour l'autre, s'étaient publiquement critiqués à plusieurs reprises depuis le putsch du général Cédras.

Près de deux mois après ce coup d'État, les arrestations et les exécutions sommaires se poursuivent : à une quinzaine de kilomètres au nord de la capitale, sept cadavres de jeunes gens, les mains attachées par des cordes ou du fil électrique, ont été vus, gisant en contras de la route qui mène vers Cap-Haïtien, ainsi que des cadavres méconnaissables criblés de balles et à moitié déchiquetés par les chiens errants.

JEAN-MICHEL CARROT

AFRIQUE

«Mobilisation générale» à Djibouti

Suite de la première page

Carescent-elles le rêve d'obtenir un appui militaire de la France pour boucler hors du pays ces troupes de «mercenaires» ? Dans les milieux diplomatiques, on rappelle que le protocole signé en juin 1977, au moment de l'indépendance, par Paris et Djibouti «exclut» l'hypothèse d'une intervention française s'il s'agit de «maintenir ou restaurer l'ordre public à l'intérieur du territoire». En revanche, Paris pourrait donner son feu vert à une intervention si l'intégrité des frontières se trouvait menacée «par des forces armées étrangères», et ce «à la demande des autorités djiboutiennes». De même source, on assure cependant qu'aucune demande en ce sens n'a été officiellement formulée.

La question des frontières, comme celle des cartes d'identité que chaque citoyen de la corne de l'Afrique est censé posséder, a de quoi faire sourire plus d'un nomade et plus d'un trafiquant, quelle que soit son origine, tribale ou clanique. «Djibouti est une ville-Etat : sur les 400 000 ou 500 000 habitants du pays, l'énorme majorité vit dans la capitale. Le reste, c'est du caillou. Si 60 000 personnes y vivent - et encore ! - la plupart sont installées à Tadjoura, Obock ou Dikhil, c'est bien le maximum», assure un vieil habitant de Djibouti. «Les frontières, c'est du saïle ! tout le monde sait bien qu'elles sont de vraies passeroles», rit-il encore.

Le régime, lui, n'avait pas vraiment ri lorsque plus de 40 000 militaires et civils éthiopiens avaient soudainement déboulé, en mai, avec chars et bagages. Le pire avait pu être évité grâce à l'intervention, régulièrement sollicitée, de l'armée française. La tragédie beaucoup plus ordinaire que vivent les dizaines de milliers de réfugiés de Somalie ou d'Éthiopie ayant fui la guerre ou la famine qui frappent leurs pays témoigne aussi de la perméabilité chronique des frontières djiboutiennes.

La «nation Issa»

Comme ailleurs en Afrique, la déliquescence de l'État est telle que les seuls territoires véritablement reconnus par les populations sont ceux que la tradition tribale a tracés. Il en est ainsi de la «nation issa», forte d'une quarantaine de «familles» ou sous-clans, et dont les membres vivent de part et d'autre des frontières djiboutiennes, somaliennes ou éthiopiennes.

Le président de la République de Djibouti, M. Hassan Gouled Aptidon, n'est-il pas lui-même un Issa, né à Zeila, localité que les cartes d'état-major situent dans le nord de la Somalie ? Ne cite-t-on pas l'exemple de cet ex-citoyen «Djiboutien» né à Dire-Dawa en Éthiopie et qui n'en dirige pas moins, pendant plusieurs années, l'Office national d'alimentation et de céréales (ONAC) de Djibouti, avant de devenir, en juillet, député

«Éthiopien» au parlement d'Addis-Abeba ?

Il en est de même pour la «nation Afar», dont le territoire coutumier s'étend du port éthiopien d'Assab jusqu'au lac djiboutien d'Abbe. Le sultan, Ali Mira, chef de la province de l'Aoussa, vit en Éthiopie. En revanche, les trois sultanats de Raheita, Tadjoura et Gobaad se situent à Djibouti - les deux premiers au nord, le troisième au sud. En cette période de profonds troubles que connaît la corne de l'Afrique depuis la chute des régimes éthiopiens et somaliens, la surenchère tribale n'a rien de surprenant.

Que des responsables politiques veuillent l'attiser sciemment serait plus inquiétant. Les différentes frontières - celles héritées de la tradition et celles léguées par les anciennes puissances coloniales - sont désormais en concurrence ouverte : tenter de jouer ces deux cartes à la fois relève de l'évidence d'un goût du risque assez pervers.

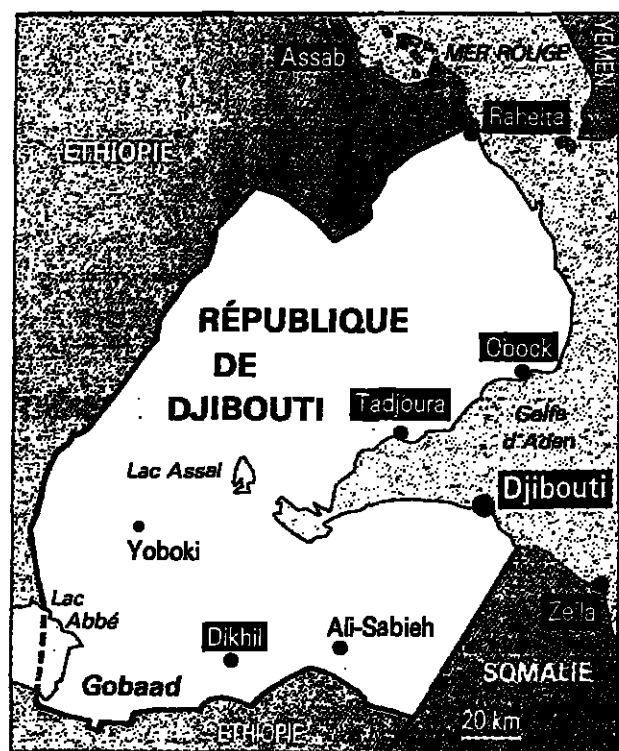
«La violence engendre la violence. En décriant la mobilisation générale, les autorités ont commis une erreur : le couteau va se retourner contre eux, estime un ancien haut fonctionnaire Issa. Or personne n'a intérêt à ce que le pays vole en éclats. Djibouti est un petit État, notre économie, fictive : nous n'avons pas les ressources suffisantes pour nous payer le luxe d'une explosion», insiste-t-il. Sans nier l'existence de fortes rivalités claniques, il n'en souligne pas moins le caractère essentiellement politique de la crise djiboutienne. «La guérilla Afar mène des opérations militaires, mais le mécontentement est général».

Le président Gouled, dont le mandat arrive à terme en 1993, est communément accusé d'avoir placé aux postes-clés des membres de sa «famille» (le sous-

clan Mamassan) et de n'avoir choisi, parmi les notables afars, que «ceux qui lui sont dociles» et n'exercent leurs fonctions que «pour s'en mettre plein les poches».

Un président otage

Pour cet employé Afar, qui souhaite conserver l'anonymat, le fait que plusieurs ministres et plus d'un tiers des députés soient d'origine Afar «provoque bien que le climat n'est pas clanique mais politique». Quand, dans la capitale, l'opposition parle de démocratie, ce n'est pas tant le multipartisme qu'elle exige que, d'abord, une meilleure représentativité des élus. Faute d'ouvrir le dialogue, le président Gouled -



clan Mamassan) et de n'avoir choisi, parmi les notables afars, que «ceux qui lui sont dociles» et n'exercent leurs fonctions que «pour s'en mettre plein les poches».

Pour cet employé Afar, qui souhaite conserver l'anonymat, le fait que plusieurs ministres et plus d'un tiers des députés soient d'origine Afar «provoque bien que le climat n'est pas clanique mais politique». Quand, dans la capitale, l'opposition parle de démocratie, ce n'est pas tant le multipartisme qu'elle exige que, d'abord, une meilleure représentativité des élus. Faute d'ouvrir le dialogue, le président Gouled -

dont les contestataires les plus indisciplinés assurent qu'il est devenu «l'otage» de ses proches - a préféré faire sonner le clairon. Djibouti, qui vit déjà très au-dessus de ses moyens, aura-t-elle les reins suffisamment solides pour financer cet effort militaire ? La France, dont l'aide à Djibouti est en augmentation pourrait se faire tirer l'oreille. En tout cas, la mission financière française, qui était attendue ce mois-ci pour préparer le programme des aides en 1992, n'est pas encore arrivée.

Sur le terrain, et en particulier à Tadjoura et à Obock, la situation reste incertaine. L'évacuation des résidents français a laissé face à face les civils afars et les forces gouvernementales. Selon l'ancien premier ministre, M. Ahmed Dini, installé à Obock, les «maquisards éthiopiens» arrêtés par l'armée seraient en réalité «de simples citoyens» que les militaires «ont raptés» à l'intérieur des deux localités.

Les premiers ratisages auraient commencé à Obock samedi matin, des opérations analogues étant menées, le lendemain, à Tadjoura. «Pire», ajoute M. Dini, la Force nationale de sécurité [la police] a profité du couvre-feu pour s'introduire, durant la nuit de samedi à dimanche, dans des maisons de Tadjoura. Selon lui, six civils «dont l'imam de la mosquée», auraient péri «par balles» au cours de ces perquisitions nocturnes.

Ces informations restent impossibles à vérifier jusqu'à présent. L'accès de Tadjoura et d'Obock était interdit aux civils. Si elles se révélaient exactes, la situation serait embarrassante à plus d'un titre, pour le gouvernement de Djibouti, bien sûr, mais aussi peut-être pour Paris, dont plusieurs conseillers militaires sont censés assurer des «tournées» régulières trois jours par semaine à Tadjoura et à Obock.

CATHERINE SIMON

KENYA

Les forces de l'ordre ont empêché le rassemblement pour le multipartisme

NAIROBI

de notre correspondant

Les forces de l'ordre ont réussi à empêcher, samedi 16 novembre, le rassemblement en faveur du multipartisme, mais il leur a fallu disperser sans ménagement des centaines de contestataires qui défiaient l'interdiction du président Daniel Arap Moi. Des milliers de personnes ont ainsi convergé vers le parc de Kamukunji, un quartier populaire de Nairobi, où une foule de jeunes faisait face à la police en agitant des rampeaux, symboles de paix.

Beaucoup tendaient le bras faisant le «V» de la victoire. Les forces de l'ordre ont rapidement bouclé le quartier. Puis, les manifestants ont été dispersés à coups de grenades lacrymogènes. Le gouvernement a publié un communiqué faisant état

de «sa consternation devant l'implication des diplomates américains qui encouragent le pseudo mouvement d'opposition kenyan». L'ambassade des États-Unis a rapidement démenti la version officielle selon laquelle des opposants ont tenté de s'introduire en fraude à Kamukunji, à bord d'un convoi de voitures diplomatiques.

Treize opposants ont été arrêtés avant et pendant la manifestation. Deux d'entre eux ont déjà été libérés sous caution, et il est possible que d'autres soient élargis avant la réunion du groupe consultatif des bailleurs de fonds du Kenya, les 25 et 26 novembre, à Paris. Partisan acharné du régime à parti unique, le président Moi semble vouloir lâcher du lest. Il a récemment déclaré que le multipartisme pourrait être mis en place dans trois ans environ.

J. H.

BRÉSIL : une réserve pour les Indiens Yanomamis.

Le président Fernando Collor de Mello a, signé, vendredi 15 novembre, un décret redonnant aux Indiens Yanomamis leurs terres ancestrales, envahies depuis 1973 par plus de 40 000 chercheurs d'or, qui y avaient propagé des maladies et pollué les rivières. Les Yanomamis, dont 9 000 vivent au Brésil et 12 000 au Venezuela, vont obtenir une réserve de 94 000 kilomètres carrés dans les États de Roraima et d'Amazonas. Accueillie avec satisfaction par les écologistes, cette décision a été prise malgré l'opposition de plusieurs généraux et de plusieurs compagnies minières qui souhaitent exploiter l'or, le diamant et l'étain de cette région. - (AP)

CUBA : reprise de la coopération technique avec l'Espagne. - Madrid a repris sa coopération scientifique et technique avec Cuba et a décidé de l'élargir à la culture, à l'éducation et au tourisme, ont annoncé, samedi 16 novembre, des responsables cubains et espagnols. L'Espagne avait gelé sa coopération avec Cuba au milieu de l'an passé, après l'arrivée de réfugiés à l'ambassade d'Espagne à La Havane qui souhaitaient obtenir l'asile politique, mais avaient dû se rendre devant le refus de Cuba de les laisser partir. - (Reuters)

SALVADOR : le ministre de la défense aurait été impliqué dans le meurtre de six jésuites. - Citant un rapport interne d'une commission de la Chambre des représentants, le quotidien américain *New York Times* a affirmé, dimanche 17 novembre, que le meurtre de six jésuites en 1989 au Salvador avait été complotté par de hauts responsables militaires de ce pays, dont l'actuel ministre de la défense, le général René Emilio Ponce. Par ailleurs, au lendemain de l'entrée en vigueur d'une trêve proclamée

unilatéralement par le Front Farabundo-Marré de libération nationale (FMLN), l'armée a poursuivi, samedi 16 novembre, ses opérations dans des bastions de la guérilla et les chefs du FMLN ont menacé de riposter. Des négociations pour la conclusion d'un cessez-le-feu total doivent reprendre à la fin de la semaine à Mexico. - (AFP, Reuters)

SURINAM : les Pays-Bas rétablissent leur aide économique. - Deux mois après l'élection d'un président civil à la tête du Surinam, les Pays-Bas ont décidé, samedi 16 novembre, de rétablir leur aide économique à ce pays (environ 100 millions de dollars par an) pour aider à la «consolidation» de la démocratie, a-t-on appris à Kralendijk, capitale de Bonaire (Antilles néerlandaises), à l'issue d'une réunion ministérielle entre les deux pays. Les Pays-Bas continueront cependant à faire pression pour essayer de réduire le pouvoir politique de l'armée au Surinam. L'aide des Pays-Bas à leur ancienne colonie avait été interrompue à la suite du putsch militaire du 24 décembre dernier. - (AFP)

BAC 92

Stages de révision pour baccalauréats A, B, C, D et français de Première.
Concours des écoles de commerce «bac+0» : Stage intensif en Février

prépasup

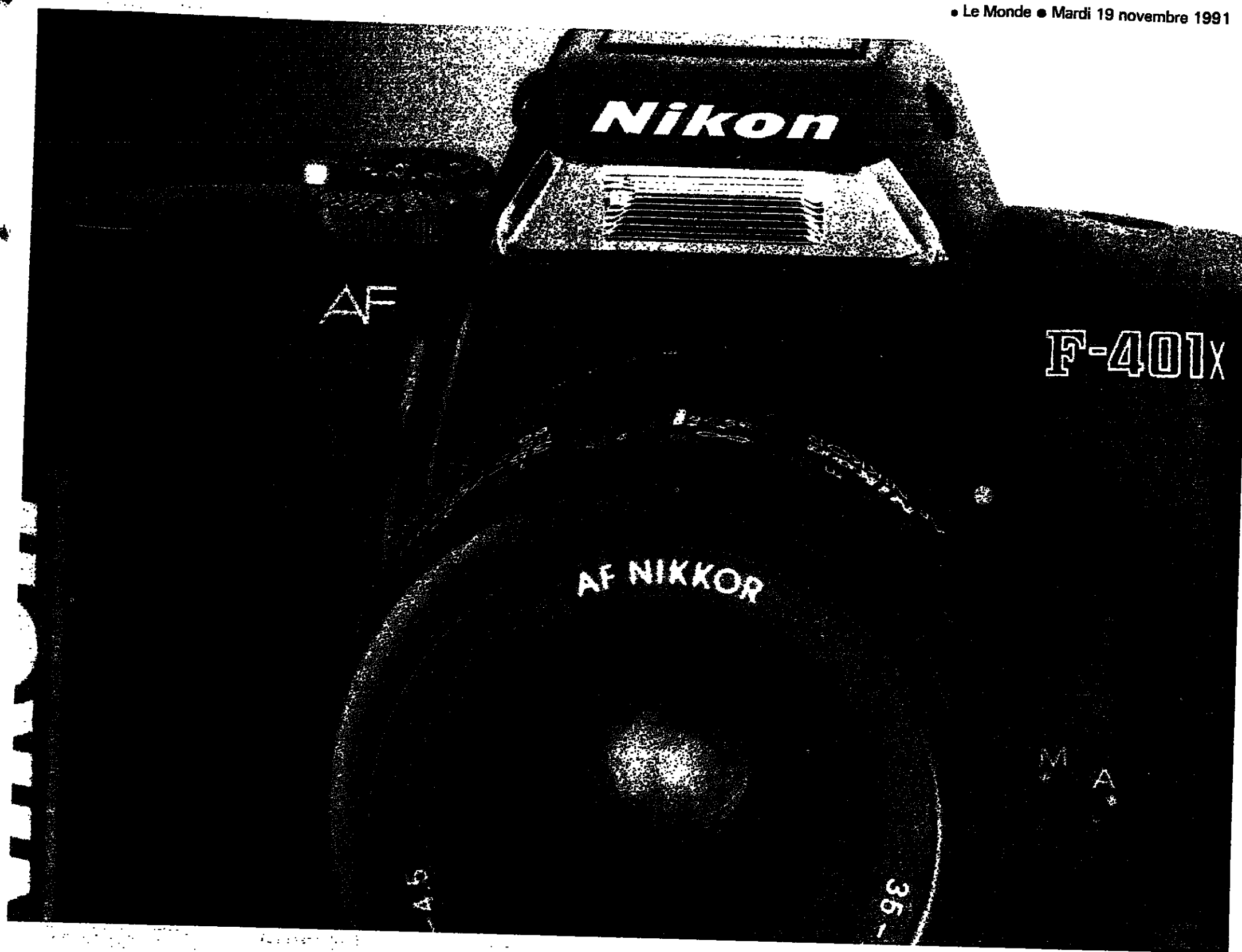
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPPLÉMENTAIRE
23 rue Courbet 75116 Paris - Tél. (1) 45.83.16.16

anglais, allemand, espagnol, italien, russe.

CHOC DU JOUR : LANGUES ÉTRANGÈRES
Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme «pro» ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langues des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES - Soc 5239, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél. (1) 42-70-81-88



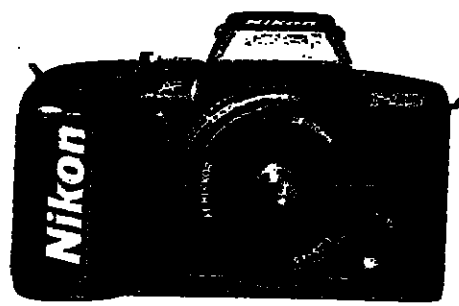
Nouveau Nikon F-401x.

Quand on s'y connaît en photo on choisit un Nikon,
quand on n'y connaît rien aussi, d'ailleurs.

Ceux qui s'y connaissent en photo seront heureux d'apprendre que le nouveau Nikon F-401x a intégré les technologies qui ont fait le succès des boîtiers professionnels Nikon. La mesure matricielle, par exemple, analyse la lumière et le contraste de l'image, et détermine la meilleure exposition selon 25 programmes établis à partir de l'observation de 100 000 cas de photos.

Ceux qui n'y connaissent rien seront encore plus heureux d'apprendre que tout cela se passe en une fraction de seconde dans l'ordinateur du F-401x, simplement en effleurant le déclencheur. Ils pourront dès lors se consacrer entièrement à la composition de leur image, sans se soucier de la technique.

Prix indicatif sans objectif, moins de 2 900 F.



Nikon

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue du Marché Rollay 94504 Champigny-Marne Cedex

نیکون من الصور

ASIE

CHINE : au cours de sa visite à Pékin

M. James Baker a apparemment obtenu peu de concessions substantielles

La visite du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, à Pékin, prolongée de six heures, dimanche 17 novembre, pour un âpre marchandage, a consacré une victoire diplomatique chinoise obtenue au prix de concessions qui ne paraissent pas substantielles, sauf peut-être dans le domaine de la dissémination des armements, que les Etats-Unis considèrent comme vital pour l'avenir.

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine vient de faire la démonstration que sa politique étrangère, d'un rare cynisme, était payante. M. Baker n'est pas reparti les mains vides; mais les concessions qu'il a arrachées en dix-huit heures de négociations acharnées, ne suffisent sans doute pas à satisfaire le Congrès américain. En revanche, le pouvoir communiste peut affirmer à sa population que, désormais, le pays le plus peuplé de la planète est à nouveau respecté par tous les Grands, ce qui conforte les orthodoxes de la direction pékinoise partisans du statu quo.

Lisant, au cours d'une conférence de presse, un texte qu'il venait de mettre au point, mot par mot, avec son homologue M. Qian Qichen, M. Baker a énuméré les dossiers évoqués, en mettant l'accent sur le fait que les droits de l'homme avaient occupé la majeure partie des discussions. En fait, selon les confidences émanées par son entourage après coup, les dirigeants chinois avaient refusé d'entrer dans le détail du dossier jusqu'à la dernière séance d'entretiens, en insistant sur l'idée qu'il s'agit d'une affaire exclusivement intérieure. Ayant obtenu que M. Baker s'occupe pour eux son emploi du temps, ils ont ensuite « offert » une concession, déjà obtenue par les autres pays occidentaux : la délivrance de visas à des personnes ne faisant pas l'objet de poursuites.

M. Baker a souligné que, pour la première fois, les autorités chinoises avaient fourni des informations sur une liste de huit cents personnes dont les Etats-Unis se souciaient. Pékin a précisé lesquelles étaient

lance stratégique d'un pays qui se comporte en partenaire dangereux, du fait de ses exportations de technologies militaires sensibles. La Chine, quant à elle, a confirmé son intention (déjà annoncée l'été dernier) d'adhérer, en mars 1992 au plus tard, au traité de non-prolifération nucléaire. Pour se conformer, par ailleurs, au régime de contrôle

que Washington veut impérativement faire cesser, M. Baker n'a obtenu qu'une déclaration selon laquelle les Chinois « partagent l'attachement international » à ce sujet et réitérent leur souhait de voir la péninsule coréenne démocratisée. On ne peut exclure que Pékin exerce en sous-main des pressions fermes; mais cette capitale a déjà fait connaître qu'elle croyait, en ce domaine, davantage aux vertus du « dialogue » que de la dénonciation.

Mesures policières « attristées »

M. Baker, enfin, a fait état de « propositions positives » de Pékin sur le troisième dossier, celui des relations commerciales. Il avait obtenu des assurances concernant le respect par la Chine du régime de la propriété intellectuelle, dans le domaine du logiciel informatique notamment. Et il a annoncé la mise au point d'un « mémorandum de coopération » destiné à empêcher l'exportation aux Etats-Unis de produits fabriqués par des prisonniers. Mais le bilan officiel chinois de la visite ne mentionne pas ce point.

M. Baker a souligné qu'« à moins de laisser les relations sino-américaines se geler à jamais », il était impératif de reprendre langue avec Pékin. « Nous attendons maintenant de la Chine qu'elle continue à œuvrer au règlement de ces problèmes dans le cadre d'une manière régulière », a conclu M. Baker en brandissant la menace d'une révision par le Congrès du statut commercial de Pékin. Pendant qu'on parlait ainsi, la police chinoise avait placé en garde à vue une dissidente notoire, la journaliste Dai Qing, ainsi que l'épouse d'un prisonnier politique, M^{me} Hou Xiaokun, lesquelles cherchaient à rencontrer des membres de l'entourage de M. Baker. Interrogé, celui-ci a dit n'être pas informé de ces mesures policières « attristées ».

FRANCIS DERON



détenues et lesquelles avaient été libérées ou étaient inconnues de sa police. Aucune promesse de libération, ou d'amnistie, n'a été évoquée. Le secrétaire d'Etat a reconnu avoir obtenu « moins que ce que nous aurions souhaité ».

L'attitude de M. Baker sur ce dossier paraît découler d'un constat d'impuissance devant une obstination de Pékin dont il avait pourtant souligné, dans un article publié avant sa visite, le caractère « chronique ». Washington entend, de toute évidence, privilégier l'import-

des technologies de missiles (MTCR), comme l'exigent les Etats-Unis, elle réclame que ceux-ci livrent des informations sur les performances, sur l'usage des fusées spatiales chinoises Longue Marche en vue de lancer des satellites américains, et à propos du commerce avec des firmes chinoises soupçonnées de vendre des fusées au Moyen-Orient.

M. Baker n'a pas pris d'engagement ferme à ce sujet. Sur le programme nucléaire de Pyongyang,

CAMBODGE

L'inquiétant retour des Khmers rouges

Une délégation de dix Khmers rouges est arrivée dimanche 17 novembre à Phnom-Penh, dans le cadre de l'accord de paix signé le 23 octobre à Paris.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Les dix Cambodgiens en complet veston et cravate - tenue inhabituelle ici - descendus dimanche du vol Bangkok Airways ne s'attendaient sûrement pas à être ainsi assaillis, au pied de l'échelle, par une meute de journalistes, à peine protégés par un cordon de policiers. C'est dans une belle mêlée qu'ils ont dû, ensuite, rejoindre le salon d'honneur de l'aéroport de Pochentong. En revanche, c'est dans l'apparente indifférence des passants de Phnom-Penh que les Khmers rouges de retour au Cambodge ont été transférés vers Sakol 1, la maison d'arrêt que le gouvernement leur a réservé.

Aux termes de l'accord de paix, les « tueurs » de naguère sont légalement revenus à Phnom-Penh, hôtes de leur pire ennemi, M. Hun Sen, qui a affirmé dimanche avoir lui-même survécu, depuis 1979, à neuf tentatives d'attentat. Ils sont de retour avec, comme mentor, l'un des plus redoutés d'entre eux, M. Son Sen, un de leurs deux

représentants au sein du Conseil national suprême (CNS). La délégation khmère rouge comprend également un diplomate chevronné, M. Makben, des officiers supérieurs et des gardes du corps.

La date est historique. Pour la première fois depuis qu'ils ont été chassés par les troupes vietnamiennes, fin 1978, ceux qui beaucoup considéraient comme les auteurs d'un « génocide » reviennent dans leur capitale pour participer à la « réconciliation nationale ». Selon des estimations prudentes, les Khmers rouges sont accusés d'avoir fait mourir - assassinats, tortures, travaux forcés, privations délibérées - plus d'un million de personnes en un peu plus de trois ans de règne, de 1975 à 1978. M. Son Sen, qui n'a jamais été un bavard, s'est « réjoui » de son retour. M. Makben, quant à lui, s'est déclaré peu préoccupé de problèmes de sécurité : « Je rentre chez moi », a-t-il dit simplement.

Une présence discrète

Autour de Sakol 1 - l'« Université » en khmer - les journalistes se sont installés autour dans ce quartier résidentiel quel-ques dizaines de curieux et d'inévitables conducteurs de cyclo-pousse en quête de clients. La majorité des Cambodgiens ignore encore la présence de Khmers

rouges dans Phnom-Penh. Sur place, quelques insultes ont été lancées en direction de l'hôtel, selon les autorités, qui y ont vu une petite manifestation d'hostilité. Mais le gouvernement - M. Hun Sen s'y est engagé - ne fera aucune publicité à cette délégation, de peur, a-t-il dit, d'une réaction violente de la population.

Pour les mêmes raisons, il ne recevra pas M. Son Sen, son collègue au sein du CNS, et ne lui rendra pas visite. En bref, en attendant que l'hôtel Wat-Phnom, siège du CNS, soit remis à ses nouveaux locataires, les Khmers rouges ne pourront sortir de Sakol 1, que pour se rendre au palais royal, au cas où le prince Sihanouk accepterait de leur accorder audience.

Pour sa part, Norodom Sihanouk, qui faisait sa première tournée dimanche dans une province limitrophe de la capitale, ne manquera pas une occasion de se démarquer de ses anciens alliés. Il l'a encore fait, samedi lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a réitéré son appel, à 100 %, en faveur d'une mise en jugement des dirigeants khmers rouges.

Certes, le prince maintient qu'il valait mieux les associer à un accord que les tenir en marge. Mais il donna déjà gagnante aux futures élections l'alliance entre le parti de son fils Norodom Rana-

ridhi, le FUNCINPEC, et celui de M. Hun Sen et Chea Sim, le PPC (Parti du peuple cambodgien). Et, tout en continuant de dénoncer l'« invasion » de son pays par le Vietnam en 1978, Norodom Sihanouk a ajouté que, sans cette intervention « nous, les Cambodgiens, nous serions tous morts ».

L'arrivée officielle à Phnom-Penh d'une avant-garde de Khmers rouges, qui doivent décider de la suite de la participation du mouvement au processus de paix, est un rappel aux réalités. Les anciens maîtres du Cambodge ont tout intérêt à ce que le CNS, seule autorité au sein de laquelle ils sont présents, se réunisse. On dit maintenant que M. Son Sen, leader de la quatrième faction cambodgienne, le FNLPK, rejoindra lui aussi incessamment la capitale. Rien, pourtant, ne semble fonder ce qui concerne une accélération du processus de paix.

Dans plusieurs campagnes et dans les forêts de montagne, les unités les plus aguerries des Khmers rouges, peut-être dix mille hommes, se tiennent en embuscade, organisées et déterminées. Ces hommes, très xénophobes, n'ont guère changé; et, pour autant qu'on le sache, ils suivent toujours à la lettre les ordres de Pol Pot.

JEAN-CLAUDE POMONTI

PROCHE-ORIENT

Les suites de l'attentat de décembre 1988 contre un Boeing de la PanAm

La Ligue arabe demande aux Etats-Unis et à leurs alliés de ne pas frapper militairement la Libye

La Ligue arabe a exhorté, dimanche 17 novembre les Etats-Unis et leurs alliés à ne pas prendre des mesures militaires contre la Libye, désignée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France comme responsable de l'attentat contre le vol 103 de la PanAm, en décembre 1988.

De son côté, le rédacteur en chef du quotidien égyptien *al Goumhouria*, proche du président Mubarak, met en garde contre une éventuelle attaque visant la Libye, affirmant qu'un tel coup « équivalait à une punition pour les alliés des Etats-Unis dans le monde arabe plutôt qu'à un châtiment infligé au numéro un libyen ».

Deux revendications

A Téhéran, le président du Parlement iranien, M. Mehdi Karubi, a pris dimanche le parti de la Libye en estimant que l'attentat contre la PanAm devait faire l'objet d'une enquête de la Cour internationale de justice de La Haye. M. Karubi a demandé l'ouverture d'une enquête sur l'affaire de l'Airbus iranien abattu le 32 juillet 1988 au-dessus du Golfe par un bâtiment de

la marine américaine, rappelant que « cette affaire est encore restée sans suite juridique », bien qu'elle ait fait 290 morts.

Un mouvement se présentant comme « la brigade arabe révolutionnaire » a revendiqué samedi, selon la radio iranienne, l'attentat de Lockerbie contre un avion de la PanAm et démentit toute implication de la Libye. Cette organisation avait revendiqué dans le passé deux attentats à la bombe commis au Koweït et plusieurs assassinats politiques au début et au milieu des années 80, dont celui du diplomate israélien Yacov Barsimantov à Paris en 1982.

A Saida, un interlocuteur anonyme parlant au nom des « Brigades révolutionnaires arabes », proches de la Libye, a également revendiqué la responsabilité de l'attentat de Lockerbie. Fondées en 1985 au Liban, ces brigades étaient bien implantées dans la plaine de la Bekaa et à Saida, mais elles n'ont fait plus parler d'elles depuis plusieurs années. Financées et encadrées par la Libye, elles regroupent des Libanais et des Palestiniens pro-Libye, anti-américains et partisans de la lutte à outrance contre Israël. (AFP/AP)

JORDANIE : après la démission de M. Taher Masri

Le maréchal Zeid Ben Chaker est chargé de diriger le futur gouvernement

BEYROUTH

de notre correspondante au Proche-Orient

Défié officiellement par le Parlement en vacances forcées jusqu'au 1^{er} décembre, le premier ministre jordanien, M. Taher Masri, a dû annoncer sa démission samedi 16 novembre. Il a été immédiatement remplacé par le maréchal Zeid Ben Chaker, chargé de former un nouveau gouvernement.

Nommé par le roi Hussein le 19 juin, M. Masri, premier chef de gouvernement d'origine palestinienne depuis 1970, n'aura donc tenu qu'à peine cinq mois, le temps d'engager la Jordanie dans le processus de paix. Son gouvernement a rempli sa tâche. Mais le premier ministre n'avait pas la soutien nécessaire pour dompter un Parlement rétif. La démission, le 3 octobre, de quatre de ses ministres opposés aux négociations, dans les conditions offertes, avec Israël, avait contraint le premier ministre à un remaniement. Le groupe constitutionnel (dix-huit députés), qui réclamait alors six postes, était alors joint, dans une alliance contre nature, aux islamistes opposés à toute négociation avec l'Etat hébreu.

Une motion de défiance sans effet immédiat - le Parlement

o ISRAËL : l'affaire Achraoui. - Le ministre israélien de la police, M. Roni Milo, a indiqué dimanche 17 novembre, que ses services « n'avaient pas formellement recommandé des poursuites judiciaires contre M^{me} Hanane Achraoui », porte-parole de la délégation palestinienne à la conférence de Madrid. Auparavant, le ministre de la santé, M. Elad Olmert, avait déclaré que M^{me} Achraoui ne serait pas poursuivie en justice pour ses contacts supposés avec l'OLP. « A nos yeux », a-t-il dit, « M^{me} Achraoui est identifiée à l'OLP. La loi interdit toute rencontre avec l'OLP, mais comment interdire à l'OLP de se rencontrer avec elle-même ? » - (AFP.)

n'étant pas en session - avait alors été signée par cinquante et un députés sur les quatre-vingts qui forment la Chambre. Pour éviter la censure à la reprise des travaux parlementaires, le 1^{er} décembre, M. Masri avait tenté, la semaine dernière, d'effectuer un large remaniement de son cabinet, mais le refus des groupes parlementaires d'y participer l'a conduit à la démission.

Jamais vraiment acceptés par les « Jordaniens », le premier ministre ne faisait pas non plus l'unanimité chez les « Palestiniens » et n'avait pas d'assise intérieure solide pour convaincre le Parlement. Cousin du roi, le maréchal Zeid Ben Chaker, qui avait dirigé le gouvernement jordanien au lendemain des émeutes de mars 1989 ayant abouti à des élections législatives et à la mise en route d'un processus démocratique en Jordanie, a, de ce point de vue, des atouts beaucoup plus sérieux.

La tâche ne sera toutefois pas facile. La situation économique reste catastrophique, alors que le pays supporte le retour d'environ trois cent mille Palestiniens du Koweït et que l'argent des pays du Golfe fait toujours défaut. Sur le plan politique, le processus démocratique est en panne et aucune des lois, sur la légalisation des partis par exemple ou sur la liberté de la presse, n'a été votée. Au contraire, pendant toute la durée de la mise en route du processus de paix, qui ne sera pas remis en cause, tout débat a été étouffé. Aucune voix hostile, notamment chez les islamistes qui composent le tiers du Parlement, n'a pu se faire entendre.

FRANÇOISE CHIPAUX

o Rectificatif. - Dans notre article sur la fin de la conférence générale de l'UNESCO (le Monde du 9 novembre), il fallait lire que M. Perez de Cuellar a « encouragé » (et non pas « interrogé ») M. Mayor, à propos de la campagne en faveur d'une « culture démocratique » que mène le directeur général de l'UNESCO.

INDE

Le premier ministre a été élu lors de législatives partielles

Quelque vingt millions d'électeurs indiens étaient appelés aux urnes, samedi 16 novembre, pour des élections législatives partielles visant à renouveler 15 sièges au Parlement et 56 députés des assemblées régionales. Le Parti du Congrès, qui n'a pas la majorité absolue au Lok Sabha (Chambre basse) serait en passe de remporter sept des quinze sièges en jeu. En toute hypothèse, il ne saurait reconquérir, à cette occasion, la majorité absolue.

L'intérêt de cette consultation venait surtout du fait que le premier

ministre, M. Narasimha Rao, était candidat : selon la Constitution, en effet, le chef du gouvernement doit obligatoirement être parlementaire et, s'il ne l'est pas, doit le devenir dans les six mois. M. Rao a été confortablement élu dans l'Etat d'Andhra-Pradesh, avec 580 000 voix d'avance sur son rival du parti hindou BJP.

Le scrutin, qui a mobilisé la moitié environ des électeurs, a été troublé dans l'Etat de Bihar - traditionnellement violent - par une fusillade, qui a fait quatre morts. - (AFP, AP, Reuters, UPI.)

GRATUIT
jusqu'au 15 décembre

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.51.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

NEUBAUER
vous propose
votre **106, 205, 309, 405**
en série spéciale **CUIR**
(intérieur complet en cuir façon sellier)

NEUBAUER
vend et loue des **PRUGNOT**
c'est français, nous en sommes fiers!

29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.99.52
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

ADMISSIONS SUR
DEUG. LICENCE
ou MAITRISE

HEC-ESCP-ESC
ESCP
ESSEC-ESCL
SCIENCES-PO
CFPA

ipesup

LA PRÉPARATION AU SUCCÈS
DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
16-18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris - Tél: (1) 43.25.63.30

سكنا من الأصل

13 990 F TTC

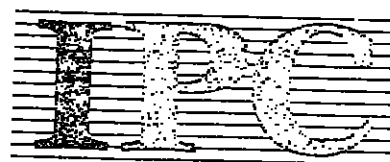
(vous avez tout compris)



* Sur 30 mois, TEG mensuel 1 709, coût total 18 000 F TTC hors assurance. Sous réserve d'acceptation de l'offre.

Un IPC Student 386-SX 20 Mhz, une souris IPC et une imprimante IPC 180-P9

13 990 francs (un versement) ou 600 francs par mois avec une garantie gratuite de 5 ans*, l'offre spéciale étudiants IPC est vraiment faite pour ceux qui ont tout compris ! IPC Student : configuré en standard avec 2 Mo de Ram,



vous avez raison

40 Mo de disque dur, en mode VGA couleur, avec clavier 102 touches et moniteur 14" haute définition 1024 x 768. Imprimante IPC 180-P9 : 9 aiguilles, 80 colonnes. Offre disponible immédiatement dans toutes les agences IPC.

PARIS Tél : (1) 45 85 55 44 - Fax : (1) 45 86 63 26 BORDEAUX Tél : 56 55 96 55 - Fax : 56 13 06 93 DIJON Tél : 80 67 10 00 - Fax : 80 65 87 26 GRENOBLE Tél : 76 46 10 32 - Fax : 76 46 56 40 LILLE Tél : 20 06 98 56
Fax : 20 31 49 04 LYON Tél : 72 74 45 02 - Fax : 72 74 45 03 MARSEILLE Tél : 91 56 16 13 - Fax : 91 56 08 21 METZ Tél : 87 75 02 01 - Fax : 87 75 42 24 MONTPELLIER Tél : 67 22 50 50 - Fax : 67 22 46 43
NANTES Tél : 40 43 42 42 - Fax : 40 48 18 76 ORLEANS Tél : 38 77 07 08 - Fax : 38 62 77 60 RENNES Tél : 99 67 22 22 - Fax : 99 67 68 48 STRASBOURG Tél : 88 81 11 66 - Fax : 88 62 36 97 TOULOUSE Tél : 61 22 50 00 - Fax : 61 23 78 83 PROCHAINES OUVERTURES : AMIENS, CAEN, BREST, ROUEN, REIMS, LE MANS, TOURS, LA ROCHELLE, LIMOGES, CLERMONT-FERRAND, BESANCON, NICE

هكذا من الأصل

Le président du FN :
« Nous ne considérons pas
les immigrés
comme nos ennemis »
MARSEILLE

de notre envoyé spécial

M. Bernard Antony n'est pas particulièrement satisfait. Bien sûr, le député européen d'extrême droite pense que Marseille est le « phare de l'espoirance française » mais il ne voudrait pas, « tout de même », que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, où MM. Jean-Mar-

Le Pen et Bruno Mégret se présentent aux élections régionales, à l'exception des activités politiques, pour le président du mouvement. Un couple de militants du mouvement, qui se sont rencontrés lors d'un colloque, se sont mariés à Marseille il y a 15 ans (Bouches-du-Rhône), ce mariage du bureau politique, lui-même chef de file en Haute-Garonne, a fait des observations, quoique sur un ton humoristique, que ferme, au délégué général du Front national. Le général aurait pu également parler pour le président du parti, pour le président de la police, pour le président de la justice, pour le président de la presse dans une traversée du vieux port qui s'est achevée au célèbre New York, haut-lieu de la politique, mais la limonade locales.

pourrait remettre en cause les naturalisations accordées depuis 1974 (environ trente mille par an). Pourquoi 1974, et pas 1960 ou, tant qu'à faire, 1789? On imagine les discus-

Qu'ils ne s'attendent pas à être plus facilement embauchés qu'aujourd'hui puisque leurs employeurs devraient acquitter une taxe spéciale. Il est prévu, du reste, une priorité d'emploi aux Français et - nouveauté - une... priorité de licenciement pour les étrangers. On leur laisserait les allocations de chômage, mais attention : en fin de droits, ils seraient reconduits à la frontière.

Le langage employé par M. Michel rappelle de mauvais souvenirs : il y est question des « populations allogènes », des « étrangers mâles » et du terrifiant « cosmopolitisme ». Quand le Front national sera au pouvoir, il faudra « réviser les manuels scolaires » pour en « bannir les incessantes références cosmopolites ». Sans rire, le délégué général du Front national propose, en outre, de créer un label spécial pour favoriser le travail effectué par des bras non allogènes : « Produit en France par des Français ».

M. Mègret souligne que la politique d'immigration qu'il propose est « humaine ». La précision était inutile... Ses cinquante propositions ne constituent pas, « à ce stade, l'énoncé du programme du Front national ». Craint-il d'aller trop loin ou se réserve-t-il la possibilité de renforcer encore le caractère humain de son programme?

M. Le Pen, il n'y aurait plus qu'une seule voie pour devenir français : la naturalisation, avec des conditions draconiennes. Les heureux élus devraient « prêter serment de fidélité et de service à la communauté nationale » et abandonner leur nationalité d'origine. Mais ils subiraient encore une « période probatoire », à la durée non définie, avant de pouvoir exercer pleinement leurs droits civiques. Etant entendu que tout délit entraînerait une déchéance de la nationalité.

Le Front national va encore plus loin en introduisant le principe scandaleux de rétroactivité que seul le gouvernement de Vichy avait osé adopter. L'Etat, précise M. Mégret,

On peut s'interroger, en tout cas, sur l'habileté de la manœuvre. Tant que le Front national restait un peu vague sur ses intentions, beaucoup de Français pouvaient se déclarer d'accord avec lui. A partir du moment où il entre dans le détail et se dévoile, cela pourrait faire réfléchir certains électeurs et favoriser d'autres partis, comme le RPR, dont le programme est sans commune mesure avec ce brûlot.

Il serait intéressant de connaître maintenant les cinquante mesures économiques du Front national, susceptibles de régler en un tour de main, humainement et proprement, le problème du chômage en France.

ROBERT SOLÉ

Devant cent cinquante personnes, M. Antony a dénoncé les débordements de la Libération, « les nomades, chers à M. Jacques Attali, [que] nous invitons à retourner dans leurs steppes », un « drapeau algérien flottant sur un dépôt de cars de Castres » qu'il fit enlever, accompagné de sa famille, de ses enfants et de son fusil de chasse, et il a lancé un appel à « nos compatriotes d'origine israélite » qui devraient reconnaître la nature bénéfique du Front national.

M. Jean-Claude Bardet, docteur en chef de la revue théorique *Identité*, a souligné que « la France apparaît dans le monde blanc », en mettant l'accent sur la pureté de ses racines indo-européennes. M. Bardet a dénoncé « le génocide organisé contre le peuple français ». Cette intervention de caractère race n'a pas arrêté l'applaudissement de M. Antony. Ce dernier, au contraire, a suscité une question de la salle lui permettant de dire qu'il ne croit pas au déterminisme héréditaire et ethnologique, ce qui a conduit M. Bardet à préciser : « Je n'ai jamais dit qu'il y avait une race française ».

Après une intervention fluide de M. Pierre Miloz, vice-président du « conseil scientifique » du Front national, d'où il ressortait que « le cœur du problème de l'immigration, ce ne sont pas les clandestins, ce sont ceux qui sont déjà installés », M. Le Pen a conclu les vœux en précisant : « Nous ne considérons pas les immigrants comme nos ennemis ».

OLIVER BEEHIVE

SAMEDI 23 NOVEMBRE :

"LES CAUSES DE L'ECHEC DU COMMUNISME"
Accueil des participants, présentation des travaux : Gérard Collomb, Délégué Général de la Fondation Jean Jaurès.
Introduction des débats : Jean Elieinstein, Historien et Ecrivain.

9h30 - 11h. 1^{re} table ronde :
Lémine et le bolchévisme.
Moderation : Laurent Jaffar, *Directeur de la Rédaction au Journal d'Observatoire*
Marcel Fignout, *Ancien Ministre, Vice-Président du Conseil Général de la Haute Vienne*
Georges Labica, *Professeur à Paris 8 Boulogne*
Louis Alexandrov, *Secrétaire d'Etat aux anciens combattants*
Vladimir Logaïevski, *Historien (Moscou)*
Dominique Colas, *Professeur de sciences politiques à Paris IX*

11h30 - 13h. 2^{ème} table ronde :
La révolution soviétique et les critiques socialistes.
Moderateur: Bernard Lasserre, Journaliste à France24
Claudio Sergio Jurgelium, *Généraliste au CIES*
Ludovic Pellier, *Directeur de Mediaparis (Média)*
Jacques Luridi, *Ministre de Confessions à Paris*
Edwy Krier, *Artiste, Ministre de l'Étude*
M. Ambroise, *Président du Conseil pour les affaires économiques et les relations économiques extérieures du Sénat Supérieur de la République du Bénin*
Michael Delabre, *Ministre d'État, Ministère de la ville et de l'aménagement du territoire*

14h30 - 16h. 3^{me} table ronde :
La faillite soviétique.
Moderateurs : Bernard Bercland, *Recherche en Chimie à l'Université I.*
Adam Schiff, *Membre du l'Académie Polonaise des Sciences.*
Alexandre Adler, *Journaliste.*
Aleks Berelowitch, *Professeur à Paris IX.*
Claude Friauf, *Professeur à Paris XII.*
Eugène Zaslavski, *Docteur de recherche au CNRS.*

16h30 - 18h. 4^{ème} table ronde :
Transition démocratique et économie de marché
Moderateur : Alain Pénard, Directeur en Chef de la M25
 Gilly Marrou, *Directeur de recherches au CEPI*
 Gérard Fuchs, *Secrétaire National aux relations internationales du PS*
 Jordi Burja, *Député auprès du Mère de Barcelone pour les relations internationales*
 Joravsky Salavie, *Ministre de l'enseignement technique*
 Lucien Lohat, *Philosophie, Professeur à l'Institut de la sociologie (Russe).*

DIMANCHE 24 NOVEMBRE :
"L'AVENIR DE LA GAUCHE EUROPEENNE APRES LA CHUTE DU COMMUNISME EN EUROPE"

9h30 - 11h. 1^{re} table ronde :
Le communisme en Europe occidentale.
Moderateurs : Dominique Meloni, European Grand Reporter on Peace
Wolfgang Weber, Conseiller technique capo de President de l'Assemblée Nationale
Giovanni Karamitros, journaliste
Piero Ferraro, Secrétaire National aux relations internationales du PDS (Italie)
Francisco Sánchez, Membre Jeunesse de PCN
Maurizio Chierotti, Membre de l'Unità-les Vales
Michel Charzat, Secrétaire National du PS chargé des Projets

14h30 - 16h. 3^{ème} table ronde :
Social-démocratie et libéralisme économique.
Moderateur : Edouard Més, Chef de Service à l'Observatoire.
 Pierre Bérégovoy, *Ministre d'Etat, Ministre des Finances, de l'Economie et du Budget.*
 André Bresson, *Économiste, Conseiller auprès du Ministre d'Etat, Ministre des Finances*
 de l'Economie et du Budget, *Auteur de "Les racines de l'argent"*
 Adam Michalski, *Historien, Rédacteur en Chef de la Gazette (Pologne).*
 Benjamin Chali, *Économiste.*
 Dominique Faudel, *Économiste.*
 Victor Chepur, *Professeur d'économie à l'Université du Parlement de Roumanie.*
 Jean Chénouard, *Professeur Économiste à l'Université de Paris VII.*
 Zoltan Szekelyhidi, *(Revue économique hongroise).*

11h30 - 13h. 2^{ème} table ronde :
Le socialisme démocratique avait raison, mais...
Modérateur : Pierre Jorissen, Cof Adéquat de jeunes socialistes au Nord
Alain Beaumoulin, Directeur de l'Université de Valenciennes
David Bell, Directeur du Département Politique de l'Université de Leeds (Grande-Bretagne)
Guys Marshall, Président du Centre des Communistes Catholiques Européens
Rudolf Bittel, Président de la Chambre des Penseurs de l'Université de Bonn
Président du Parlement Fédéral Néerlandais
Fernand Kerguelen, Historien Chevalier du Service Supérieur de la France
Charge de relations avec le Parti Euzé
Edwina Kozmin, Journaliste et Femme (Pologne)

16h30 - 18h.
La Gauche demain.
Moderateur: Jean-Luc Mélen, Chef du service politique extérieur à l'IFI
Charles Perroux, Assistant Mélen;
Jorge Semprún, Secrétaire Général du Parti Socialiste Portugais, Membre du Parlement
Alba Félix Terroso, Membre du Bureau Central du PSN, Secrétaire de la Fondation Social (Paysage);
Ugo Loris, Ministre d'Etat Ministre de l'Education Nationale.
Edgar Morin, Observateur.

Conclusion des travaux : Pierre Mauroy, Premier Secrétaire du Parti Socialiste, et Président de la Fondation Jean Jaurès

ENTRÉE LIBRE

Samedi 23 et Dimanche 24 Novembre 1991 de 9H30 à 18H - Maison de la Chimie - 28, rue Saint-Dominique - 75007 Paris
Possibilité de déjeuner sur place en réservant au 45 56 79 15 (prix : 150 F)

M. Chirac dénonce les « pantalonnades médiatiques » en Provence-Alpes-Côte d'Azur

MARSEILLE
de notre correspondant régional

An cours d'un rassemblement
 républicain organisé à Eyguières
 (Bouches-du-Rhône), M. Jacques
 Chirac, président du RPR, a
 dénoncé la situation politique qui
 s'est créée dans la région Provence-
 Alpes-Côte d'Azur avec les candida-
 tures de M. Bernard Tapie dans les
 Bouches-du-Rhône et de M. Jean-
 Marie Le Pen dans les Alpes-Mar-
 times. Après avoir rappelé que
 M. Jean-Claude Gaudin, président à
 la tête du RPR, avait été nommé
 ministre de l'intérieur en 1986,
 M. Chirac s'est exclamé : « C'est la
 seule fois que j'ai vu un parlementaire
 parmi les plus importants (...)
 refuser d'enlever au gouvernement au
 nom de son dévouement à sa région.
 Quand je vois, aujourd'hui, dans
 cette région, s'abattre un certain
 nombre d'oiseaux de proie (...)
 n'ayant aucune connaissance des
 problèmes qui s'y posent, aucun lien
 avec la population, et qui ne font
 que proposer au lieu d'être des
 responsables (...) je dois dire que je
 suis consterné. Les hommes et les

femmes de cette région (...) méritent autre chose que ces pantalonnades médiatiques que l'on voit se développer à Marseille, à Nice ou ailleurs. Ce n'est pas sérieux! Il y a ici les hommes nécessaires pour continuer à gérer avec expérience, compétence et avec amour une région qui en a besoin et qui le mérite! (...) Je souhaite donc que les habitants de cette région ne se laissent pas aveugler par les miroirs aux alouettes.»

On prêtait l'intention à M. Chirac, qui avait été invité par le député RPR de la circonscription, M. Léon Vachet, de rendre publics les noms des têtes de liste de l'opposition dans la région Provence-Alpes-Côte

□ Nord : M. Barloot candidat aux régionales. — M. Jean-Louis Barloot, maire (sans étiquette) de Valenciennes, élu au Parlement européen sur la liste de M^{me} Simone Veil, a annoncé, vendredi 15 novembre, qu'il conduirait une liste dans le Nord aux élections régionales et qu'il souhaite « faire sauter la chape de plomb de l'Etat-PS ». Il a indiqué

sur. Or le cas des Alpes-Maritimes n'a pas encore été tranché. L'URPR-UDF dans ce département est conduite par un parlementaire RPR. Mais il semble que la candidature de M. Christian Estronch, élu de la cinquième circonscription et président de la fédération locale, soulève de sérieuses difficultés. Les instances nationales du RPR pourraient donc convaincre Suzanne Sauvaigo, députée de Cagnes-sur-Mer, de se présenter à sa place avec, comme adjoint, le maire (UDF-RPR) de Cannes, M. Michel Mouillot.

GUY PORT

présenterait également un
dans le Pas-de-Calais. Il
cisé qu'il n'excluait aucun
au second tour sauf avec
C et le Front national. Le
vement Génération Ecologie
M. Borloo est un des mem
fondateurs, a déclaré que l
signature du maire de Valenci
ne ne remet pas en cause l
ence de listes Génération Eco
dans les deux départements

POLITIQUE

La motion de censure et les droits du Parlement

Les partis de droite jugent la démocratie « menacée »

Pour la troisième fois depuis sa nomination à la tête du gouvernement, M. Edith Cresson devait répondre, lundi 18 novembre, à une motion de censure déposée par l'intergroupe de l'opposition (1). A l'usage répété de l'article 49, l'usage de la motion de censure, qui permet au gouvernement de faire adopter sans vote un projet de loi, répond ainsi à la banalisation de la censure.

Les « considérants » du texte déposé par M. Charles Millon, qui préside, ce mois de novembre, l'intergroupe RPR-UDF-UDC, apparaissent, de ce point de vue, un peu excessifs : « Considérant que le gouvernement s'est dérobé par l'usage répété et systématique tout au long du débat budgétaire de procédures contraignantes, comme la réserve des votes ; considérant qu'une telle attitude prive les parlementaires de leur droit d'amendement, porte atteinte aux droits du Parlement et constitue en définitive une menace pour la démocratie, l'Assemblée nationale censure le gouvernement » (le Monde daté 17-18 novembre). Si la démocratie avait été à ce point menacée, au cours des cinq semaines qu'a duré la discussion, en première lecture, du projet de loi de finances pour 1992, on imagine qu'il y aurait eu davantage de députés en séance.

Or ils ne furent guère qu'une vingtaine, en moyenne, pour se succéder lors de l'examen des budgets des différents ministères. Tout au long de la dernière nuit qui a précédé l'engagement de responsabilité du gouvernement (le Monde daté 17-18 novembre), seuls trois députés, MM. Edmond Alphandéry (UDC), Philippe Auberger (RPR) et Gilbert Gauthier (UDF), représentèrent leurs deux cent cinquante-cinq collègues de l'opposition. Avec l'approche des échéances électorales et la nécessité pour les députés de se rappeler aux bons souvenirs de leurs électeurs, l'absentéisme parlementaire a battu de nouveaux records. « Vous êtes quatorze », s'est exclamé le ministre de l'Équipement, du Logement, des transports et de l'Espace, M. Paul Quilès, au moment de demander la réserve du vote sur les crédits - près de 10 % du budget de l'Etat - de son département. Dans un autre registre, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse a également

évoqué le problème de l'absentéisme : « Moi aussi, j'ai été parlementaire. Quand j'étais absent, je ne la ramenaient pas trop ».

La réserve des votes

La réserve des votes, quasi générale, a constitué une autre caractéristique de la discussion budgétaire. Outre les crédits affectés à l'ordre de la Légion d'honneur, aux Monnaies et médailles et à l'Université nationale, seuls trois ministères ont échappé à cette procédure : ceux des affaires étrangères, des postes et télécommunications, des départements et territoires d'outre-mer, grâce à l'abstention du groupe UDC. Même les budgets en plus forte hausse, tels que ceux de l'environnement, de la jeunesse et des sports, de la culture et de la communication, se sont heurtés à l'hostilité conjuguée de la droite, du centre et du Parti communiste.

Pour justifier l'attitude de son groupe, qui, l'an passé, avait favorisé l'adoption d'un plus grand nombre de budgets, le président de l'UDC, M. Jacques Barrot, explique que la dernière loi de finances était encore marquée par « une certaine aisance », ce qui n'est plus le cas désormais. De son côté, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, a eu « beau bien chercher », il n'a rien trouvé qui puisse permettre aux députés du PC de voter ne serait-ce qu'un seul budget. Ce double durcissement des positions centristes et communistes ne suffit pas à dégrader une majorité de rechange. M. Lajoinie l'a déjà affirmé dans l'Assemblée du samedi 16 novembre : « Voter la censure de la droite au sujet du budget que nous combattons ne servirait pas les intérêts populaires et trahirait les Français, puisque la droite demande pire, plus d'austérité, plus de cadeaux au capital, moins de crédits publics pour la santé, la formation, l'action sociale. Assurément, la neutralité, le premier ministre pourra sans doute continuer d'armer sur une opposition qui lui apparaît comme « le rendez-vous de l'inconséquence ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Le 17 juin, la première motion de censure déposée contre le gouvernement de M. Edith Cresson avait recueilli 265 voix. Le 24 octobre, la motion déposée après l'adoption de la première partie du projet de loi de finances avait obtenu 264 suffrages.

Portes ouvertes à l'ENA

L'école nationale d'administration organisée, mardi 19 novembre dans ses locaux, 13, rue de l'Université à Paris (septième arrondissement) une journée « portes ouvertes » de 9 heures à 22 heures. Une visite de l'école et des débats seront organisés, puis les élèves occuperont symboliquement l'école pour la nuit.

Après la réunion du conseil d'administration de l'école qui a souligné que la décision du transfert à Strasbourg soit différée, les réactions à ce projet continuent de se manifester. M. Alain Le Pors, conseiller d'Etat, qui fut de 1981 à 1984 ministre de la fonction publique et des réformes administratives, exprime son « hostilité totale » et déclare dans un communiqué qu'il s'agit là « d'une initiative puérile et démocratique, d'un acte de régression par rapport à la décentralisation ». En revanche M. Claude Cheysson, député socialiste au Parlement européen, ancien ministre des relations extérieures du gouvernement Mauroy, et ancien élève de l'ENA (promotion Croix de Lorraine 1948), déclare : « Je suis heureux que mes futures jeunes camarades échappent au microcosme du septième arrondissement ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : L'ENTREPRISE ET L'APPRENTISSAGE

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

Le débat sur la réforme des institutions

Le Parti radical souhaite des états généraux de l'opposition

Le quatre-vingt-douzième congrès du Parti radical, réuni les 16 et 17 novembre à Nancy, a été essentiellement consacré à la réforme des institutions sur laquelle les radicaux travaillent depuis un an. En présence des représentants des autres partis de l'opposition, ce congrès a donné un avant-goût du bureau politique de l'UPF, prévu jeudi 21 novembre.

NANCY

de notre envoyé spécial

Se voulant, en raison de leur ancienneté et de leur tradition, les gardiens vigilants de la République, les radicaux pourront se flatter d'avoir eu raison avant tout le monde. Pouvait-il en effet espérer, en ouvrant voilà un an, dans l'indifférence quasi générale, le chantier de la réforme constitutionnelle, que l'actualité leur donne à ce point raison ? Se souvenant pour une fois à leurs querelles personnelles, les radicaux ont donc pu, avec une rare délectation, consacrer la plus grande partie de leurs débats à une réflexion sur les institutions.

Bénéficiant d'un important travail prospectif conduit pendant douze mois par MM. Etienne Daillly et Didier Maus, le congrès a connu son

moment fort samedi. A la tribune, aux côtés de M. Simone Veil, les représentants des partis de l'opposition : MM. Edouard Balladur (RPR), Gérard Longuet (PR), Jacques Barrot (UDC) et André Santini (PSD). Dans la salle, des militants dont l'attention pendant près de trois heures n'allait jamais faiblir. A quelques jours de la réunion du bureau politique de l'UPF, qui doit apporter, jeudi 21 novembre, les réponses de l'ensemble de l'opposition aux propositions du président de la République, ce débat fut tout à fait révélateur de l'état d'esprit mais aussi des états d'âme des principaux responsables de l'opposition.

Personne ne doute en son sein de l'urgence d'une réforme constitutionnelle et de la nécessité de la conduire sérieusement. M. Yves Galland, président du Parti radical, a parfaitement résumé cette détermination, en lançant dans le même temps un petit rappel à l'ordre à ses partenaires du RPR : « Je n'arrive pas à comprendre, a-t-il dit, qu'on nous demande de discuter soit ouvert, soit fermé, sans nous en tenir compte. En acceptant un débat que nous avons demandé, nous ne pouvons qu'être valorisés. Il n'est pas question d'être naïfs ou complaisants. On ne nous trompe, combine, triche, nous saurons nous opposer, nos critiques seront comprises et acceptées et le pouvoir sera condamné. » M. Balladur a acquiescé, en demandant toutefois que, si les

conditions de sérieux d'un tel réexamen constitutionnel ne peuvent être remplies, on remette l'ouvrage au lendemain des élections législatives de 1993. M. André Rossinot, ancien président du Parti radical, a suggéré, de son côté, l'organisation d'élections législatives anticipées en mars 1992 afin qu'une assemblée légitimement renouvelée permette d'aborder vraiment la réforme constitutionnelle.

Chacun, dans l'immédiat, s'est rallié à la proposition de M. Balladur de créer dans les meilleurs délais un comité constitutionnel consultatif, le Parti radical demandant pour sa part la convocation d'états généraux de l'opposition pour débattre de toutes ces questions. Car l'union de cette opposition a été évidemment reconnue par tous comme une autre exigence. Dans la mesure où elle requerra sur le fond une certaine uniformité, elle ne semble cependant pas aller de soi. « Avant le privilège de n'avoir à consulter qu'elle-même », M. Veil a défendu, une fois encore, l'instauration d'une V^e République, installant un véritable régime présidentiel. « Il faut aller au bout de la logique, a-t-elle déclaré. Le pas est infiniment plus étroit pour aller vers un régime présidentiel que pour revenir vers un régime parlementaire. »

Selon elle, l'opposition elle-même s'est inscrite dans cette logique avec la perspective des primaires pour l'élection présidentielle : « Chaque écurie est constituée, l'argent est amassé et on parle déjà de 2002 ».

Une V^e République bis

Parce que responsables de parti, MM. Galland et Barrot, sans être très éloignés des vues de M. Veil, ont préféré, derrière M. Balladur, parler plutôt d'une « République bis ». Mais bien des interrogations demeurent. M. Balladur s'est gardé de parler du quinquennat. Ceux qui en admettent le principe nourissent néanmoins quelques préventions. « Les effets induits d'une telle modification, a reconnu M. Santini, pourraient devenir pervers. Si, comme le redoute également M. Barrot, une synchronisation s'établit entre le man-

dat présidentiel et le mandat législatif, quelles seront les limites du pouvoir présidentiel ? Sinon, ne va-t-on pas vers une « banalisation » de la cohabitation ? La limitation de l'usage du 49-3 semble aussi poser question. M. Longuet suggère de réserver l'emploi de cet article au seul débat budgétaire. Les radicaux demandent à l'inverse qu'il ne soit pas applicable aux lois organiques et aux lois de finances. L'élargissement des compétences du Conseil constitutionnel ne va pas non plus de soi. « Une telle réflexion, a demandé M. Balladur, ne doit-elle pas s'appuyer sur une définition plus précise des notions de liberté, d'égalité et de justice ? » De même, les responsables de l'opposition ont-ils montré peu d'enthousiasme pour le référendum d'initiative populaire. Comme M. Veil, M. Longuet a émis de sérieuses réserves et le Parti radical a refusé, au tout dernier moment, d'inscrire une telle disposition dans son projet de réforme.

Au terme d'une telle séance, M. Longuet a eu le mot de la fin. « On pourra remettre François Mitterrand, nous confiant-il. Il nous aura pour une fois poussé à réfléchir et à avoir des idées ».

DANIEL CARTON

Les Français favorables au quinquennat. - Selon une enquête de BVA pour l'émission « 7 sur 7 », publiée dans le Parisien du 18 novembre, 83 % des Français voteraient en faveur d'une réduction à cinq ans du mandat présidentiel si un référendum était organisé sur ce sujet. Pour 72 % des personnes sondées, M. François Mitterrand devrait appliquer à lui-même cette réforme si elle était adoptée. 45 % des Français approuvent la proposition du chef de l'Etat d'instaurer un mode de scrutin mixte pour les législatives de 1993, 39 % y sont opposés. Ce sondage a été réalisé les 15 et 16 novembre auprès d'un échantillon de neuf cent soixante-trois personnes.

M. Juppé : « Pour le moment c'est le flou artistique »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a précisé, dimanche 17 novembre, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde », à quelles conditions il approuverait un référendum sur la révision constitutionnelle. « Je répondrai sur la base d'un texte », a-t-il déclaré, car pour le moment c'est le flou artistique. Nous posons deux conditions. Premièrement, car cette réforme soit globale car tout se tient. Deuxièmement, s'il y a un jour un référendum sur le quinquennat, deux questions devront être posées aux Français : souhaitez-vous, oui ou non, que la durée du mandat présidentiel soit abaissée de sept à cinq ans ? Souhaitez-vous que cette décision s'applique immédiatement ou que son application soit reportée à quelques années ?

M. Alain Juppé a expliqué : « Si M. Mitterrand n'était pas M. Mitterrand, il est vraisemblable qu'un désaveu populaire massif à l'occasion des élections législatives, c'est-à-dire 350 députés UPF, devrait l'amener à s'interroger. Après un référendum qui avait été un échec.

le général de Gaulle en avait tiré les conséquences. Il est vrai que le degré de conscience démocratique de M. Mitterrand n'est pas celui du général de Gaulle ».

A propos de la réforme des institutions, le secrétaire général du RPR évoque trois déséquilibres, apparus « essentiellement du fait du comportement de M. Mitterrand et des pratiques socialistes ». Le premier se manifeste « au détriment du peuple français qui est de plus en plus en dehors du coup et qu'on ne consulte pas suffisamment sur les grandes questions qui l'intéressent ». Le deuxième se produit au détriment de la justice qui n'a pas « l'indépendance et l'efficacité » qui conviendraient. Le troisième concerne le Parlement : « C'est un peu fort de café, déclare M. Juppé, qu'après dix ans de mitterrandisme le chef de l'Etat vienne nous expliquer que le Parlement est étouffé ». M. Juppé rappelle en effet que l'Union pour la France consistait unanimement que « changer la loi électorale avant les législatives de 1993 serait purement et simplement une tricherie ».

M. Chevènement dénonce le « mythe d'une monnaie unique européenne »

M. Jean-Pierre Chevènement, invité de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, dimanche 17 novembre, a rendu hommage au « courage » de M. Edith Cresson, en expliquant qu'au gouvernement, on ne fait pas ce qu'on veut, même quand on est premier ministre. « Il y a beaucoup de choix dont on a hérité, a-t-il dit, il y a un cadre imposé par les choix du président de la République et qui vous enferment. » « Le mythe d'une monnaie unique européenne nous impose depuis dix ans un corset : une politique monétariste et déflationniste, qui a freiné la croissance et gonflé le chômage », a ajouté le maire de Belfort. Nous avons sacrifié à une priorité : la lutte contre l'inflation, ce qui aurait dû être notre véritable priorité : la lutte contre le

chômage. » Interrogé sur les institutions, M. Chevènement s'est dit favorable au quinquennat, qui donnerait, a-t-il dit, « une respiration plus naturelle, c'est-à-dire plus fréquente » à la démocratie.

Il est revenu sur son projet de « refonder la gauche ». « On ne peut redresser les choses, a-t-il dit, qu'avec le parti du mouvement, le parti du progrès et je n'en exclus pas des gens comme M. Philippe Séguin, qui ont des vues claires et un caractère. » Dénonçant le « retour terrifiant au vichysme » à droite, le député du Territoire de Belfort a reproché au PS de « suivre la ligne qu'avait suivie le parti républicain radical au début de la Troisième République, c'est-à-dire la ligne de l'opportunisme ».

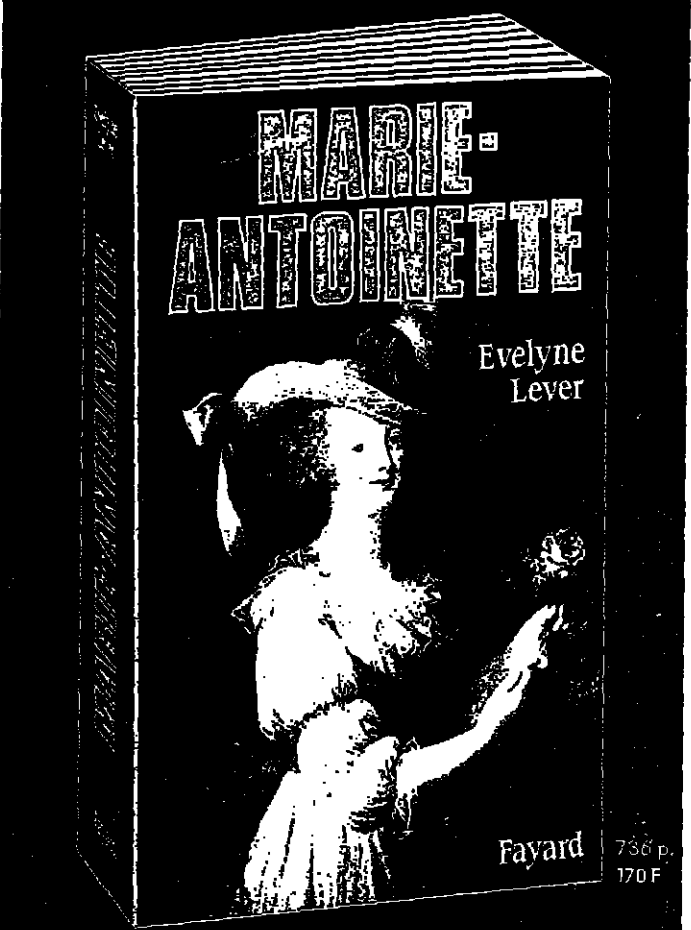
M. Marchais : « Cap sur la SFIO ! »

M. Georges Marchais a commenté, samedi 16 novembre, au cours d'un meeting à Marseille, les projets de réformes institutionnelles annoncés par le président de la République. Il a rappelé que le PCF préconise, d'une part, que l'Assemblée nationale soit élue à la représentation proportionnelle « pour supprimer les graves inévitables de l'élection présidentielle au suffrage universel » et, d'autre part, que le président de la République « soit élu pour sept ans par le Parlement réuni en congrès » mais « ne soit pas rééligible ». « C'est exactement le chemin inverse qui a les faveurs de François Mitterrand », a souligné le secrétaire général du PCF. Sa proposition de réduire à cinq ans le mandat du président de la Républi-

que, c'est-à-dire de l'aligner sur celui des députés, conduirait à subordonner encore plus les élections législatives à l'élection présidentielle, à n'en faire qu'une simple formalité, qu'une simple confirmation de l'élection du président.

A propos de la réforme du mode de scrutin pour les législatives, M. Marchais a dénoncé l'éventuelle réapparition du système dit des « apparetements » : « En somme, pour améliorer la V^e République, François Mitterrand propose de ressusciter ce qu'il y avait de pire dans la IV^e, a-t-il déclaré. Aux électeurs, aux militants socialistes qui s'interrogent sur l'avenir de leur parti et de la gauche, il indique une voie qui ne laissera pas d'étonner : cap sur la SFIO ! »

Le destin manqué de Marie-Antoinette



Bien documenté, généralement impartial. Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

Dans la biographie qu'elle consacre à Marie-Antoinette, Evelyn Lever analyse son rôle social et politique au sein d'une société en pleine mutation. Pas question de réhabiliter Marie-Antoinette..., mais de démontrer comment l'épouse de Louis XVI a trompé les espérances de sa famille autrichienne (sa mère et son frère, l'empereur Joseph II), sans jamais remplir entièrement son rôle de reine de France.

Anna Wierzbicka-Phillips, Le Figaro

L'Histoire
chez
FAYARD

هنا من لاجل

SOCIÉTÉ

Après le succès de leur manifestation à Paris Les policiers annoncent des actions tournantes en province

Environ dix mille fonctionnaires de police ont manifesté dans le calme à Paris, samedi après-midi 16 novembre, à l'appel d'une intersyndicale regroupant la Fédération nationale autonome de la police (FNAPI), FO, la CFDT, la CGT et la CFTC-police. Réclamant « une véritable réforme de la police, l'amélioration du pouvoir d'achat et une revalorisation des carrières », les manifestants ont donné un sérieux avertissement au gouvernement.

« Marchand t'es fou, la police est dans la rue ». Combien étaient au juste ces manifestants qui ont copieusement sifflé et hué le nom du ministre de l'Intérieur ? Sept mille, comme l'avance la préfecture de police de Paris ? Ou plus de quinze mille comme le dissuade les organisateurs en s'appuyant sur les estimations d'un commissaire des Renseignements généraux (RG) présent dans leurs rangs ? Le cortège était en tout cas suffisamment fourni pour que la mobilisation soit un succès et que l'avertissement soit entendu par le gouvernement.

Si les représentants de l'ordre ont manifesté dans l'ordre, ils n'ont pas hésité à sortir d'une pelouse de Reuilly (douzième arrondissement) où avaient voulu les enfermer la préfecture de police et le ministère de l'Intérieur. Aucun des policiers présents ne comprenait l'interdiction de manifester entre République et

Basille. « Nous ne sommes pas des irresponsables qui menaceraient l'ordre public en défilant dans les rues de la capitale », commentait un inspecteur parisien qui, ces derniers temps, a vu passer dans les rues de la capitale bien des manifestations interdites ou potentiellement violentes, des Kurdes aux agriculteurs. Sous la pression de la base, un cortège s'est donc formé et a quitté le bois de Vincennes. Pas pour aller bien loin, car des barrages de gendarmes mobiles et de CRS bloquaient tous les accès vers le centre de la ville. Aucun incident ne s'est produit quand les manifestants se sont retrouvés nez à nez avec des forces de l'ordre d'ailleurs ostensiblement protégées par des fusils lance-grenades lacrymogènes.

« Des réformes annoncées jamais réalisées »

Des agents administratifs aux chefs de service, tous les corps de la police nationale ont défilé avec, au revers du veston, une « épinglette » représentant une bombe noire à la mèche allumée. Depuis 1958, on n'avait pas vu les commissaires manifester de la sorte aux côtés des autres policiers. Quatre cents « pétroliers » (sur un total de deux mille deux cents) étaient derrière la banderole du syndicat majoritaire. Il n'était certes plus question de renverser la (quatrième) République, comme leurs prédécesseurs en mars 1958, mais d'exprimer une volonté de réforme en marquant leur solidarité avec leurs subordonnés. On remarqua même un directeur de

SRPJ « faire la chaîne » pour canaliser le cours du défilé.

Formant les gros bataillons, les inspecteurs et les enquêteurs ont laissé apparaître la diversité de leurs situations. « On est de plus en plus appelé en renfort pour des incidents dans les banlieues », des Mureaux à Sartrouville, dit un inspecteur des Yvelines qui, après avoir accumulé 179 jours de réputation « jamais prises » sur cinq ans, « en a assez de ne pas en trouver la trace sur sa feuille de paie ». Il défilait derrière une banderole « Képis (blancs, en vert) en gilet » réalisée par un groupe de rappers du Val-Fourré, ce quartier de Mantes-la-Jolie qui s'était embrasé en juin après la mort d'Aissa Ilich lors de sa garde-à-vue dans le commissariat mantais.

En poste à la brigade des mineurs des Hauts-de-Seine, où il s'occupe des violences familiales ou sexuelles, cet inspecteur en a « par-dessus la tête de multiplier des heures supplémentaires qui, payées deux francs l'unité, ne rapportent que cent francs de plus chaque mois ».

« Poulets oui, dindons non »

Venus des services de police judiciaire de province, d'autres policiers s'étonnaient d'« une bureaucratie » qui les contraint à attendre plusieurs semaines avant d'être remboursés de leurs frais de mission. « Poulets oui, dindons non », disaient des gardiens de la paix, partageant le même mécontentement devant des réformes « cent

fois annoncées, jamais réalisées » visant le pouvoir d'achat, les déroulements de carrière et les conditions de travail.

« La sécurité de l'emploi ? » interrogeait cette représentante des dix mille membres des personnels administratifs et techniques de la police, venus en nombre pour dire leur malaise d'être considérés comme des « parias » de la fonction publique policière. « Quand on gagne 5 600 francs par mois après dix ans de carrière... » Seuls uniformes présents dans les rangs, quelques dizaines de blouses blanches, des ingénieurs et techniciens des laboratoires de la police scientifique et technique étaient aussi là pour dire qu'ils ont « bobo à nos labos ».

Bloqués devant les CRS du boulevard Poniatowski, les manifestants qui ne pouvaient décidément pas gagner un centre de Paris protégé par vingt-neuf escadrons de gendarmerie et onze compagnies républicaines de sécurité, ont regagné les cars. « Nous étions là pour faire pression sur le gouvernement et exiger que le ministère de l'Intérieur s'engage sur un plan pluriannuel en faveur de tous les personnels », commenta M. Alain Brillet, secrétaire général de la FNAPI, en se félicitant que l'ordre républicain ait été respecté. « C'est assez des promesses non tenues, nous voulons des actes, nous voulons un accord de Grenelle pour la police ». Une bataille « sans merci » a été annoncée, dès la fin novembre, avec une série d'actions tournantes dans les régions.

ERICH INCIVAN

L'Impatience

par Erich Incivan

La police nationale exprime un malaise qui apparaît de plus en plus généralisé. Les « civils » forment l'essentiel des manifestants qui ont réclâmé, samedi pour la première fois depuis longtemps, la « démission » du ministre. Mais leur mécontentement fait écho à celui exprimé par les policiers en « tenue », le 22 mai, lors de la manifestation de la FASP et des syndicats catégoriels dans les rues de la capitale.

Au-delà des divisions syndicales, c'est la même volonté d'une réforme globale articulée sur des revendications catégorielles qui se fait jour dans l'institution. Tout se passe comme si les policiers restaient dans l'attente d'un

vaste chantier de réformes lancé par le précédent ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et longuement débattu au sein de la police, mais soumis depuis 1990 à bien des atermoiements. Présentée pendant des années comme la clef de voûte de cet ensemble, la réforme des corps et carrières est à la fois la plus sensible - elle touche au destin individuel des 120 000 fonctionnaires - et la moins avancée aujourd'hui. A cet égard, le projet de budget pour 1992 a montré que la police ne constituait pas une priorité pour le gouvernement.

Place Beauvau depuis février 1991, M. Philippe Marchand a surtout eu à cœur de gérer deux dossiers reçus en héritage de M. Joxe. Accélérer la départementalisation des services - vingt-trois départements concernés au début 1992 - et la déconcentration budgétaire d'abord. Faire aboutir le dossier de la « sécurité intérieure » ensuite : le ministre vient enfin d'obtenir de présenter, devant le conseil des ministres du 20 novembre et après bien des reports, une communication sur ce projet qui vise à mieux coordonner l'action des différents services (police, gendarmerie, douanes, police municipale, etc.) participant à celle-ci. Au moment où la sécurité redevient un thème central du débat politique, l'enjeu est de taille pour un gouvernement socialiste qui avait su engranger, depuis 1985, les bénéfices de sa politique de « modernisation » de l'institution policière.

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
50 ans de la culture générale contemporaine
Philippe Huez

politique étrangère
REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES
Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Le nouveau désordre international
21 août 1991 : la fin du communisme en URSS et la fin de l'Empire modifient profondément les données du système international. A l'ordre ancien fondé sur la dictature succède une situation temporairement instable qui devra faire place à une grande Europe démocratique. Analyses documentées, commentaires d'experts permettent au lecteur de mieux comprendre ces enjeux capitaux pour l'avenir de l'Europe.

En vente en librairie ou par correspondance à :
Armand Colin BP 22-41353 VINEUIL
Tél. (16) 54-43-89-94

Dans le Haut-Rhin

Un brigadier tué par un forcené

Une banale affaire de tapage nocturne a tourné au drame à St-Louis, près de Huningue (Haut-Rhin), dimanche 17 novembre. A la suite de la plainte d'une voisine, une patrouille de police se présente devant le domicile de Gilbert Schaly vers 6 h du matin. Agé de trente-cinq ans celui-ci, chômeur depuis peu, serait un ancien drogué qui aurait été soigné pour schizophrénie. Interpellé par la patrouille alors qu'il se trouve à sa fenêtre, Gilbert Schaly répond par un coup de fusil de chasse. Le brigadier Bernard Vannier, âgé de

quarante-deux ans, s'écroule mortellement atteint en pleine poitrine. Aussitôt le quartier est cerné et le Groupe d'intervention de la police urbaine est appelé en renfort. Vers 10 h 45 deux grenades défensives sont lancées dans l'appartement de Gilbert Schaly qui est alors blessé à une jambe. Neutralisé, le forcené est conduit à l'hôpital de Mulhouse pour y être opéré. Une information judiciaire pour homicide volontaire est ouverte par le procureur de Mulhouse et confiée au juge d'instruction Frédéric Jovet.

LE MONDE
diplomatique
NOVEMBRE 1991

LA GUERRE DES CHÂÎNES D'INFORMATION
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration
■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit ; médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :

M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en AIEE - Pacific C. et HONG KONG

JACQUES ATTALI

Jacques Attali
I492

384 p.
120 F

L'intérêt de 1492 est tout entier dans ce romanesque conceptuel qui permet à l'écrivain de réinventer l'histoire et de faire de cette année, certes cruciale, une manière de personnage tout à la fois nécessaire et monstrueux dans lequel se nouent, lâches ou serrés, tous les fils de cette crise qui annonce un nouveau monde : celui dans lequel nous vivons encore.

Pierre Lepape, *Le Monde*

"1492" est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel. Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud, *Le Journal du Dimanche*

Le P.D.G. de la BERD, en étudiant le dossier de l'an 1492, repense le monde d'aujourd'hui.

Serge Raffy, *Le Nouvel Observateur*

L'Histoire
chez
FAYARD

لقد امة لاجل

SPORTS

VOILE : La Baule-Dakar

Laurent Bourgnon, l'équilibriste

Laurent Bourgnon, à bord du trimaran RMO, a remporté la course des multicoques entre La Baule et Dakar. Arrivé dimanche 17 novembre, il a parcouru les 3 075 milles en 11 jours 22 heures 41 minutes (moyenne : 11,7 nœuds). Privé d'une partie de son flotteur bâbord arraché à l'avant du bras de liaison avec la coque, le jeune navigateur solitaire devançait de près de 600 milles le Canadien Mike Birch (*Fujicolor*) et de 750 milles Jean-Luc Nélis (*Cimarron*). La veille, Alain Gauthier (*Bagages Supérieur*) avait gagné l'épreuve des monocoques par la route directe (2 466 milles) à la moyenne de 9,5 nœuds, en précédant Philippe Poupon (*Fleury-Michon*) de 3 heures 40 minutes.

DAKAR

de notre envoyé spécial

C'est en allumant ses deux fusées de détresse tenues à bout de bras en signe de victoire que Laurent Bourgnon a franchi la ligne d'arrivée entre l'île de Gorée et la côte sénégalaise. Ce geste mis à l'honneur par Bruno Peyron lors d'une arrivée nocturne dans la Route du Rhum, avait cette fois valeur de symbole. Le Benjamin de La Baule-Dakar (*Le Monde* du 5 novembre) venait, en effet, de triompher sur un trimaran, amputé d'une grande partie de son flotteur bâbord, qui risquait de se

disloquer ou de chavirer depuis le passage aux îles Canaries, distantes de 1 160 milles de la capitale sénégalaise.

Après le départ retardé de deux jours pour cause de tempête, puis l'écotombe des premiers jours de course avec les abandons d'un monocoque et de cinq des huit trimarans engagés, le suspense engendré par l'avarie du bateau de Laurent Bourgnon est venu à point pour relancer l'intérêt d'une épreuve écorchée par la domination du jeune navigateur. Ce premier grand succès en solitaire de l'étoile montante de la course open, un an après la victoire de Florence Arthaud dans la Route du Rhum, est sans doute une aubaine pour une discipline à la recherche de nouveaux commanditaires.

Sa traversée de l'Atlantique en Hobbie Cat (catamaran de plage de cinq mètres) à vingt ans ou sa destitution pour mener un trimaran sur un flotteur avec la coque hors de l'eau, lui ont donné une fausse réputation de risque-tout alors qu'à l'image de Philippe Poupon, son modèle, Laurent Bourgnon se distingue par une approche très professionnelle de son sport.

Pour La Baule-Dakar, le jeune navigateur tenait à travailler avec Pierre Lasnier, le météorologue de Puget-sur-Argens (Var), qui avait aidé Loïc Peyron à gagner la précédente édition de cette épreuve, puis Titouan Lamazou dans sa course autour du monde en solitaire sans escale. Laurent Bourgnon a multiplié les stages dans le Var pour mieux comprendre les situations météorologiques qui peuvent se présenter et la « méthode Lasnier » pour y faire face.

Avant le départ de La Baule, les deux hommes avaient minutieusement étudié les cartes et surtout l'approche de l'anticyclone des Açores qui risquait de le piéger. « Il fallait attaquer à fond la première nuit et rester deux heures consécutives à la barre à tirer des petits bords pour franchir ce passage à niveau », raconte Laurent Bourgnon. Il a été le seul à y parvenir et les 35 milles d'avance pris à cette occasion se sont avérés décisifs.

Un moment de découragement

Tandis que ses adversaires butaient sur ce front anticyclonique, le skipper de RMO a pu continuer sa course à bonne cadence. Avec des médecins du CHU de Toulouse, le jeune navigateur a, en effet, pu apprendre à bien gérer son repos. « Mon besoin physiologique de sommeil pour récupérer est de quatre heures vingt par jour, explique-t-il. L'idéal est de les prendre par tranches de une heure et demie, mais j'ai surtout appris à me relaxer pour atteindre un quart d'heure de sommeil profond dès que les conditions de navigation me le permettent. »

S'il a toujours caracolé en tête de la flotte des multicoques, Laurent Bourgnon n'a pourtant pas été épargné par les problèmes techniques. D'abord une déchirure sur 2,50 mètres de sa grand-voile qui l'a obligé à amener la toile pour une épuisante séance de couture sur Kevlar. Puis une fuite d'huile qui le remplacera par du gazole dans le système hydraulique. Enfin la rupture de sa drisse

de spinnaker. Heureusement, une brève escale d'une heure aux Açores lui a permis de changer cette pièce a priori incassable.

Le pire était pourtant à venir avec la rupture inexpliquée du flotteur bâbord au niveau du bras de liaison avec la coque (*Le Monde* du 15 novembre). En tenant de la coque centrale, Laurent Bourgnon tombe à l'eau mais parvient à agripper le filot tendu entre la coque et le flotteur. Après s'être débarrassé des bords remplis d'eau qui l'alourdissent, il trouve la force de se hisser à bord. Mais s'il est sauvé, la course semble perdue pour lui malgré les 450 milles d'avance qu'il possède alors sur ses poursuivants.

Le moment de découragement passé, Pierre Lasnier vient regonfler le moral du jeune navigateur. S'il parvient à virer la bouée de Tenerife (Canaries), le vent d'Est Nord-Est bien établi peut lui permettre d'espérer rallier Dakar, d'abord en portant jusqu'aux îles du Cap-Vert, puis au large jusqu'à Dakar, en appuyant son trimaran sur le seul flotteur tribord. Afin d'éviter au maximum un contact trop violent entre la mer et le flotteur coupé qui pourrait faire chavirer le trimaran ou rompre la poutre de liaison, Laurent Bourgnon alourdit le flotteur tribord en le remplissant de quelque 300 litres d'eau de mer. La fin de course prend alors des allures d'opérette. Après Florence Arthaud, héroïne de la Route du Rhum avec sa minerve, Laurent Bourgnon est entré à son tour dans la légende de la voile.

GÉRARD ALBOUY

BOULES : championnats du monde

Plus pure est la trace

Les trentième championnats du monde de sport-boules, organisés du 13 au 17 novembre à Gap (Hautes-Alpes), faute d'avoir pu se dérouler à Zagreb (Croatie), ont rassemblé des délégations de dix-neuf pays. La France y a réalisé un triplé historique en battant l'Italie (14-12) en finale de l'épreuve traditionnelle de quadrettes et en s'imposant dans celles, plus originales, du tir progressif et du tir de précision.

GAP

de notre envoyé spécial

En sport-boule – également baptisée la lyonnaise ou la longue – tout est affaire de traces. Celle, rectiligne ou incurvée que laisse dans le sable la sphère lancée par les pointeurs, celle que les joueurs s'efforcent de dessiner autour des boules pour signaler leur emplacement précis. Celle plus profonde, imprimée par la boule du tireur – lorsqu'il rate les amateurs disent qu'il a fait un trou. Quand le se déplaçant sur le terrain, les joueurs traînent d'ailleurs toujours les pieds, non pour signifier leur agacement, mais pour remettre en place chaque grain du précieux sable. « C'est ce qui différencie de la pétanque », explique Gilbert Gasseng, directeur technique de l'équipe de France. Nous ne pouvons pas nous contenter de n'importe quel terrain : les nôtres ont des dimensions et des revêtements déterminés. Nos règlements très précis laissent peu de place au hasard. La pétanque se rapproche du loisir, la boule du vrai sport. »

Tirs progressifs

La lyonnaise, c'est donc cela : une pétanque qui se serait prise au sérieux jusqu'à obtenir officiellement le statut de sport en 1980, et à rêver d'accéder un jour aux sommets olympiques. Mais ces hypothétiques médailles ont, pour l'instant, un revers bien réel. Une discipline sportive doit attirer un public plus large que son cercle de pratiquants et d'initiés. Or, les parties traditionnelles en quadrette, la plupart des boulistes le reconnaissent, sont beaucoup trop rébarbatives pour y parvenir. Le regard doit traverser une forêt de jambes pour apercevoir des boules que le néophyte a de toute manière du mal à identifier. Les rencontres – la précédente finale à Gap, en 1987, avait duré sept heures et demie

– ont beau avoir été récemment raccourcies, elles restent souvent languissantes.

La Fédération internationale de boules (FIB), dont le siège administratif se trouve à Gap, a donc décidé de trancher dans le vif. « Les parties des prochains championnats du monde auront lieu en doublettes, ce qui les abrégera et les dynamisera », explique Alphonse Lagier-Bruno, principal de collège gapençais et président de la FIB, « cela nous permettra aussi de réduire les différences entre les grandes nations et les petites, qui ont du mal à rassembler quatre bons joueurs. »

Pour rajeunir l'image de ce sport, souvent considéré comme une affaire de vieux, le président mise aussi énormément sur les deux concours de tir créés au cours des années 80.

Malgré son petit côté « inter-villes », le tir progressif demande en effet une vraie performance physique. Le joueur doit toucher le maximum de boules en parcourant la piste en aller et retour pendant cinq minutes. Le Français Eric Lottin, champion et recordman du monde de la discipline, renouvelle à lui seul le cliché de l'amateur bedonnant. Agé de vingt-trois ans, filiforme, il s'entraîne quatre fois par semaine. Il vit pratiquement des boules, puisque c'est son club de Montélimar qui lui a trouvé un emploi. A Gap, il a asphyxié tous ses adversaires, parfois plus jeunes que lui, par son rythme et sa concentration.

Le tir de précision, lui, offre en un quart d'heure le résumé de ce que les quadrettes mettent trois heures à accoucher : les retournements de situation, les effondrements subits, la technique pure du tireur. A Gap, les spectateurs les plus traditionalistes, souvent réservés sur ce concours de tir, se sont amusés de l'effritement progressif de l'Italien, à la tête si sage et pourtant déconcentré par sa réussite des premiers coups. Ils ont applaudi la remontée du Français Dominique Noharet, champion du monde de la discipline et capitaine de la quadrette française. Ils ont soutenu le Marocain Agil Hafjan, qui a fini par réussir des tirs miraculeux. « En tir, toutes les boules sont chaudes », explique Dominique Noharet. La victoire avec la quadrette a une plus grande signification pour les puristes. Mais l'intérêt du public de Gap pour le concours de tir montre que nous pouvons élargir encore notre audience et attirer les médias. Histoire de ne pas laisser de traces que dans le sable des bouledromes.

JÉRÔME FÉNOGLIO

Les résultats

BOXE

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES PLUMES A NIMES

Le Français Fabrice Berichou a conservé, le 15 novembre son titre européen des poids plume en battant par KO à la douzième reprise l'Italien Vincenzo Limatola.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Dix-huitième journée)

*Marseille et Monaco	1-1
*Saint-Etienne b. Paris-SG	1-0
*Caen b. Nîmes	1-0
*Le Havre b. Montpellier	1-0
*Metz b. Toulon	4-1
*Auxerre b. Lyon	3-0
*Nantes b. Cannes	2-0
*Toulouse b. Rennes	2-0
*Lens et Lille	0-0
*Sochaux et Nancy	2-2
Classement. - 1. Marseille, 26 pts ; 2. Monaco, 24 ; 3. Caen, 23 ; 4. Paris-SG, 22 ; 5. Le Havre, 21 ; 6. Metz, 20 ; 7. Auxerre, Nantes, Toulouse, 19 ; 10. Saint-Etienne, 18 ; 11. Lille, Lens, Montpellier, 17 ; 14. Toulon, Nîmes, 16 ; 16. Cannes, Rennes, 15 ; 18. Lyon, 14 ; 19. Sochaux, 12 ; 20. Nancy, 10.	

Deuxième division

GROUPE A (Dix-huitième journée)

Angers b. Orléans	2-0
*Valenciennes b. Amiens	2-0
*Louvain-Cuiseux b. Brest	2-0
*Beauvais et Rouen	1-1
*Sedan et La Mans	0-0
*Ancenis b. Red-Star	1-0
*Laval b. Bourges	2-1
*Dunkerque b. Tours	2-0
*Guingamp b. La Roche	3-2
Classement. - 1. Angers, 26 pts ; 2. Valenciennes, 25 ; 3. Rouen, Louvain-Cuiseux, Brest, 21.	

GROUPE B (Dix-huitième journée)

*Nice b. Strasbourg	2-1
*Bordeaux b. M. Margues	2-0
*Troyes b. Epinal	3-0
*Grenoble b. Perpignan	2-1
*Mulhouse b. Rodéz	1-0
*Bastia b. Gueugnon	2-0
*Châteauroux et Ajaccio	0-0
*Aix b. Saint-Quentin	3-1
*Amnecy b. Saint-Seurin	1-0
Classement. - 1. Bordeaux, 31 pts ; 2. Strasbourg, 29 ; 3. Isres, 26.	

TENNIS

FINALE ATP-TOUR A FRANCFORT

Demi-finales. - P. Sampras (E-U) b. I. Lendl (Tch), 6-2, 6-3 ; J. Courier (E-U) b. A. Agnisi (E-U), 6-3, 7-5.

Finale. - P. Sampras (E-U) b. J. Courier (E-U), 3-6, 7-6, 6-3, 6-4.

DEMAIN, NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

HIPPISE : la saison d'obstacles

Des roturiers, rois d'Auteuil

Deux races très distinctes de compétiteurs se partagent l'essentiel des allocations des courses hippiques. Le pur-sang anglais pour le galop et le cheval français pour le trot. Mais entre ces deux « labels », sont admis des métis, appelés avec condescendance des demi-sang. Ils n'appartiennent pas au Gotha. Or, dans les courses d'obstacles, depuis quelques années, ce type de cheval s'avère meilleur que ses congénères. Ce sont deux demi-sang qui ont pris les deux premières places du prix La Haye-Jousse, dimanche 17 novembre à Auteuil.

Disputé sur une piste très profonde, ce steeple-chase pour chevaux de cinq ans et plus est très sélectif. Long de 5 500 mètres, il comporte vingt-deux obstacles très difficiles, dont le franchissement par deux fois de la fameuse rivière des tribunes ainsi que des talus, des fossés, des barrières, des murs, des haies.

Au départ, sept chevaux seulement, mais les meilleurs, dont cinq demi-sang. Leur leader, le grand favori *Uccello II*, lauréat du grand steeple de Paris en juin dernier, menait allègrement et paraissait s'envoler vers une victoire facile lorsqu'il culbuta à huit cents mètres du but, sur un obsta-

cle mineur. Une faute d'inattention dont profitaient deux de ses poursuivants : *Tito l'effronté*, un six ans au poil de souris portant bien son nom, et *Temerson S. F.*, beaucoup plus rustique et grand, mais tout aussi doué pour sauter.

L'un et l'autre sont entraînés à Pau par Jean Dasque, ancien cavalier de concours hippique, donc expert dans le dressage. Ces deux roturiers sont aussi nés dans le même haras de la Nièvre, chez un éleveur exploitant agricole, spécialisé dans cette production, M. de Soullait. Ils ont tous les deux comme père un étalon de pur sang et une mère dite selle française.

Soigner sans doper

Vendus très jeunes et pas très cher à Jean Dasque, ils ont été élevés au naturel dans de bons herbages du Charolais en compagnie de troupeaux de bovins. Cette façon de pratiquer donne aux chevaux de « l'os », des aplombs solides, de meilleures jambes, de la solidité, de la santé.

Le seul pur-sang en vue à participer à ce prix de La Haye-Jousse, *Katko*, a dû baisser pavillon rapidement. Victime d'un dernier d'une fracture d'une phalange, ce cheval de huit ans n'a retrouvé, après quatorze mois de repos, ni le moral ni le physique. Beaucoup de chevaux d'obstacles souffrent de maux divers, surtout de rhumatismes. Ils ne peuvent pas s'en plaindre évidemment... Mais l'on

s'en aperçoit vite au travail du petit matin où après une course discontinue, ils sont « raidillards », selon l'expression consacrée.

Contrairement à une pratique courante aux Etats-Unis, il est interdit de leur administrer le moindre analgésique – par exemple de la Butazolidine – qui leur ferait oublier leurs douleurs et leur donnerait des ailes, mais provoquerait aussi leur distancement. Comment guérir les chevaux sans les doper ? Dans le cadre du Salon du cheval, à Paris la semaine prochaine, une rencontre internationale réunira dans une réflexion commune et inédite les vétérinaires spécialistes et les marcheurs-ferriers orthopédistes. Trouveront-ils les moyens de ramener des concurrents à Auteuil, seule planche de salut des propriétaires français ?

GUY DE LA BROSSE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président

Françoise Hugot-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-avia

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-77

Tél. MONDPUB 634 128 F

Tél. : 46-62-77-71 - Société filiale

de la SARL Le Monde de Mézières et Région Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LEM

Imprimerie de M. M. Gaudouet

12, r. M. Gaudouet

94852 IVRY CEDEX

1991

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

Tél. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS y compris CEE ext.
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 125 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 908 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CULTURE

EXPOSITIONS

Une chaise pour « Saddam Hussein »

Champ de fouilles ou désert de ruines
Bob Wilson invente une exposition à Beaubourg



Un détail de l'exposition: de droite à gauche la « Femme debout » de Giacometti (au pied du volcan), un fragment de la haute chaise tubulaire d'Albert Einstein, et, posés entre les angles de la passerelle, les trois trônes « Jean le Baptiste », « Salomé », « Hérode ».

« On crée quelque chose, et c'est au spectateur d'interpréter », dit Robert Wilson. A nous donc de nous débrouiller dans la pénombre, et la piste en épingle à cheveux, de sa grande exposition « Mémoire de Mr Bojangles. Og fils du jeu ». « M. Bojangles, indique tout de même Wilson, était un danseur de claquettes noir de Harlem. Il représente la mémoire de l'histoire. Og est un homme préhistorique, l'homme des cavernes. »

Par une porte étroite, vous entrez dans une grande pénombre, et là, juste à l'entrée, à main gauche, se tient, comme un maître des lieux qui vous accueillera, l'œuvre la plus colorée et la plus lumineuse de l'exposition, une sculpture peinte en bleu, orange, jaune vif. Etonnément de voir cette superbe sculpture d'accueil s'appeler « Saddam Hussein ». Mais un regard, au-delà, sur l'ensemble du paysage, vous révèle d'un coup une nuit noire, un site de ruines qui s'étend sous un volcan de cendre. Sol de lave pétrifiée. Une multitude chairsemée d'êtres-fossiles, marqués d'absence. Mémoire morte d'un monde détruit.

« Dieu est le désert », ces quatre mots accompagnent la sculpture « Saddam Hussein ». Ce sont des mots de Maître Eckhart, le dominicain allemand (1260-1327) dont les professions prophétiques furent condamnées par le pape. Une brasse au-dessus de « Saddam Hussein » plane un écran de télévision. Ils sont nombreux à piquer ainsi la nuit funèbre du site. Petits rectangles de couleurs crues. Là, c'est un aviateur. Il survole un désert. L'avion s'écrase. Le pilote s'extraît du cockpit, fait quelques pas sur le sable. Il est peu à peu noyé d'ombre. Ce n'est pas un nuage, qui

vient et projette cette ombre, mais un pied d'homme, beaucoup plus grand à lui seul que le corps entier du pilote. C'est l'homme des cavernes, il tient une massue. L'aviateur nain lui fait un sourire, il a lu Gulliver. Panne nationale de secteur (après une vague de bombardiers). « Sombre est l'univers, camarades, très sombre », Robert Wilson cite ici le premier message radio qu'expédia, de son orbite, Iouri Gagarine.

La civilisation minimale

« Quelqu'un m'a dit: il faudrait que tu fasses une chaise pour Saddam Hussein », raconte Bob Wilson. Faire une chaise, chez Bob Wilson, c'est la bienveillance maison, la civilisation minimale. Ne pas se contenter de dire: « Mais non, ne restez pas debout, je vous en prie, prenez place! », ou « Un fauteuil pour M. Dimanche! », et d'avancer on ne sait quel siège, sur quoi s'est assis on ne sait qui, mais: « Ne bougez pas, une minute, le temps que je vous découpe et vous soude votre siège! ». Sans trop insister quand même, parce que Bob Wilson, n'aimant pas la solitude, invite d'autres sculpteurs, d'autres peintres, quand il fait une exposition. Et pas question de les obliger à s'asseoir, s'ils n'y tiennent pas.

La preuve: sur la pente de cendre du volcan, la grande Femme debout de Giacometti. Celle-là ne pliera jamais les genoux, elle est demeurée trop de siècles couchée, toute raide, avec ses cousines filiformes des métropoles ébranlées. « On parlait de messages, peut-être parce qu'on était sans nouvelles les uns des autres depuis longtemps »,

commente John Cage (Wilson a demandé à son ami et musicien habituel John Cage de lui donner cette fois-ci non pas une partition mais propos écrits, réflexions). Pas de chaise envisageable non plus pour la Mariée de Niki de Saint-Phalle: elle est en mouvement, un peu penchée, elle danse presque, elle a quelque chose d'un « esprit », si blanche dans tout ce noir: « Des fleurs? Mais, chère madame, c'est bien trop tôt », murmure, d'un peu plus loin, John Cage. A quoi pense-t-il?

Staline, lui, a eu droit à sa chaise. Même à deux, mais encastrées dans des cages de plomb, qui retombent en plus pas joyeux sur le sol. Les housses sur les sièges, et aussi sur les plantes, sont une tradition, en Russie. Elles avaient étonné déjà les peintres et les écrivains de la suite de Napoléon. Mais les deux chaises Staline sont couleur anthracite.

Avançons. Le long d'une passerelle labyrinthique, le visiteur surplombe ce que Wilson appelle le « champ de fouilles ». La tête de la Mère endormie de Brancusi a été gardée in situ, comme un trésor inviolable. Les sièges-hommages sculptés par Bob Wilson, la chaise Albert Einstein, le sofa Virginia Woolf, le trône Hérode, ont été exhumés, brisés, puis laissés en place, sur les bas-côtés de l'autoroute. Il n'y a pas de danger réel, mais soyez quand même sur vos gardes: Bob Wilson, avec sa pénombre, ses spectres, ses sédiments, ses diptérocopes familiers, ses giboulées de lave en feu, ses cris sauvages d'oiseaux de mer et ses sautes de vent d'ouest, vous fait tourner la tête: vous allez confondre les lieux, les temps, le dedans et le dehors. « Nous portons

FESTIVAL D'AUTOMNE à PARIS
et
ASSOCIATION ORCOFI
POUR L'OPÉRA, LA MUSIQUE ET LES ARTS
présentent



HYPERION
de Bruno Maderna

Peter Eötvös, Klaus-Michael Grüber, Gilles Aillaud.

22, 23 novembre 1991 à 20h30,
24 novembre 1991 à 17h,
à l'Opéra-Comique.

Location: 42 96 96 94



MICHEL COURNOT
Centre Georges-Pompidou,
Galerie du CCI, du mercredi au
lundi, jusqu'au 27 janvier 1992.

« Un polar foudroyant et intelligemment complexe.
Un suspense maîtrisé. A ne pas manquer... »

« Demi Moore (Ghost) sensible, passionnée... et passionnante.
Bruce Willis formidable... »

DEMI MOORE

GLENNE HEADLY

pensées mortelles

BRUCE WILLIS

JOHN PANKOW

HARVEY KEITEL

COLUMBIA FILMS présente une production de NEW VISIONS ENTERTAINMENT
Une production de POLAR ENTERTAINMENT CORPORATION en association avec RUTGLEN FILMS. Le film de ALAN RUDOLPH
avec DEMI MOORE • GLENNE HEADLY • BRUCE WILLIS • JOHN PANKOW • HARVEY KEITEL « PENSEES MORTELLES » (MORTAL THOUGHTS)
Musique de MARK ISHAM (Compositeur), DEMI MOORE (Productrice exécutive), JOE CARACIOLLO, JR. (Montage), TOM WALLS
(Directeur de la photographie), ELLIOTT DAVIS (Producteur associé), TAYLOR HENKOFORD • STUART BENJAMIN
(Montage), WILLIAM KELLY • CLAUDE KERNY (Costumeur), JOHN TIEBERA • MARK TARLOV (Montage par ALAN RUDOLPH)

LE 20 NOVEMBRE

L'année Mozart au Musée Carnavalet

« Tout mon espoir est désormais dans Paris »

L'année Mozart ne pouvait s'achever sans que Paris consacre une exposition au musicien des musiciens. Il y séjourna trois fois, y vécut de grandes espérances, et de grands malheurs: sa mère y mourut en 1778.

La Ville de Paris et la Bibliothèque nationale ont donc choisi le Musée Carnavalet pour présenter trois cent quarante-quatre pièces ayant trait à la vie du compositeur et plus particulièrement à ses séjours parisiens et parisiens. Présentés dans une sorte de labyrinthe plongé dans l'obscurité, des tableaux, des gravures, des manuscrits, des partitions d'époque, des instruments de musique, des objets, des lettres manuscrites émouvantes, accusatrices, désabusées, au ton coupant ou sara-

castique parfois, brossent l'époque, le milieu, les querelles esthétiques que Mozart découvrit à Paris.

Un espace musical interactif

En suivant ce beau parcours fléché, l'on se persuade parfois que Schoenberg avait raison lorsqu'il affirmait: « On en apprend davantage sur la musique d'un compositeur en étudiant la façon dont il nous la cravate qu'en décorchant ses partitions. » Mais pourquoi avoir si faiblement éclairé les grandes vitrines?

La visite s'achève (quarante-cinq minutes environ) dans un espace musical interactif auquel ne pourront pas accéder les

handicapés (il est à l'étage). Grâce à des ordinateurs (il suffit de savoir lire pour les utiliser) chacun pourra s'amuser, comparer, s'instruire et organiser sa propre plongée visuelle et auditive à travers deux opéras, une symphonie et un concerto. Un bel outil pédagogique.

A. L.

► Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné 75003. Chaque jour de 10 heures à 17 h 40 (sauf kerdas et jours fériés), le mercredi et le vendredi jusqu'à 19 heures. Entrée: 30 F. Jusqu'au 16 février. Catalogue: 200 F (174 pages en couleurs, avec des textes de Robbins Landon, Marc Fumaroli, Jean Mongrédien, Brigitte Massin, etc.).

DU 29 NOVEMBRE 91 AU 1er JANVIER 92 • LE ZENITH • PARIS • Porte de Pantin

BALLET SUR GLACE DE LENIN

LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
PAR TELEPHONE: 47 26 40 40

GUICHET BALLET: 6 Bd de Sébastopol 75004 PARIS, au Zénith,
FNAC Toutes agences, Minitel, 3615 FNAC, 3615 BILLETTEL

ST. PETERSBOURG



لبنان من الأصل

CULTURE

THÉÂTRE

Les folies catalanes

Le vingt-septième Festival Sigma de Bordeaux a réuni les inclassables, les « inconnus »

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

Le vingt-septième Sigma de Bordeaux, dirigé par son fondateur Roger Lafosse, porte en sous-titre, comme l'an dernier : *Tous avez dit théâtre ?* Manière d'affirmer qu'après quelques années principalement dirigées vers les musiques, les arts plastiques, la vidéo, le festival retrouve ses origines. Manière aussi de s'interroger sur les frontières du théâtre. Roger Lafosse a inventé son festival comme « contre-pouvoir » face à la culture officielle, et n'a jamais failli. Il s'avoue mégalomane, parano et têtu, alors il s'obstine. Avec plus ou moins de bonheur, mais du Living Theatre à Zingaro en passant par le Magic Circus, il a su prendre des risques : il les a invités alors qu'ils étaient maudits, tout au moins inconnus.

Si, par la personnalité de Jean Vilard et la majesté des lieux, Avignon était voué à l'institutionnalisation, pour les mêmes raisons, mais inversées, Sigma ne pouvait que demeurer cette manifestation aléatoire, un peu brouillonne, où l'on va d'un spectacle à l'autre sans savoir, sans perdre espoir. Ils se donnent dans un ensemble de hangars aménagés, plus deux chapiteaux installés en face, ce qui déjà freine toute velléité de mises

en scène fastueuses, techniquement compliquées. Que ce soit le Cirque Paradi - un homme, une femme, un poulet et des trapezes, - la compagnie Christian Plezent, c'est-à-dire Christian Plezent, seul avec une chaise, disant *Histoire d'un idiot* de Felix de Azua, le mime japonais Han Arai, accompagné de deux danseuses et un onagata avec quelques effets de lumière noire, et la pluie noire d'Hiroshima engloutissant tout le monde sous une toile cirée, tous sont allés au plus simple.

Une première européenne

Toutefois, Régine Chopinot a occupé et rempli le grand auditorium du Conservatoire pour son *Saint Georges*. La compagnie brésilienne BBL's a présenté son adaptation d'*Orlando* dans le joli vieux cinéma classé, et devenu théâtre, le Femina. Une première européenne, dont on attendait beaucoup, se demandant quelle folie les acteurs allaient apporter à cette histoire d'un jeune Anglais, qui vit quatre siècles comme s'il s'agissait de quarante ans, qui après bien des amours et des aventures, devient une femme. Le roman de Virginia Woolf secrète l'ambiguïté. Le spectacle des Brésiliens, en forme de BD picturale, une santé joviale.

Finalement, la folie, ce sont les Catalans Marcel Li Antunez et Andres Morte (directeur du Mercat de Les Flores, un théâtre de Barcelone entre Cartoucherie et Bouffes-du-Nord) qui l'ont déclenchée avec *el Artificio*, une revue dans laquelle des personnages vêtus comme des ex-voto en rocaille, et qui semblent sortis d'un délire d'Almodovar, chantent, dansent, disent, « *concentrent en une heure trente quatre siècles de littérature espagnole* ». Passés maîtres dans le détournement des images pieuses - et de pas mal de tabous - ils jouent avec des puzzles de toiles peintes dans le plus pur style *Métal hurlant*, découpées en carrés qui se retournent et complètent ou recomposent un tableau encore plus agressif.

La sauvagerie de la troupe rappelle les plus fabuleux moments du Magic Circus. Ils disent qu'ils vont se séparer après ce spectacle, mais le spectacle peut durer des années, se modifier chaque soir, engendrer une autre façon de faire du théâtre, comme justement, en son temps, le Magic... C'est en tout cas superbe et vivifiant. Le découvrir en deux jours et six représentations justifie l'existence de Sigma.

COLETTE GODARD

DANSE

Parlez, dansez

Jean-Claude Gallotta s'attaque à son tour à la légende de Roméo et Juliette

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

Clap : *Roméo et Juliette*, troisième. Après Bertrand d'Ar pour le Ballet du Rhin, Angelin Preljocaj pour le Lyon Opéra Ballet, Jean-Claude Gallotta s'attaque, sous l'étendard du Festival olympique des arts, à l'insurmontable légende. Nous ne comptons ici bien sûr que les jeunes loups de la danse contemporaine, et non les inamovibles chorégraphes d'obédience plus ou moins classique, qui ont passé leur *Roméo et Juliette* comme on passe son permis de conduire. *The Concise Oxford Dictionary of Ballet*, de Hans Koenig, en recense vingt-trois, sans prétendre être exhaustif.

Le R et J de J.-C. G. est un D. M. T. (Sigle breveté qui signifie Danse-Texte-Musique). « *D'où vient le D. M. T. ?* », s'interroge gravement dans le programme *Claudio-Henri Buffard*, qui est justement l'auteur du texte. Cette prodigieuse nouveauté vient de la nuit des temps, mon bon monsieur. Mais passons. Buffard n'est pas Shakespeare, et ses dialogues bavardissimes enchaînent pendant deux heures quinze, sauf brèves pauses où nous soupçons d'aise, platitudes, puérilités, et fadeurs à ne pas croquer ses oreilles. (« *Chia, je*

ne me souviens plus de qui soulève les montagnes ? L'amour, maman », ou encore : « *Il faut pénétrer les femmes pour les comprendre* »).

Grandes victimes de la soirée, les oreilles sont également mises à mal par la musique rockante de Henry Torque et Serge Houppin, hurlée à fond la caisse.

Un couple résiste

Nous sommes dans un tombeau - impeccable décor d'Yves Casagne, qui signe aussi d'amusants costumes. Les morts s'ennuient : pour les distraire, un certain M. le Démon - excellent Robert Seyfried - invente un jeu, qui consiste à séparer les hommes des femmes. Aidé par Bahut, sorte de mi-Ariel, mi-Puck - Mathilde Altaz, vif-argent, - il est contrecarré par le Curé - épatant Christophe Delachaux - qui protège les amants. Car, vous l'avez deviné, un couple résiste à la partition sexuelle : Roméo et Juliette. Elle - exquise Deborah Salma - est danseuse. Lui - polyvalent Pascal Gravel - est guitariste, saxophoniste et chanteur dans un groupe rock. Il y a aussi sa mère, sa sœur et ses deux frères, rockers hirsutes blond platine.

Au Groupe Emile Dubois s'ajoutent : une douzaine de danseurs supplémentaires ; une ribambelle d'enfants forcément charmants ; Kiki, travesti lamé-emperté qui

enseigne la danse du ventre ; une équipe de pépés footballeurs qui font un match-exhibition à la mi-temps. Bref, on trouve de tout dans ce spectacle à la fois débile, rigolo et démagogique. Il y a même de la danse, parfois inventive et plaisante, parfois n'importe quoi. Il y a même de beaux moments, comme l'étreinte au ralenti de Roméo et Juliette, nus sur un grand lit carré (« *Y a des précautions à prendre, hein, vous savez ?* leur lance le Curé. *On trouve ça dans les distributeurs, maintenant* »). A la fin, Roméo tue Juliette d'un coup de revolver. Il commence par plaider l'accident - le coup est parti tout seul - puis s'amuse : « *Juliette, grâce à moi tu ne seras jamais vieille* ».

On allait oublier : nous apprenons par la mère de Roméo - la mieux informée en la matière - qu'il est le fils de Don Juan. Ce qui permet d'annoncer le prochain D. M. T. de Gallotta, qui formera un diptyque : *La Légende de Don Juan*, créé à l'Exposition universelle de Séville en 1992. Si Gallotta, d'ici là, pouvait s'armer d'une bonne paire de ciseaux.

SYLVIE DE NUSSAC

► Le Cargo, Grenoble jusqu'au 23 novembre. Chambéry les 28 et 29. Valence le 13 décembre. Villeurbanne, les 18, 19 et 20 décembre. Paris, au Théâtre de la Ville, du 7 au 25 janvier.

West Side Sorry

Le chef-d'œuvre de Bernstein à Paris

WEST SIDE STORY

ou Châtelet

Comment le Théâtre du Châtelet peut-il afficher, au cœur d'une saison d'opéra mirobolante - elle nous a déjà donné une *Lulu* menée de main de maître par Jeffrey Tate et Adolf Dresen et affiche pour le printemps *Pelléas et Mélisande* (Boulez-Stein) et *Wozzeck* (Barenboim-Chéreau), - une si méchante production de l'un des sommets du théâtre musical américain ? *West Side Story*, qui s'est installé le 12 novembre pour 64 représentations, n'est que l'écopissime du spectacle mythique de Leonard Bernstein, Arthur Laurents, Jerome Robbins et Stephen Sondheim, créé à Broadway il y a trente-quatre ans et filmé pour la postérité par Robert Wise.

Cela ne pouvait pas plus mal commencer. La première fut houleuse, des musiciens français se plaignant de la présence dans la fosse de vingt-cinq musiciens américains entrés en France avec un visa de tourisme. Un accord fut passé entre le syndicat CGT des artistes musiciens de Paris et de la région parisienne et la direction du théâtre : chaque soir, à 20 h 30, un délégué vient lire une déclaration de protestation et les « militants » occupent la fosse « pacifiquement » pendant un quart d'heure. Le public se divise alors en deux camps. Partisan des interprètes français, il applaudit ; partisan du libéralisme, il siffle... Tout le monde s'engueule. Bon début.

Puis le rideau finit par se lever sur la plus inattendue et la plus totale des déceptions. Alors que triomphait à Mogador des *Misérables* entièrement recréés pour leur présentation parisienne - décors et costumes neufs, interprètes de grande classe, sonorisation précise et de transparence, - le Châtelet est tombé dans un piège bien connu : l'invitation d'une énième production en tournée dans toute l'Europe, qui à exactement les défauts contraires : décors et costumes fatigués, interprètes de seconde zone (à l'exception de l'Anita superbe de Jackie Lowe) et une sono médiocre MJC qui non seulement grésille mais promène les voix quinze mètres au-dessus du

► Mort du comédien Charles Schmitt. - Charles Schmitt vient de mourir au Luxembourg où il était né. Il était âgé de cinquante-deux ans. [Arrivé à Grenoble en 1963, après un an au Théâtre Populaire Romand, Charles Schmitt entre à la Comédie des Alpes et y reste lorsque la compagnie devient centre dramatique national d'origine par Gabriel Monnet et George Lavaur, dont il est l'un des comédiens fétiche. Il joue le Fou dans le *Roi Lear*, Proust dans *Palazzo Mentale*, Richmond dans *Les Capitulés*, les *Comédiens*, *Platon*, *Ferret la nuit*, *Vera Cruz*, il est de tous les spectacles. Charles Schmitt était revenu au Luxembourg pour jouer *Jacques le Fataliste*. C'est là qu'il est tombé malade et qu'il est mort à l'hôpital.]

plateau. Seules résistent à peu près les chorégraphies de Jerome Robbins, indétrônables il est vrai, tandis que, dans la fosse, c'est Bernstein qu'on assassine gentiment.

Que les producteurs américains, en l'occurrence Mel Howard, tiennent Paris pour une étape de l'importance de Malad City (Idaho), on peut à la rigueur le comprendre. Que le Châtelet se prête à cette entreprise purement commerciale, c'est la nouvelle que l'on n'attendait pas pour les fêtes.

OLIVIER SCHMITT

MUSIQUES

Dans les bras de Geronte

Un oratorio d'Edward Elgar, monument du répertoire anglais, a été présenté au Théâtre des Champs-Élysées

Quelle idée aussi, dira-t-on, de vouloir aller entendre *The Dream of Gerontius* d'Edward Elgar (1857-1934) pour le seul motif que, depuis sa création au Festival de Birmingham en 1900, cet oratorio d'après un poème anglais du cardinal Newman n'avait jamais été exécuté en France. Il existe, dans l'abondant catalogue d'Elgar, des œuvres qu'on ne joue pas davan-

tage sur le continent - le *Concerto pour violoncelle*, le poème symphonique *Faust*, les *Sea Pictures*, la *Deuxième Symphonie*, les *Variations Enigma* qui, par la richesse de l'invention, laissent mieux notre sensibilité. Une fois faite cette réflexion de bon sens, restait la solution de facilité, celle dont usent certains mélomanes désespérant de rencontrer une mélodie franche, un rythme nerveux au milieu de cette désolation lénifiante, et qui consistait à profiter lâchement de l'entassement musetteux des inter-prètes de recommencer l'ouvrage une fois, deux fois, jusqu'au petit matin... Car cette musique, qui glisse sans cesse, n'affirme jamais et s'effrite plaintivement, n'a aucune raison intrinsèque d'argenter ses modulations infinies. Elle pourrait durer trois heures et n'exige des auditeurs qu'une disponibilité absolue, un abandon confiant dans les bras légalitiques du compositeur.

Mais ceux qui sont partis n'ont rien compris. Cette partition, que certains connaisseurs d'Elgar considèrent comme son chef-d'œuvre est, certes, dans l'ensemble passablement surprenant, à la façon du récit de Gurnepanz au premier acte de *Parafin*. La magie wagnérienne en moins, car, exception faite d'un chœur de démons tentateurs dans la seconde partie, le compositeur ne fait rien pour réveiller les auditeurs. On pourrait même imaginer qu'à la fin l'auditoire, plongé dans le sommeil, demanderait mutuellement aux inter-prètes de recommencer l'ouvrage une fois, deux fois, jusqu'au petit matin... Car cette musique, qui glisse sans cesse, n'affirme jamais et s'effrite plaintivement, n'a aucune raison intrinsèque d'argenter ses modulations infinies. Elle pourrait durer trois heures et n'exige des auditeurs qu'une disponibilité absolue, un abandon confiant dans les bras légalitiques du compositeur.

Voulant peindre les angoisses et l'apaisement du chrétien devant la mort et son passage à l'éternité, Elgar ne s'est pas soucié d'écrire des numéros brillants. Sans doute les voix, celle du ténor surtout (Vinson Cole, saisissant d'émotion et d'aisance vocale) sont toujours parfaitement mises en valeur, mais jamais l'auditeur n'a le sentiment des prouesses qu'elles accomplissent parfois : quant à l'orchestration, elle privilégie les teintes sombres, les couleurs intérieures et c'est à peine si on a l'idée de distinguer un alto d'une flûte.

Peut-être parce que toutes les lignes sont exposées à découvert, peut-être aussi parce que les assises harmoniques, teintées de modernisme, ne sont jamais franches, certains défauts de justesse de l'Orchestre national et du Chœur de Radio-France se trouvent curieusement mis en évidence. La direction générale de Gérard Schwartz, un chef américain de quarante-quatre ans, réussit néanmoins à communiquer aux interprètes comme au public la ferveur sans laquelle une musique si songeuse, si dépourvue d'artifices, ne saurait trouver sa plénitude. Une véritable ovation a salué la fin de l'ouvrage. Un monument d'ennui, mais un monument tout de même, et un ennui métaphysique.

GÉRARD CONDÉ

CINÉMA

Ni gris ni vert

Un premier film en forme de dérive nostalgique et rageuse

OSTENDE

d'Eric Worth

Il y a deux «os» au titre du film, et deux zozos peu portés sur l'eau comme copilotes de cette virée post-adolescente. Deux vieux pots aux abords de la quarantaine, Jim et Jannot se retrouvent une petite décennie après leurs tribulations communes. Au fil de la route et à la santé de Léo Ferré, ils s'en vont fêter ça du côté d'Ostende. Dans les embardées de leur Mercedes de seconde main, ils embarquent une belle flamande avec une grosse déprime.

Ostende a les charmes, et les limites, d'un premier film de cinéphile nostalgique. On y torse les automobiles un soir de cuite comme jadis dans *Un singe en hiver*, on y filme les immeubles comme Robbe Muller pour Wenders ou Jarmusch (en beaux longs travellings contreplongés). On y cligne de l'œil à Fritz Lang, on marche délibérément - deux garçons, une fille et un zeste d'amar-chisme - sur les plates-bandes de *Jules et Jim* et des *Valseuses*. Plus embarrassante est la volonté de faire prononcer aux personnages un mot d'auteur chaque fois qu'ils ouvrent la bouche. Face à ces deux types trop typés (Jean-Claude Adelin et Marc Andreoni), Isabella Ferrari du moins impose un personnage crédible et nuancé, attachant.

Et, par éclats, le film trouve le « Le cinéma des «hommes aux semelles de vent». - Les dixième Journées cinématographiques contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples, organisées par le MRAP, intitulées *L'œil vert*,... seront consacrées aux Trizanes du 26 novembre au 10 décembre, dans quinze salles de cinéma, centres culturels et MJC du Val-de-Marne. Un hommage sera rendu à Tony Gallif, cinéaste gitan.

► Renseignements, cinéma La Lucarne, rue Juliette-Savar, 94000 Créteil. Tél. : 43-77-50-56.

juste ton de cette poésie des nuits enfumées et des matins vides, invoque fugitivement les fantômes de l'époque enfus dont les deux lascars aiment le souvenir. Au bout de l'ennui, deux scènes de rage contre les faux-semblants et les impasses de cette virée en trompe-l'œil retrouvent soudain la sincérité et la simplicité longtemps étouffées par les fleurs de rhétorique dégluties. « *Mais on se dit qu'il est bien tard* » : c'était aussi dans une chanson de Ferré, une autre.

JEAN-MICHEL FRODON

La glu

QUOI DE NEUF BOS de Franck Oz

Bob est un débile léger que Richard Dreyfus, psychiatre en renom, sauve du suicide, et qui naturellement ne le quitte plus, séduit la famille, lui vole la vedette lors d'une interview à la télévision, l'encadre, le colle, l'obsède. Richard Dreyfus tourne à l'hystérie, sombre dans le gâchisme, tandis que Bob, de plus en plus sensé, devient son beau-frère en épousant sa sœur.

Cette dernière version de *Boudu* sauve des eaux - après le *Clockwork de Beverly Hills*, qui avait déjà marqué le retour sur les écrans de Richard Dreyfus - prend la forme d'un petit téléfilm convenable qui fait hoqueter de rire plusieurs spectateurs à plusieurs reprises. Le seul personnage intéressant est celui du fils de Dreyfus, un garçonnet tourmenté et lucide, futur Woody Allen - prénommé Sigmund, surnommé Siggy ou Bébé. Le réalisateur Franck Oz ne s'est pas fatigué, n'a pas essayé d'empêcher Richard Dreyfus de cabotiner. D'ailleurs il faut bien qu'il se passe quelque chose.

C. G.

du 8 novembre au 14 décembre

Coeur Ardent

LIBÉRATION

Satire juvénile et grinçante... Le décor est une merveille... LE MONDE

Un de ces textes si magnétiques qu'ils vous éloquent... L'ÉVÉNEMENT DU JOUR!

LOCATION 49 80 18 88

FNAC - Virgin Megastore.

FRANCOPHONIE

M^{me} Catherine Tasca et la manière douce

Le « sommet » des pays « ayant en commun l'usage du français » s'ouvre le 19 novembre, au Palais de Chaillot, à Paris. Le ministre délégué expose ses priorités.

Si M^{me} Cresson passe pour « le petit soldat » de M. Mitterrand, de M^{me} Tasca, le chef de l'Etat a dit un jour : « C'est une lame ! ». Certains s'en aperçurent lors de son passage au ministère de la communication. Cependant, depuis que, cette année, elle a été placée à la tête du ministère délégué à la francophonie auprès du Quai d'Orsay, cette énarque qui, par choix délibéré, commença sa carrière rue de Valenciennes (alors qu'André Malraux - considéré aujourd'hui comme l'un des initiateurs de la francophonie - y officiait) a plutôt choisi cette fois, en jouant de son charme discret, de prolonger à sa façon la jovialité de son prédécesseur, le très populaire M. Alain Decaux.

Le plus aimable sourire peut-il, pour autant, cacher que le budget annuel du ministère de la francophonie est de l'ordre de... 50 millions de francs ?

« Certes, cette somme est modeste, rétorque M^{me} Tasca, mais il faut y ajouter, depuis la constitution de l'actuel gouvernement, les crédits annuels de la direction de la communication du ministère des affaires étrangères, soit 800 millions de francs, au service de la radio, de la télévision, de la presse écrite, de l'édition et du cinéma en français hors de France. Inutile de

souligner à quel point francophonie et audiovisuel sont en particulier inséparables et complémentaires... Ces deux précédentes sommes sont arrivées en 1991 par plus de 200 millions de francs provenant des ministères de la coopération, de l'éducation, de la culture, et aussi des services du Quai ne dépendant pas de la francophonie. Ce troisième montant sert à financer directement des projets adoptés par les ministères et suivis par mon ministère et par l'Agence de coopération culturelle et technique. »

Cela pour l'action de la France. Mais quel niveau atteignent les crédits alloués pour la francophonie multilatérale par le petit peloton des Etats riches parlant français : France, Canada, Québec, Belgique, Suisse ?

« Les programmes décidés en 1989 au sommet de Dakar représentent une dépense d'un peu plus de 1 milliard de francs pour deux ans (1990-1991) dont 562 millions de francs à notre charge, puisés dans les fonds que je viens de mentionner. Le reste provient du Canada-Québec (289 millions de francs), de la Belgique (43 millions de francs) et de la Suisse (16 millions de francs). Deux gouvernements du Sud, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, ont fait l'effort de participer égale-

ment à ces programmes pour un montant global d'environ 15 millions de francs chacun. »

Quant au sommet de Chaillot, la ministre (elle admet volontiers la féminisation de la dénomination de sa fonction) reconnaît sans se faire prier qu'il doit revenir à 55 millions de francs, exclusivement à la charge du pays-hôte, sans compter au moins 4 millions de francs consacrés par Paris aux premières Assises francophones de la communication tenues en ouverture de rideau à l'Arche de la Défense.

Priorité à TV5-Afrique

On a beaucoup colporté que les projets adoptés solennellement par les chefs d'Etat lors de leurs rencontres précédentes (Versailles-Paris 1986, Québec 1987, Dakar 1989) s'étaient un peu perdus dans les brouillards de la Loire et du Saint-Laurent.

Là encore, M^{me} Tasca sort, en guise de griffes, des chiffres et des réalisations longuement énumérées avec, tant par conviction qu'en

raison de son récent passé ministériel, une insistance particulière sur « la télévision internationale en français » qui avait aussi été un des slogans favoris d'Alain Decaux, et auquel la France paraît enfin encline à donner une réelle consistance.

« Le sort de TV5-Afrique - branche africaine de la chaîne pan-francophone câblée, mais qu'on peut également capter avec des antennes paraboliques et qui couvre déjà l'Europe, l'Afrique du Nord, et les Caraïbes - sera donc favorablement scellé à Chaillot. Il en coûtera une quinzaine de millions de francs par an. Bien entendu, la Banque française d'images Canal France International, qui sert déjà l'Europe de l'Est et l'Afrique noire, continuera à fonctionner. »

TV5 et CFI sont, dans l'esprit de M^{me} Tasca « aussi importants l'un que l'autre pour la francophonie ; et il va falloir maintenant favoriser l'essor de la production en français, particulièrement au Sud, afin que ces chaînes soient pleinement des vecteurs de toutes les francophonies. »

Non moins importantes sont l'éducation et la formation, « autres priorités du quatrième sommet ». L'Université des réseaux d'expression française - (UREF),

lancée dans le scepticisme en 1987, à Québec : « grosso modo, maintenant ça marche ! ». En conséquence, « la dotation annuelle française de 23 millions de francs (auxquels s'ajoutent 10 millions de francs du Canada-Québec) devrait passer en 1992 à 28 millions de francs. »

En revanche, si M^{me} Tasca témoigne de beaucoup de défiance à l'égard de l'université francophone Senghor d'Alexandrie - en fait un centre de perfectionnement pour moins de cent hauts fonctionnaires, surtout africains, coûtant 20 millions de francs par an - inaugurée par M. Mitterrand en 1990, elle paraît encline à laisser le mécénat industriel (notamment Fiat) continuer à entretenir majoritairement un établissement auquel l'Etat français fournit tout de même 5 millions de francs annuellement et qui, aux yeux de beaucoup, fait déjà figure d'« éléphant blanc ».

Pourtant, la ministre ne verrait pas vraiment d'inconvénients à ce que Paris s'engage « pour un maximum de 15 à 20 millions de francs par an » destinés à redonner vie à l'université Gaston-Berger, un autre « éléphant blanc » construit à grands frais après l'indépendance du Sénégal dans la brousse, un peu à l'est de Saint-Louis, et où ni le président Senghor ni le président Diouf ne sont parvenus à envoyer professeurs et étudiants. La francophonie y parviendra-t-elle ?

« En liaison avec l'UREF, estime M^{me} Tasca, on pourrait, si les chefs d'Etat sont d'accord, installer à Saint-Louis des filières universitaires intéressantes l'ensemble du Sahel. »

Eviter l'exclusion

Autres dossiers sur le bureau de la responsable de la francophonie : l'Institut informatique d'Hanoï et un centre agronomique ivoirien en désuétude, « qu'il faudrait ressusciter en lui donnant une vocation africaine ». L'ancienne co-directrice (avec Patrice Chéreau) du Théâtre des Amateurs de Nanterre ne se contente pas de dresser des listes de projets et de monter des budgets. Elle s'est penchée sur « l'évolution démocratique indiscutable de



nombre d'Etats francophones du Sud ». Néanmoins, face aux campagnes actuellement menées par une série d'associations humanitaires françaises ou internationales afin que la conférence de Chaillot s'érige sous l'impulsion de Paris et d'Ottawa en « tribunal pour les dirigeants francophones antidémocratiques », M^{me} Tasca joue la modération : « Nul pays ne devrait poser au donneur de leçons de démocratie ! ». « Quelles que soient les situations, les francophones doivent éviter l'exclusion ! »

Plutôt que de faire dans le théâtre, aux yeux de la ministre, « il vaut mieux renforcer la coopération juridique et judiciaire inter-francophone déjà engagée, former plus de professionnels dans les spécialités liées à l'état de droit, offrir de la documentation légale actualisée aux justiciers du Sud, etc. Bien entendu, si les gouvernements francophones démocratiques peuvent influencer sans trop d'éclat la libéralisation de certains régimes de parti unique, ils ne doivent pas s'en priver. Et, au reste, c'est ainsi que la France se conduit. »

En somme, M^{me} Tasca ne verrait guère Chaillot se transformer en La Baule II, cette réunion franco-africaine où M. Mitterrand, en 1990, « décoiffa » quelques-uns de ses pairs aux méthodes autocratiques. Au total, ce serait plutôt la francophonie par les chiffres, mais aussi par la patience et même la douceur. La « lame » est toujours là, on l'aperçoit, mais elle reste au fourreau, en réserve de la francophonie.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ



lorsque tu entras au Fac de droit,
je partais sauver les baleines bleues.

Quand tu faisais ta première plaidoirie,
je descendais le Fleuve Amazone.

Puis il y eut ton cabinet international,
et ma mission scientifique.

Pour votre anniversaire, tu m'as offert
ce Waterman et je me suis rappelé
combien nous étions semblables.



Un stylo permet d'écrire. Un Waterman de s'exprimer. Ouvrages de précision, d'artisanat patient et de minutieuse équilibre, aux formes élégantes rehaussées de métaux précieux, aux plumes en or 18 carats, les stylos Waterman, depuis plus d'un siècle, cultivent cette nuance. Le Man Rhapody Fox résume tout le charme du modèle original des années 20. Il existe en différents coloris, en version plume et stylo-balle.

WATERMAN
PARIS

Côté culture

Outre la Semaine des réalisateurs francophones organisée jusqu'au 20 novembre, au Palais de Tokyo, au cinéma Lavinia, et à l'Institut du monde arabe, on relève une Fête du livre francophone pour enfants jusqu'au 1^{er} décembre à l'hôtel Sully, une Caravane d'Afrique promenant, jusqu'au 24 novembre, dans neuf cités de la périphérie parisienne, la présentation, aux Bouffes du Nord, le 21 novembre, de Waramba, opéra mandingue, et l'inauguration, le même jour, du bateau Louisiana-Belle au quai Branly. Une exposition historique et artistique sur « La France et l'Egypte au XIX^e siècle » est, d'autre part, présentée au

Grand Palais (porte D, côté Seine) jusqu'au 15 décembre. Sur le plan audiovisuel, l'émission de FR3, « Espace francophone », qui vient de fêter sa centième édition diffusera le 18 novembre à 23 h 15 et les 21 et 28 novembre à 11 heures du matin, des programmes spéciaux sur la chanson, l'édition en français, les nouveaux membres de la francophonie, etc. Quant aux chefs des délégations étrangères présents à la conférence, ils sont invités le 20 novembre à la Comédie Française à une représentation du Mécène malgré lui de Molière, mise en scène par Dario Fo.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amalric, Thomas Ferenzi
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY 92452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-60-30-10

re douce

Le Monde

ÉCONOMIE

Le Monde • Mardi 19 novembre 1991 17

SECTION B

Les personnes dans les chambres de commerce et d'industrie
L'administration Bush veut rassurer les marchés financiers

19 « La Truffe » suspend sa parution
21 à 24 « Champs économiques »

28 Marchés financiers
29 Bourse de Paris

BILLET

Sidérurgie : le syndrome caennais

Du plan d'adaptation industrielle arrêté par le sidérurgiste public Usinor-Sacilor, on retiendra trois choses. En premier lieu, une industrie de base, ultra-sensible par nature aux coups de l'activité, ne peut juger de la solidité de son redressement qu'à la faveur des périodes récurrentes de crise.

Deuxièmement, la dégradation du marché des produits longs, spécialité d'Usinor-Sacilor, a servi de révélateur à la vulnérabilité, encore grande, de la filiale du groupe sidérurgiste français.

Mais, contrairement à ce qui a été fait par le passé, les conclusions — si lourdes soient-elles en termes d'emploi — en ont été rapidement tirées, et par l'industriel lui-même.

Pas de maintien artificiel de telle ou telle implantation, à coups de subventions. Bruxelles, d'ailleurs, ne le permettrait pas. Pas plus que les marges de manœuvre du budget de l'Etat.

En troisième lieu, enfin : l'industrie, et la sidérurgie notamment, fonctionnent sur des paris techniques et économiques.

CAROLINE MONNOT
Lire nos Informations page 32

Thyssen Acier : 2 000 suppressions d'emplois dans les prochains mois. — La division sidérurgique du puissant groupe allemand Thyssen, Thyssen Stahl AG, va supprimer dans les prochains mois près de 2 000 emplois sur 30 000 en raison de la chute des prix de l'acier, a indiqué un porte-parole de l'entreprise mercredi 13 novembre. La société envisage cependant pas de fermer des sites de production. Pour l'exercice 1990-1991 (terminé au 30 septembre), Thyssen Stahl AG avait enregistré un chiffre d'affaires de 8,571 milliards de marks (29 milliards de francs) contre 9,492 milliards de marks (32 milliards de francs) pour l'exercice précédent.

Table ronde des transports routiers le 21 novembre. — La table ronde prévue entre les pouvoirs publics, les transporteurs routiers et les chargeurs sur « les conditions d'amélioration de l'équilibre financier des entreprises de transport (prix, délais de paiement, respect des réglementations sociales et de sécurité) » aura lieu jeudi 21 novembre, a annoncé M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux. La réunion sera ouverte par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement. La Fédération nationale des transports routiers (FNTR) a prévu une manifestation nationale le mardi 19 novembre.

Après le succès de la manifestation des professions de santé

M. Bianco va accélérer la réforme de l'assurance-maladie

La marche mélancolique

Le nombre y était, mais pas la foi, qui fait reculer les gouvernements. On était venu nombreux, oui, de toutes les cliniques, de tous les cabinets, de toutes les provinces, avec ce qu'il fallait de blouses blanches et de rétroviseurs de carabins pour s'organiser, ce dimanche, à travers la rue gauche défilante, une jolie promenade de santé, si l'on ose dire. N'en déplaise à la préfecture de police, qui ne dénombre que soixante mille personnes, le furent au moins le double (les organisateurs ont avancé quatre cent mille) à venir crier leur refus de l'enveloppe globale et du « rationnement des soins ».

Mais il manquait à ce défilé ce qui avait imprégné la grande manifestation en faveur de l'école privée de 1984, référence la plus souvent évoquée : l'euphorie de la victoire, la griserie certaine de parvenir à fabriquer l'histoire, à détourner le cours des choses. On avait pris les cars, les trains, les avions spéciaux pour venir faire nombre. Mais on se retrouvait entre soi, le petit monde de la santé libérale. Les assurés sociaux, pourtant d'abord conviés les jours précédents, et encore par la bande de tête — « les professionnels de la santé et les assurés sociaux ensemble » — ne s'étaient pas déplacés. Quant à la CGT, elle n'était représentée que par une centaine de militants au maximum.

On se retrouvait entre soi, seulement étonnés, au fond, par une angosse sourde, comme en témoi-

gnait l'air funèbre d'un cortège où abondaient les cercueils de carton noir. Quelques uns s'étaient même offert un véritable corbillard, tiré par deux authentiques percheurs, qui suivirent consciencieusement la marche, opportunément disposés derrière un camion destiné aux caméras.

« Ça ne servira à rien, mais... »

Même la polémique était quasi-absente des slogans et des pancartes d'un défilé que l'on aurait pu attendre plus pugnace à l'égard d'un gouvernement de gauche. Quelques colporteurs sur les noms de MM. Evén, Dureau et Bianco, quelques obscénités isolées à l'égard du premier ministre, quelques rapprochements hasardeux avec les récentes affaires de transfusion — « Voulez-vous être soignés comme les hépatites ? », demandait une banderole — mais le cortège fut le plus souvent silencieux, comme si les participants savaient au fond d'eux-mêmes que les jeux étaient déjà faits, que tout se décidait ailleurs.

« Ça ne servira à rien, mais il faut le faire tout de même », résumait une pharmacienne. Et ce n'était pas la présence discrète de quelques rares personnalités politiques comme MM. Alain Madelin (UDF), Bernard Pons (RPR) ou Carl Lang (FN) qui pouvait risquer de troubler cette ambiance de recueillement. Sujet sérieux, angossant même, le déficit du système de protection sociale française ne se

prêtait guère aux surenchères. Certes, chacun avait sa recette. Au hasard de la main, on entendait certains affirmer que « le problème, c'est le RMI (revenu minimum d'insertion), qui ne devrait pas être financé par le Sécu » (1), que, « s'il n'y avait pas autant de chômeurs, nous aurions davantage de cotisants » ou que « l'Etat pourrait bien commencer par reverser les taxes prélevées sur le tabac ».

D'autres protestaient hautement de la nécessité de mettre fin, de préférence à une échéance indéterminée, « aux redondances et aux abus de prescription ». « Il faut rationaliser les urgences. Est-il bien nécessaire d'envoyer un fourgon de réanimation pour un doigt coincé dans une porte ? », s'interrogeait le Dr Jean Dugué, généraliste à Saintes (Charente) et président de l'Union nationale des omnipraticiens français. « Puisqu'il y a consensus entre nous sur le fait qu'il ne faut pas multiplier inutilement les échographies et les frottis vaginaux, pourquoi le nombre de ces actes continue-t-il d'augmenter ? », ajoutait-il.

D'autres encore soulignaient les incohérences de certaines mesures d'économie : « Des examens simples, que l'on pouvait pratiquer en cabinet, ne seront plus remboursés », se plaignait le Dr Yves Decalf, président du syndicat des cardiologues. Les malades seront donc incités à aller faire à l'hôpital des examens beaucoup plus complexes et coûteux. Du sera l'économie ? « La France est le premier consom-

mateur mondial de tranquillisants, expliquait une pharmacienne. Or on vient de décider que les ordonnances de tranquillisants ne seront plus renouvelées automatiquement. Très bien. Cela obligera les malades à retourner à chaque fois consulter leur médecin, ils n'ont que cela à faire. Et qui paiera ? »

Mais, au-delà des petites recettes, le cortège tout entier semblait comme frappé de mélancolie par l'évidence des chiffres. Et d'abord des statistiques démographiques, dont beaucoup découlaient. « Les gens vivent de plus en plus vieux, et développent de plus en plus de maladies, qu'il faut soigner plus longtemps. On ne va quand même pas les tuer ! », résumait Mme Guillemette Rosin, gérante de clinique à Angers.

Après les discours de circonstance, on se dispersait dans le soir tombant sur le Champ de Mars, à quelques centaines de mètres du ministère de la Santé, sévèrement gardé, au pied duquel une poignée d'infirmières frigorifiées poursuivaient sous la tente leur sit-in de huit semaines.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Effet boomerang

par Jean-Michel Normand

La mobilisation des professions médicales, dimanche 17 novembre, représente un indéniable succès. En revanche, il n'est pas sûr qu'elle inversera le cours de l'histoire. Bien au contraire, elle va accélérer la réforme, tant décrite par les manifestants, du système français d'assurance-maladie engagée à l'initiative du gouvernement et des gestionnaires de la Sécurité sociale.

Faute d'avancer de véritables propositions, le Centre national des professions de santé (CNPS) et la coordination Action santé n'ont pu ouvrir de perspectives claires à la manifestation de dimanche. Celle-ci est surtout apparue comme un rassemblement destiné à obtenir le maintien du statu-quo, c'est-à-dire la pérennisation d'un système exempt de tout mécanisme régulateur. En versant dans l'autosuggestion, elle a aussi contribué à entretenir l'illusion que tout peut continuer comme avant. Dénoncer à tout bout de champ le « rationnement des soins » n'est guère crédible lorsque l'on sait que les dépenses augmentent de 7 % par an. Il est trop facile d'invoquer l'apparition de « files d'attente de malades », affirmer que l'on va « refuser aux Français les moyens de se soigner » et assimiler prise en compte des impératifs économiques et « dictature de la technocratie ». Il n'est pas question de réduire les dépenses de santé mais de les réguler. De nombreux pays y sont parvenus sans renouer les drames dont on nous menace.

Climat de négociations

Ce lendemain de manifestation est paradoxal. Plutôt qu'un « état pré-insurrectionnel » évoqué par Action santé, il faudrait, contrairement aux apparences, davantage parler de climat de négociations. Le CNPS et Action santé ont demandé que des discussions s'ouvrent avec le gouvernement. Or celles-ci ont commencé en juin, mais pas avec ces mêmes interlocuteurs. Et elles ont bien avancé. Le ministre de la Santé, M. Bruno Durieux, n'est pas loin d'un

accord avec les cliniques privées, les kinésithérapeutes, les ambulanciers, les infirmières libérales et les biologistes.

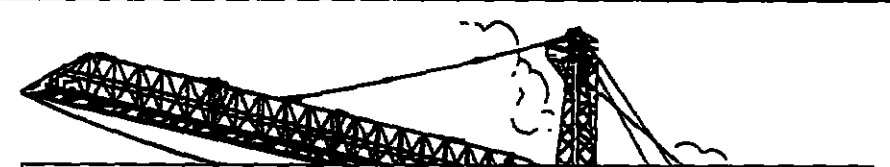
Mieux encore : M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, recevra dans les prochains jours les présidents des trois syndicats représentatifs des médecins (CSMF, FMF et MG-France) pour parvenir à un accord en bonne et due forme, dont l'objectif visera explicitement à maîtriser les dépenses de santé. Il portera principalement sur la démographie médicale et les nouveaux mécanismes de rémunération des praticiens libéraux en fonction de l'évolution des dépenses. Si un compromis se dégage sur de nouvelles règles du jeu — et le protocole du 16 octobre entre le gouvernement et l'assurance-maladie fournit au gouvernement quelques arguments pour faire pression sur les syndicats médicaux, — il ne restera plus à M. Bianco et à la Sécurité sociale qu'à fixer un objectif chiffré pour 1992.

Les gestionnaires de l'assurance-maladie (le patronat et les syndicats de salariés) devront alors procéder aux derniers réglages avec les représentants des médecins. Un double bipartisme, ou plutôt un « tripartisme élargi », est en train de se mettre en place. L'intervention modérée, dimanche, du président de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), le docteur Jacques Beaupère, qui a souhaité « une vraie négociation pour une bonne politique de santé » et déclaré que « l'on peut mieux gérer, mais tous ensemble », témoigne que la situation n'est pas bloquée et que les points ne sont pas coupés entre les médecins et le gouvernement. Le rassemblement du 17 novembre risque d'avoir un effet boomerang.

Il n'en reste pas moins que le malaise est réel. Si plus de cent mille professionnels de la Santé descendent dans la rue c'est, aussi, parce qu'aucun gouvernement n'a, ces quinze dernières années, eu le courage d'examiner sérieusement le dossier. Et qu'aucune véritable politique de santé n'a été élaborée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CEUX QUI EN 1983 ET 1984 ONT PARTICIPÉ AUX EMPRUNTS "RÉGION ÎLE-DE-FRANCE" AVAIENT DOUBLEMENT RAISON.



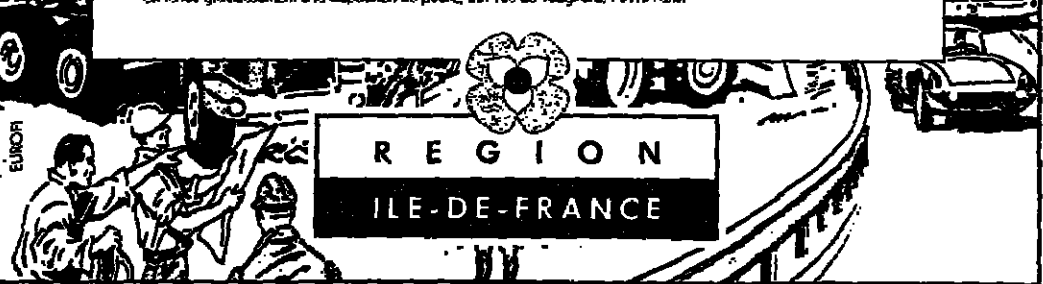
En six ans notre volume d'investissements a été multiplié par 2 fois 1/2. Sur un budget de 10,6 milliards de francs en 1991, la Région d'Ile-de-France consacre plus de 73 % au financement des investissements publics. Près de 26 % de ce budget ira aux transports en commun et aux infrastructures routières. Près de la moitié permettra la construction, la rénovation et le fonctionnement des lycées ainsi qu'un effort continu en faveur de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Première région française par sa population, son dynamisme, ses innovations financières, la Région d'Ile-de-France vous propose d'échanger aujourd'hui ses titres émis en 1983 et 1984 contre de nouveaux titres 1991. Les avantages de cette offre sont clairs : rendement, sécurité, simplicité de l'opération. La Région d'Ile-de-France réaffirme ainsi sa volonté de poursuivre le développement social, économique, culturel de la collectivité.

MODALITÉS DE L'OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE

Prix de reprise de vos anciennes obligations : 116,54 % pour la 15 % 1983 et 117,87 % pour la 14 % 1984. Ce que vous obtenez en échange : Des nouvelles obligations offrant un coupon de 14,20 % les 5 mai 1992 et 1993 puis de 10 % les 5 mai des années suivantes. Parité d'échange : - contre une obligation 15 % 1983 : une obligation nouvelle ; - contre une obligation 14 % 1984 : une obligation nouvelle plus une soule de 66,50 FRF. Nominal : 5 000 FRF. Prix de souscription : 116,54 %. Durée : 7 ans et 141 jours. Date de remboursement : 5 mai 1999. Taux de rendement actuariel : 9,47 %.

BAIO du 14 novembre 1991. Une note d'information avant reçu le Visa n° 91-426 du 12 novembre 1991 est tenue gratuitement à la disposition du public, 251 rue de Valenciennes, 75015 Paris.



لبنان من اجل

هنا في الجزائر

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Après la forte chute de Wall Street

L'administration Bush s'emploie à rassurer les marchés financiers

Après la chute de Wall Street, l'administration Bush a voulu rassurer les marchés financiers. Lundi 18 novembre, les marchés asiatiques ont tous chuté, Tokyo avec une baisse limitée de 2,9 %. La Bourse de Paris a reculé de 2,35 % avant de regagner une partie du terrain perdu (-1,92 %). A l'ouverture, Francfort affichait une baisse de 1,8 %. Sur les marchés des changes, le dollar a fortement chuté et le mark a enregistré une remontée contre les principales devises, notamment le franc.

NEW-YORK

de notre correspondant

Décidément, Wall Street a bien du mal à passer l'automne. Sur les dix plus fortes baisses de l'histoire de la Bourse new-yorkaise constatées depuis la grande dépression de 1929, sept d'entre elles se sont produites en octobre ou en novembre. Compte tenu de cette troublante série, et ébranlé par la chute surprise du Stock Exchange le 15 novembre, lorsque l'indice Dow Jones a perdu près de 4 % en une séance, le magazine financier *Barron's* se demande si la City va

revivre un nouveau « massacre de novembre ».

L'explication communément admise (*le Monde* daté 17-18 novembre) est que le marché financier a fortement réagi à la décision prise par une commission sénatoriale d'abaisser autoritairement les taux d'intérêts pratiqués sur les cartes de crédit. Le coupable apparaît bien vite trouvé. Trop vite pour être crédible. Le 13 octobre 1989, lorsque Wall Street avait brusquement plongé de près de 7 %, on avait aussitôt désigné du doigt l'opération mal ficelée d'UAL, une reprise de la compagnie aérienne United Airlines par un groupe d'investisseurs dont l'échec avait été connu en séance. De même, le 19 octobre 1987, quand Wall Street avait été emporté par un irrésistible courant de ventes qui lui avait fait perdre près de 23 % en quelques heures, ce sont les responsables allemands et leurs déclarations imprudentes sur les parités monétaires qui avaient servi de bouc émissaire.

Dispositif « coupe-feu »

La vérité oblige à dire que dans chacun de ces cas, le mal était plus profond et qu'il suffisait d'un rien pour que s'enclenche un processus de baisse. Cette fois, à la di-Térrence du krach de 1987 et du mini-séisme qu'a subi deux ans

plus tard le New-York Stock Exchange, le courant des ventes a été mieux endigué. Non pas spontanément mais grâce au dispositif « coupe-feu » mis en place par les autorités monétaires en 1988 et dont deux des cinq principales dispositions applicables aux transactions automatiques par ordinateur ont permis de limiter la casse : un « collier » qui se met automatiquement en place sur les *program trading* lorsque l'indice des valeurs industrielles chute de plus de 50 points d'un coup et un deuxième dispositif de freinage quand l'indice S&P 500, l'autre grand indicateur du marché, perd plus de douze points.

Depuis plusieurs semaines déjà, les avis étaient clairement portés en deux camps sur le parquet de la Bourse. Certains commentateurs mettaient en garde contre l'envoie des cours alors que l'état réel de l'économie américaine, en pleine récession, incitait au moins à une grande prudence. « Chaque jour, les compagnies annoncent de nouveaux désastres. Chaque jour, l'économie renouvelle ses stigmates de faiblesse. Et chaque jour, chacun se dit « Et alors ? ». Et tout le monde s'en moque », rappelait début novembre un gestionnaire de portefeuille interrogé par le *Washington Post*.

Mais, dans le même temps, d'autres spécialistes, dont la flamboyante Elaine Garzarelli, l'une

des coqueluches des boursiers new-yorkais restés frénétiquement *bullish* (orientés à la hausse), annonçaient pour demain ou presque un indice Dow Jones à 4000 points par rapport à son niveau de 3000 constaté avant le « plouf » de vendredi dernier, faisant fi en cela des légitimes interrogations suscitées par un PER (le « price-earning ratio ») est le rapport établi entre le cours boursier d'une société et les bénéfices qu'elle réalise) supérieur à 22 et même à 25 pour les valeurs dites de technologie, ce qui faisait de New-York l'un des marchés les plus chers du monde. Une situation hautement spéculative.

En attendant, il y a les élections de novembre 1992, dont l'issue s'annonce plus incertaine que prévu pour le candidat Bush même en l'absence d'adversaire démocrate à sa mesure. Et le sénateur Alfonse d'Amato, un parlementaire républicain, à l'origine du texte controversé sur la limitation des taux applicables aux cartes bancaires, qui persiste et signe.

Prenant les devants, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est voulu rassurant. Selon lui, le marché réagira « avec calme ». Car, affirme-t-il, « nous sortons de la récession, nous n'avons aucun doute là-dessus. Simplement, en période de crise, il est toujours difficile de le voir ».

SERGE MARTI

COMMERCE ET INDUSTRIE

2 792 sièges à pourvoir

Un million et demi de patrons et de commerçants renouvellent leurs représentants dans les CCI

1 563 000 électeurs - chefs d'entreprise, présidents, gérants de sociétés, commerçants, etc. - représentant un million et demi d'entreprises étaient invités, lundi 18 novembre, à élire leurs représentants dans les 158 chambres de commerce et d'industrie (CCI) métropolitaines et des départements d'outre-mer. Elus pour six ans, les 4 453 membres titulaires des CCI - bénévoles - sont renouvelés par moitié tous les trois ans : cette fois, 2 792 sièges sont à pourvoir.

Les chambres de commerce et d'industrie sont des monuments de l'histoire économique française. La première - de commerce, seulement - a vu le jour à Marseille en 1599 : le conseil de la ville décide alors de choisir parmi ses membres des députés du commerce « chargés d'accroître la prospérité de la ville ». Henri IV officialise l'institution, qui se développera ensuite régulièrement (sauf une éclipse pendant la Révolution). En 1898, une loi fondamentale - regroupant les chambres de commerce et celles des arts et manufactures - formalise leur rôle et leur donne un statut : celui d'établissement public administratif. Comme elles sont nées sur le terrain, et non créées d'« en haut », on en dénombre parfois plusieurs par département.

En 1960, elles deviennent « chambres de commerce et d'industrie ». Aujourd'hui, 45,75 % de leurs membres sont issus de l'industrie, 35 % du commerce et 19,25 % des services (dont le poids s'accroît). Cette double casquette est parfois difficile à porter, mais elle évite aussi à l'institution l'écueil du corporatisme, explique M. Jacques Corbon, directeur général de l'ACFCI (Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie). « Nous avons une vocation de service public au service des entreprises », souligne-t-il, mettant en avant l'originalité des CCI par rapport à des organisations comme le CNPF : « Elles représentent les patrons, nous les entreprises ».

Services en tous genres

Les CCI font vivre 22 000 salariés et s'appuient sur un budget de 18,2 milliards de francs, alimenté pour 22,8 % par l'ATAP (l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle, dénommée ainsi car elle est perçue en même temps que la taxe professionnelle, dont elle représente 4 %), pour 10,4 % par des emprunts, pour 5,3 % par des contributions publiques, le reste (61,5 %) provenant de ses ressources propres, c'est-à-dire de leurs prestations.

Leur vocation étant de promouvoir le développement économique de leur circonscription - et donc celui des entreprises qui y sont implantées - elles prennent en charge la création et la gestion d'équipements structurants (ports, aéroports, zones industrielles...) et participent aux décisions d'aménagement comme les POS (plans d'occupation des sols), schémas routiers ou ferroviaires... Elles ont ainsi créé ou exploité 121 aéroports et aérodromes, 75 ports maritimes, 41 fluviaux, 47 de plaisance, 49 complexes routiers, 38 gares routières, 68 entrepôts et magasins généraux, 30 parkings, 30 palais des congrès (dont ceux de Paris, Nice et Strasbourg). Elles ont aussi réalisé (parfois en collaboration) 336 zones d'activités, 246 bâtiments industriels, 15 halls de foires et des parcs d'exposition comme Villepinette. Cet inventaire, non exhaustif, permet de mieux cerner leur activité, parfois mal connue à Paris. Dans le logement, 71 CCI collectent directement ou indirectement le 1 % (0,45 %, en réalité) contribution des employeurs à la construction.

Les chambres aiment aussi à rappeler qu'elles sont le deuxième formateur derrière l'éducation nationale (*le Monde* du 23 janvier), avec 273 établissements d'enseignement formant plus de 63 000 élèves, dont les noms les plus prestigieux sont HEC, ESSEC, Sup de Co, ainsi que 360 centres de formation continue (270 000 adultes, soit 40 millions d'heures-stagiaires). Enfin, depuis vingt-cinq ans, elles ont développé leurs services aux entreprises (conseil, appui...) grâce à plus de 2 000 conseillers techniques.

Les deux tiers des listes en compétition aux élections réunissent - comme de coutume - les représentants patronaux (CNPF et CGPME), 3 % étant des listes « non habituelles » dans le secteur du commerce (en clair le CDCA, Comité de défense des commerçants et artisans, réurgence du poujadisme et scissionnisme du CID-UNATI jugé

trop mou). Donc, dans un quart seulement des chambres, il y a compétition (40 sur 153). Elle tourne parfois - mais rarement - comme dans les Hautes-Pyrénées au « scénario western » (*le Monde* daté 3-4 novembre).

Est-ce le grand nombre des listes communes qui explique que les électeurs boudent les urnes ? La faiblesse de la participation au dernier scrutin (21 %), il y a trois ans, montrait une dérive préoccupante, même si les votes (dont la moitié se déroulent par correspondance) avaient été fortement perturbés par la grève des postes de l'automne 1988. « Tombés sous ce seuil des 30 % posent un problème de représentativité », souligne-on à la veille des élections au CNPF. A Paris, comme d'ailleurs dans les grandes métropoles, la participation est spécialement faible (5 %). A l'inverse, Cholet et Angers ont des taux dépassant les 50 %. Les industriels (surtout les gros) votent en moyenne plus souvent que les commerçants.

« La perception honorifique des mandats consulaires a trop souvent fait oublier les responsabilités réelles et essentielles de ceux qui les détiennent », cette petite phrase tirée du numéro 141 de *CNPF Info* ne donne qu'un pudique aperçu des critiques du patronat à l'encontre des CCI et de certains de leurs présidents. Ses représentants dénoncent notamment le cumul des mandats politiques et consulaires (comme à Perpignan - *le Monde* du 2 octobre), l'absence de règle nationale limitant le nombre de mandats des présidents de CCI, menacés de « notabilité » et dont certains « ont fait un véritable fromage » de leur fonction. Estimant que, trop souvent, ce sont « des caciques » à la retraite, ils réclament un rajeunissement de l'institution.

Rajeunissement en cours, au demeurant, puisque la moyenne d'âge est comprise entre cinquante et cinquante-cinq ans, et qu'il n'y a que « quelques retraités seulement », moyen M. Corbon. Il assure aussi qu'en moyenne les présidents ne remplissent que deux ou trois mandats et qu'un ou deux seulement conservent leur poste pendant vingt-cinq ans.

On ne peut pourtant que s'interroger sur les motivations qui poussent le CNPF à être aussi critique. Faut-il voir le désir de reprendre en main une institution pour la faire avancer dans le sens voulu par la rue Pierre-«-de-Serbie » ? Un moyen de mieux ancrer les unions patronales sur le terrain ? Ou simplement, une vieille rivalité patronale ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

AGRICULTURE

Aux Hospices de Beaune

Les prix des vins de Bourgogne ont chuté à nouveau de 30 %

Comme on s'y attendait plus ou moins, les prix des vins de Bourgogne ont sensiblement baissé à la cent trente et unième vente des Hospices de Beaune, dimanche 17 novembre, fléchissant de 30 % au total, les vins blancs chutant de 44 % et les rouges de 25 %, comme l'année dernière. Sans doute, le millésime 1991 est moins beau que ceux, prestigieux, de 1988, 1989 et 1990 : un climat d'abord trop sec et ensuite des pluies tardives, notamment au milieu des vendanges, ont conféré à la récolte un caractère très irrégulier avec de très bons vins et d'autres carrément médiocres.

Mais, surtout, la conjoncture est très mauvaise sur les marchés du vin. Les exportations de la campagne 1990-1991 ont reculé de 20 % en volume, surtout dans les pays touchés par la crise : -37 % aux Etats-Unis, -41 % en Grande-Bretagne et, fait nouveau, -45 % au Japon, sans oublier la Suisse (-22 %), l'Allemagne restant stable. Le marché français, lui-même, reste morose à l'image du pays avec un fléchissement de 11 %. La conséquence est que les stocks de vin atteignent des niveaux records surtout sur le millésime 1990 dont la plus grande partie est toujours chez les vignerons. La viticulture bourguignonne paie ses excès des années précédentes, en 1988 et 1989 notamment, dans un contexte international qui est le plus mauvais depuis le premier choc pétrolier.

F. R.

Cette année, pour les étudiants, c'est Noël du 15 novembre au 31 décembre.

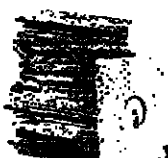
(Pour tous les autres, cette année encore Noël tombe le 25 décembre.)



Macintosh Classic 2, 40 ou 1 Mo



Imprimante StyleWriter



De nombreux logiciels

Jusqu'au 31 décembre 1991, c'est Noël pour les étudiants chez les revendeurs agréés Apple. Les étudiants, sur présentation de leur carte*, bénéficient de

réductions immédiates sur les Macintosh Classic avec 2 ou 4 mégaoctets de RAM et un disque dur de 40 mégaoctets, sur les imprimantes StyleWriter et sur de

nombreux logiciels. Il suffit de taper 36.14 code Apple pour avoir l'adresse du revendeur le plus proche de chez vous.



COMMUNICATION

Un mois et demi après son lancement

« La Truffe » suspend sa parution

Lancé le 30 septembre, le quotidien *La Truffe* a décidé de suspendre sa parution à compter du 19 novembre. A l'origine de cette décision, une diffusion en chute libre et le manque d'argent disponible.

La plupart des soixante-quinze salariés du quotidien *La Truffe*, partagés entre l'humour noir et la déception, erraient, ce dimanche 17 novembre après-midi, dans les couloirs du siège du journal, un petit immeuble moderne au faubourg de la capitale. Quelques-uns, attirés par la décision prise, avaient préféré déserter les assemblées générales et les réunions convocatées depuis le matin. « *Personne ne croyait à un arrêt aussi rapide, confie une journaliste, on pensait tenir au moins jusqu'à la fin du mois, voire la fin de l'année.* »

Pourtant, lors d'une fête organisée vendredi soir 15 novembre au journal, certains rédacteurs avaient eu droit aux confidences sous-jocuses de Jean Schalit, directeur de la publication et co-fondateur du titre. Et quand, samedi, les quarante-trois journalistes ont appris par leur répondant téléphonique qu'ils étaient convoqués le lendemain à 9 heures, beaucoup avaient déjà perdu leurs illusions. *La Truffe*, ce quotidien qui fondait sa réussite sur le slogan « *Indépendance, investigation, impertinence* », doit trouver des partenaires, ou s'arrêter, après six semaines d'existence.

La suspension de la parution à partir du mardi 19 novembre est pour l'instant « *momentanée* ». Dans un éditorial intitulé « *Noël sans Truffe* » publié dans le numéro de quatre pages daté du 18 novembre — le premier dans un quotidien fondé sur le refus du commentaire et des éditoriaux — Jean Schalit dresse ce constat teinté d'autocritique : « *Nous avons démarré sans avoir assez d'argent, et nous avons lancé le journal en nous dépêchant sans le préparer assez longtemps, un mois à peine après avoir rassemblé l'équipe de journalistes. Résultats : les premiers numéros — très attendus puisque nous avons vendu en moyenne 120 000 exemplaires par jour pendant la première semaine — vous ont déçus : ce n'était pas un vrai quotidien, nos « truffes » étaient trop loin de l'actualité du jour, et puis le journal n'était pas assez pointu, certaines informations n'étaient pas assez bien vérifiées, la maquette a pu choquer beaucoup d'entre vous ; et nos ventes ont baissé [...]* ».

Le cercle vicieux du financement

Le journal est financièrement en cale sèche. L'argent devait théoriquement provenir de trois sources : les fondateurs (7 millions de francs), les lecteurs (20 000 actions à 500 francs, soit 10 millions) et des investisseurs institutionnels ou des groupes de presse (16 millions). Mais le journal a vécu sur une seule de ces sources. Les 7 millions de francs qu'avaient versés les fondateurs du titre — MM. Jean Schalit, Jean-François Bizot d'*Actuel*, François Séguel de *VSD*, Roland Moreno, l'inventeur de la carte à puce, l'éditeur Pierre Belfond, etc. — ont été épuisés par le lancement (préparation des maquettes des numéros zéro, paiement depuis juillet des salaires de l'équipe, locations de bureaux, etc.), qui a duré plus d'un an.

Depuis son premier numéro, le 30 septembre, *La Truffe* a donc enregistré un déficit d'exploitation de 3 à 4 millions de francs par mois. « *Le déficit n'est pas astronomique, mais une remise à plat est nécessaire pour discuter avec d'éventuels investisseurs* », explique M. Antoine Griez, administrateur général du journal. Pour relancer l'entreprise sur des bases saines, 12 millions de francs sont immédiatement nécessaires, 30 millions pour 1992.

Le lancement avant l'été d'un appel à l'épargne publique, sur le modèle de l'événement du jeudi, s'est traduit, avant sa clôture le 15 octobre par la Commission des opérations de Bourse (COB), par une souscription de 14 000 actions représentant 7 millions de francs. Mais cette somme est bloquée en banque et devrait être restituée aux souscripteurs, si *La Truffe* disparaissait. Afin de parvenir à réunir les 3 millions de francs manquants, les dirigeants de *La Truffe* ont demandé à la COB l'ouverture d'une seconde souscription publique. La semaine dernière. Mais celle-ci n'est possible qu'à condition que des investisseurs se manifestent. Un véritable cercle vicieux.

Cet appel à l'épargne publique, qui avait manifesté leur intérêt pour *La Truffe*, sont désormais inscrits aux abonnés absents. C'est le cas du GAN — déjà actionnaire de plusieurs journaux dont les *Cahiers du cinéma*, *L'Autre Journal* — ou de la Caisse des dépôts. « *Sans doute*

ont-ils obéi à des ordres venus d'en haut », suggère avec un brin de paranoïa un des responsables du quotidien. Le groupe Sud-Ouest, dont le PDG, M. Jean-François Lemoine, a été victime d'un grave accident cet été, ne peut raisonnablement s'engager ; pas plus que le groupe de « *gratuits* » le Carillon (dépendant de Ouest-France). Enfin, les groupes de presse déjà présents aux côtés de *La Truffe* — *VSD*, *Actuel* — n'ont pas les reins assez solides pour tenter une seconde fois l'aventure.

De surcroît, la direction du quotidien estime n'avoir bénéficié d'aucun soutien. L'imprimeur (Ricco-bono) exige que les travaux de fabrication lui soient réglés avec près de quinze jours d'avance. Les banques du journal — CIC et Crédit agricole — affirment ne pouvoir consentir aucun crédit, accentuant l'impression d'étranglement. « *Le problème en France, c'est qu'aucune banque ne se résout à aider une entreprise naissante, encore moins une entreprise de presse* », regrette M. Griez.

D'autant plus quand cette entreprise de presse est aussi particulière, et déconcertante, que *La Truffe*. C'est au printemps 1990 que M. Jean Schalit, qui participa à la création de plusieurs titres (*Action*, *Actuel*) avant de monter les projets du *Grand Paris*, d'*Omega*, du *Monde illustré* puis de concevoir le *European de Robert Maxwell*, réunit plusieurs amis journalistes pour concevoir un projet de nouveau quotidien, rapide à lire (huit pages), sans publicité et en quadrichromie. Le journal veut adopter un ton neutre — Canal Plus et notamment son émission « *Nulle part ailleurs* » font figure d'exemples — et se démarquer des autres quotidiens en étant « *décapé de l'actualité* » et en allant « *fouiner* » partout, bref en alliant investigation et impertinence (le *Monde* du 1^{er} octobre).

Un quotidien trop décalé

L'été est consacré à l'embauche de la rédaction, formée à la fois de journalistes confirmés venus du *Quotidien de Paris*, de *L'Express*, du *Monde*, de *La Tribune*, etc., et de débutants. Une campagne publicitaire est lancée par RSCG (l'agence de Jacques Séguéla, aujourd'hui avalée par Eurocom...), une société de micro-informatique prête les écrans nécessaires à la publication assistée par ordinateur (PAO), des locaux sont aménagés. Les autres médias s'intéressent à *La Truffe*.

La parution du premier numéro est un succès : la semaine du 30 septembre, selon les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), *La Truffe* est diffusée en moyenne à 38 900 exemplaires à Paris et fidèle au total les 120 000 exemplaires. Mais dès la deuxième semaine le journal perd la moitié de ses lecteurs et diffuse 12 840 exemplaires à Paris et environ 47 000 dans l'Hexagone. La désescalade commence : les chiffres de vente de la semaine du 4 novembre, les derniers affichés dans les couloirs du journal, indiquent que *La Truffe* vend 5 615 exemplaires à Paris, soit un peu plus de 23 000 exemplaires au total.

Le journal a déçu. Dès les premières semaines, la rédaction s'en rend compte, se plaint de la maigreur de ses effectifs imposée par le manque d'argent, critique certains aspects rédactionnels ainsi que l'organisation. « *Un quotidien d'informations exclusives et décapantes ne se fait pas avec une quarantaine de journalistes, dans presque la moitié débutant dans le métier et dans leur rubrique* », fait remarquer un ancien de *Libération*. La division, originale, des journalistes entre « *cafetiers* » (spécialistes) et « *enquêteurs* » (ou « *terram* ») (généralistes) est remise en cause. La rédaction, désorientée, s'en prend à sa hiérarchie, jugée trop interventionniste, ou pas assez. Les délais de fabrication, qui imposent de boucler l'essentiel du menu de *La Truffe* quarante-huit heures avant sa parution et qui en font un quotidien décalé de l'actualité, frustrant plus d'un rédacteur. Enfin, les photographes à la « *tune* » de Karl Zéro et surtout les titres des articles rédigés par son frère, Bruno Tellen (dit Basile de Koch), par ailleurs collaborateur de M. Charles Pasqua, indisposent.

Il y a dix jours, la décision de la direction de coller davantage à l'actualité et de restaurer les rubriques classiques d'un quotidien « *étranger* », « *politique* », « *culture* », etc.) redonne du souffle au journal. « *Nous sommes au point où nous devrions lancer le journal* », reconnaît Jean Schalit. Selon lui, *La Truffe* possède un « *noyau dur* » de 7 000 acheteurs réguliers mais 20 000 personnes l'achètent seulement une fois par semaine. « *Cela fait un potentiel de 100 000 lecteurs mais un potentiel seulement, que nous pouvons séduire en améliorant le journal* », explique-t-il.

Recentrage du groupe Maxwell sur la presse

M. Kevin Maxwell, fils du patron de presse britannique récemment décédé, souhaite recentrer le groupe Maxwell sur la presse. Dans un entretien accordé au *Figaro* du 18 novembre, M. Kevin Maxwell estime que les actifs du groupe sont supérieurs à ses dettes (300 millions de livres pour le groupe Mirror, 1,4 milliard pour Maxwell Communications Corporation, et 750 millions de livres pour le reste des intérêts privés, soit environ 24,5 milliards de francs de dettes au total). Il est en discussion avec les banques pour refinancer cette dette et en changer les garanties. N'excluant pas un retour du groupe en France, M. Kevin Maxwell écarte les hypothèses de suicide ou de meurtre à propos de la mort de son père.

YVES-MARIE LABÉ

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

O I S E

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE ENTRE À LA BOURSE

MESSAGE DE PIERRE RICHARD, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE

Madame, Monsieur,

À partir de demain, vous pourrez devenir actionnaire du Crédit local de France. A l'issue de l'Offre Publique de Vente, le Crédit local de France sera coté à la bourse de Paris.

Le Crédit local de France, c'est le principal banquier des collectivités locales. Il finance plus de 40 % de l'ensemble des équipements collectifs réalisés par les communes, les départements, les régions... Un jour ou l'autre, vous avez sûrement utilisé un équipement financé par le Crédit local de France. Vos élus lui font confiance pour financer leurs projets.

Le Crédit local de France est une société jeune, en pleine expansion. Il a été créé en 1987. Comme la CAECL, dont il a pris le relais, il remplit une mission d'intérêt général, qui ne fera que se renforcer dans l'avenir, compte tenu des besoins d'équipements et de services à satisfaire pour le bien-être quotidien des citoyens.

Le Crédit local de France a fait ses preuves en 4 ans. Il participe au groupe de la Caisse des dépôts. Sa renommée sur les marchés financiers internationaux est des meilleures. Ses fonds propres s'élèvent à 11 milliards de francs. Ses bénéfices dépasseront le milliard de francs cette année, soit une augmentation de 35 % en 3 ans.

Grâce à sa cotation en bourse, le Crédit local de France va encore accroître ses moyens de développement en France et à l'étranger. Sa capacité à collecter des ressources sur les marchés financiers sera facilitée par une notoriété accrue.

En ouvrant notre capital à l'ensemble des épargnants, nous associons les français au financement de leur cadre de vie.

À l'issue de cette opération, le capital de la société sera réparti entre, d'une part, l'État et la Caisse des dépôts et consignations pour 50,5 % et, d'autre part, le grand public et les investisseurs français et étrangers pour 49,5 %.

En acquérant des actions du Crédit local de France, vous investissez dans un placement sûr et une valeur d'avenir.



هذا من الامور

هنا في لاهوت

POINT/L'EUROPE SPATIALE

Un avenir fondé sur les vols habités

« Il faut enfin franchir le Rubicon, aller de l'avant et engager fermement ce qui a été décidé en novembre 1987, à la conférence spatiale de La Haye. Il faut lancer le développement de la navette spatiale, celui du laboratoire spatial Columbus et des satellites de télécommunications à haut débit DRS, et mettre aussi en place un programme sérieux d'étude de l'environnement. D'ailleurs, douze des treize Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) sont d'accord sur ces propositions de l'Agence pour son programme à long terme. » L'homme est enthousiaste, sûr de lui. Il est français. Il

n'a nul doute. L'espace est une priorité et l'homme dans l'espace « une ambition ». « L'Europe, dit-il, se doit d'être une puissance spatiale aux côtés des Etats-Unis, du Japon et de l'Union soviétique à l'aube du prochain siècle. » Son existence politique en dépend », ajoute Jean-Marie Luton, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA). Beaucoup sans doute parmi les Etats membres de l'ESA pensent comme lui. Mais c'est une chose que de le dire et c'en est une autre, dans le contexte économique actuel, que de se donner les moyens financiers d'y parvenir. Tout le monde n'a pas la chance de la France, qui, depuis plus de quinze ans, joue les locomotives de l'espace européen et dispose de budgets en croissance sensible. Environ 9 milliards de francs en 1990, 9,7 milliards de francs en 1991. C'est peu eu égard aux dépenses des Deux Grands, mais beaucoup à l'échelle de l'Europe. Face à ces certitudes françaises,

L'Europe spatiale joue son avenir. Les ministres de treize pays (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse) réunis à Munich du 18 au 20 novembre vont devoir décider s'ils veulent, ou non, que l'Europe maîtrise demain les techniques du vol habité dans l'espace.

Cet objectif, même s'il est fortement contesté dans plusieurs pays par des groupes de scientifiques, ne semble pas

devoir être remis en cause par les membres de l'Agence spatiale européenne (ESA).

Le coût de cet ambitieux programme, articulé autour d'une navette spatiale (Hermès), d'éléments d'une station spatiale (Columbus), d'un lanceur lourd (Ariane-5) et de satellites de télécommunications à haut débit (DRS) assurant les liaisons de ces engins avec le sol, en effraie en revanche plus d'un. A commencer par l'Allemagne, qui n'a cessé tout au long de l'année de réclamer des économies et un étalement

dans le temps des programmes. C'est aujourd'hui chose faite. Mais, à la veille de Munich, Paris et Bonn, les deux principaux bailleurs de fonds de l'Europe spatiale, ont éprouvé quelques difficultés à s'entendre.

La conférence risque donc d'être houleuse, et les financiers se montreront sans doute sourcilieux sur le montant des échéances qu'ils auront à payer chaque année pour ce programme de quatorze ans (1992-2005) et de quelque 300 milliards de francs.

Le difficile compromis franco-allemand

spatiale. Malgré la diplomatie des propos, remarque amèrement Jean-Daniel Lévi, directeur général du Centre national d'études spatiales, « un grain de sable s'est glissé dans un processus bien huilé » qui avait été lancé voilà plusieurs mois et devait conduire à l'adoption à Munich de programmes spatiaux habités « logiques et cohérents ».

Trois programmes-phares

Nul doute, dans ces conditions, que la conférence de Munich ne soit « un peu houleuse ». La cohérence prônée par les Français, qui ne veulent pas que le programme de navette Hermès soit traité à part, coûte cher. La parole sera donc plus donnée aux grands argentiers qu'aux techniciens. « Pourtant, explique un haut responsable français, nous avons déjà beaucoup réduit le coût de tous les programmes, comme l'avaient demandé les Etats membres de

parler de « maîtrise » des activités humaines dans l'espace.

Aujourd'hui, tous les Etats membres paraissent partager ce point de vue, même si pour l'Allemagne c'est du bout des lèvres. Pour arracher un possible accord aux Allemands, on a donc serré les budgets au maximum. Après deux réunions tenues, l'une au début de l'année à Santa-Margarita et l'autre dans le contrat de l'été à Darmstadt, l'ESA a élaboré un nouveau scénario dont le coût était en baisse de 11 % par rapport aux discussions de La Haye. Tout semblait donc bien engagé pour que Munich approuve sans problèmes les grandes lignes du nouveau programme spatial européen.

L'Allemagne, si soucieuse d'austérité, devait en principe se montrer satisfaite, puisque, selon ce nouveau plan, sa contribution était en baisse de 16 %, soit un taux largement plus important que celui d'autres pays. Las, Bonn a continué de réclamer, poussé par des

pourrait proposer que les Etats membres de l'ESA se renvoient chaque année pour examiner les programmes en fonction des disponibilités financières de chacun. Ainsi se dirigerait-on à Munich vers une modification des procédures de financement des programmes de l'Agence, qui ne seraient plus votés globalement, mais année par année. De quoi satisfaire le Parlement allemand, très sourcilieux sur ces questions budgétaires.

« Pourquoi pas, lance un responsable français. Les ministres européens se réunissent bien deux fois par an pour examiner les budgets

du programme Airbus, pourtant dix fois moins importants que ceux de l'ESA. » Ce compromis est « acceptable », ajoute un autre, qui estime que « si ça devait malgré tout casser à Munich, il vaudrait mieux une bonne crise plutôt qu'un compromis mer... lique ».

(1) D'accord sur la nécessité d'un programme européen d'étude de l'environnement et d'observation de la Terre, la France conteste cependant la manière de le mener. Aux lourdes plates-formes multibandes proposées par l'ESA, elle préfère - comme, semble-t-il, les Etats-Unis aujourd'hui - des satellites « dédiés » plus légers et issus, par exemple, de la plate-forme SPOT.

Le prix du rêve

Le projet de résolution, présenté par l'Agence spatiale européenne pour les ministres réunis à Munich, porte sur quatre points :

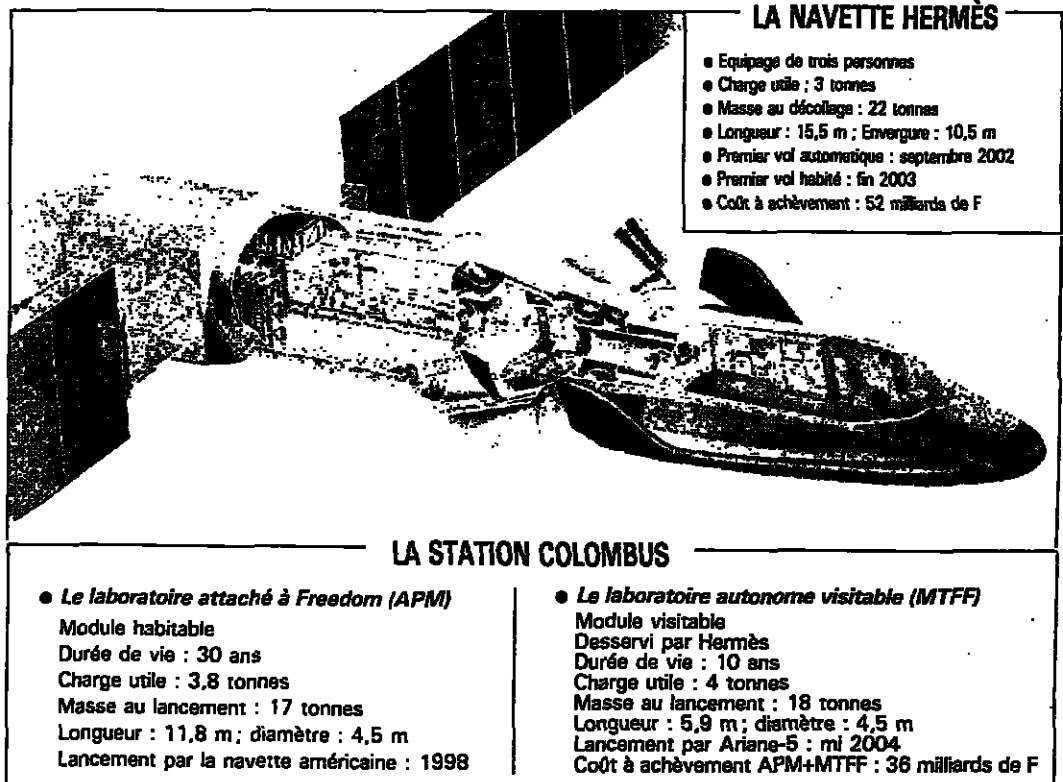
- La navette Hermès. Elle est financée essentiellement par la France (43,5 %), l'Allemagne (27 %) et l'Italie (12,1 %). Son coût, estimé aujourd'hui à 7,32 milliards d'unités de compte (52 milliards de francs), a augmenté de 40,5 % par rapport aux prévisions présentées à la conférence de La Haye en 1987. Cette augmentation est due pour partie à l'étalement du programme sur quatre ans supplémentaires (23 %) et à des modifications techniques (17,5 %). Premier vol prévu sans équipage : septembre 2003.

- La station Columbus. Elle comprend deux volets : un module habitable (APM) qui se greffera sur la station américaine Freedom et un module autonome (MTFF) visible par Hermès. Financé essentiellement par l'Allemagne (38 %), l'Italie (25 %) et la France (13,8 %), ce programme, estimé à 5,1 milliards d'unités de compte (36 milliards de francs), a augmenté de 14,2 % en raison de son étalement dans le temps. Premier vol prévu : 1998 pour l'APM et mi-2004 pour le MTFF.

- Les satellites DRS. Destinés aux télécommunications à haut débit entre Hermès, Columbus et le sol, ces deux satellites et leur préprototype Artémis représentent un investissement de 897 millions d'unités de compte, soit 6,3 milliards de francs. L'Italie en aurait le leadership.

- Le programme environnement. Il porte sur le développement de deux gros satellites spécialisés de huit tonnes chacun, les plates-formes polaires, qui seraient équipées d'instruments de météorologie, d'océanographie, d'observation de la Terre, etc. Coût : 1,13 milliard d'unités de compte, soit 8 milliards de francs. Premier vol : 1998.

Le lanceur Ariane-5 est financé essentiellement par la France (44,7 %), l'Allemagne (22 %) et l'Italie (15 %). Son coût de 4,37 milliards d'unités de compte (31 milliards de francs) est connu qu'une faible dérive (5,7 %) pour raisons techniques. Ce programme déjà engagé ne fait pas partie des discussions de Munich. Son intérêt commercial n'est pas contesté et des discussions sont en cours pour améliorer encore les performances de ce lanceur (Ariane-5 Mark-II) et le rendre capable de lancer des satellites plus gros, mais aussi Hermès dans sa configuration définitive et le MTFF à pleine charge. Coût : 600 millions d'unités de compte supplémentaires. Premier vol : avril 1995.



LA NAVETTE HERMÈS

- Equipage de trois personnes
- Charge utile : 3 tonnes
- Masse au décollage : 22 tonnes
- Longueur : 15,5 m ; Envergure : 10,5 m
- Premier vol automatique : septembre 2002
- Premier vol habité : fin 2003
- Coût à l'achèvement : 52 milliards de F

LA STATION COLUMBUS

- Le laboratoire attaché à Freedom (APM)
 - Module habitable
 - Durée de vie : 30 ans
 - Charge utile : 3,8 tonnes
 - Masse au lancement : 17 tonnes
 - Longueur : 11,8 m ; diamètre : 4,5 m
 - Lancement par la navette américaine : 1998
- Le laboratoire autonome visible (MTFF)
 - Module visible
 - Durée de vie : 10 ans
 - Charge utile : 4 tonnes
 - Masse au lancement : 18 tonnes
 - Longueur : 5,9 m ; diamètre : 4,5 m
 - Lancement par Ariane-5 : mi 2004
 - Coût à l'achèvement APM-MTFF : 36 milliards de F

L'Europe suit. Presque toute l'Europe. N'en manque qu'un et pas des moindres : l'Allemagne, deuxième bailleur de fonds de l'Europe spatiale derrière la France. Sans Bonn qui s'essouffie, l'élan français risque, à Munich, de perdre beaucoup de sa vivacité. Sans Bonn, toujours, la conférence interministérielle risque de se transformer en une bataille de procédure et de compromis digne des années noires avec, à la clé, un communiqué final flandréux d'où il ressortira que chacun est content, qu'on a bien sûr fait le maximum et qu'on maintient des activités spatiales compatibles avec les « possibilités financières » des Etats.

Sauver l'union

Sans l'Allemagne, enfin, l'Europe de l'espace, et ses ambitieux programmes, risque de voler en éclats après des années d'une relative sérénité émaillée par les brillants succès de la fusée Ariane. Certes, personne ne veut aujourd'hui en arriver là. Le chancelier Helmut Kohl est conscient du fait qu'un échec de cette Europe-là serait grave à la veille du conseil européen de Maastricht. D'autant plus conscient que l'Europe spatiale a toujours été citée en exemple et que la conférence de la rupture ou du mauvais compromis, si elle a lieu, se tiendra en terre allemande. Aussi a-t-il multiplié les propos rassurants.

A l'issue du sommet franco-allemand qui s'est tenu les 14 et 15 novembre à Bonn, M. Kohl a en effet déclaré que « personne n'avait l'intention d'abandonner ». Mais, dans le même temps, la coalition gouvernementale faisait savoir qu'elle souhaitait repousser à 1992 ses décisions sur les programmes à long terme de l'Europe

l'ESA. Il est difficile de faire mieux. »

De fait, les Européens, lors de la dernière conférence spatiale de La Haye, en 1987, avaient discuté d'un ambitieux programme de plus de 280 milliards de francs (40 milliards d'unités de compte, prix 90) portant sur la période 1987-2000, soit près de 270 milliards pour la période 1987-2005. Ce « plan d'activités à long terme » de l'ESA prévoyait notamment le lancement de trois programmes-phares.

Le lanceur lourd Ariane-5, dont le développement, largement engagé, n'est remis en cause par personne, d'autant qu'avec un carnet de commandes de 13 milliards de francs, la famille Ariane (Ariane-2, 3 et 4) a su ravir au Américains la moitié du marché mondial des lancements de satellites civils.

La navette spatiale Hermès, prônée par la France, mais que l'Allemagne, qui la juge trop coûteuse, voulait transformer en simple « projet technologique ».

La station Columbus, enfin, composée d'un laboratoire habitable (APM), partie de la future station américaine Freedom, et d'un module visible (MTFF) autonome.

L'Allemagne, qui même ce dernier projet, s'en contenterait volontiers. Mais, pour la France il s'agit d'une question de principe. « Hermès et Columbus forment un ensemble cohérent et inséparable », martèle Jean-Daniel Lévi. Sans Hermès, estime-t-il les Français, l'Europe dépendrait des Etats-Unis pour visiter ses laboratoires en orbite, et on ne pourrait donc pas

motifs budgétaires et politiques. Le poids de la réunification s'est fait soudain plus lourd, la défense du mark et le contrôle de l'inflation plus pressants, et l'opposition social-démocrate (SPD) a fait donner de la voix pour manifester son opposition totale au projet Hermès.

Remonter le tas de sable

Il a fallu toute la ténacité des diplomates présents au sommet franco-allemand de Bonn pour éviter le pire. Vendredi après-midi, les Allemands campaient sur leurs positions en soulignant que s'ils avaient l'argent pour 1992, ils n'avaient aucune certitude quant à leurs budgets 1993, 1994 et 1995 et ne pouvaient donc, à Munich, s'engager financièrement pour une période de quatre ans. S'armant de patience, le ministre français de l'espace, Paul Quilès, « ramenait alors le tas de sable » et parvenait in extremis à un accord avec son collègue Heinz Riesenhuber.

Dans le communiqué final, la France et l'Allemagne, sans lesquelles l'Europe spatiale ne saurait se faire, déclaraient qu'elles souhaitent « ardemment faire de la réunion prochaine de Munich un succès » et réaffirmaient leur volonté de « poursuivre la politique spatiale européenne, prévoyant, d'une part, l'exploration humaine de l'espace et, d'autre part, l'étude de notre planète et de l'environnement » (1). En revanche, beaucoup de discrétion sur l'après-92 et sur le financement des programmes. Mais, pour tenter de réduire les frais, les deux pays demandaient à l'Agence spatiale européenne d'étudier des scénarios de coopération avec d'autres partenaires dans le monde. En attendant, Bonn et Paris

Pourquoi des hommes dans l'espace ?

Pourquoi aller dans l'espace ? Avec la navette Hermès et le laboratoire spatial Columbus, l'Europe entend se donner les moyens d'envoyer et de faire travailler des hommes dans l'espace. Depuis plusieurs années, parisiens et allemands des missions spatiales habitées s'affrontent autour de cette question. Avec des arguments combien changeants !

Au temps des vaches grasses, en 1961, lorsque John Fitzgerald Kennedy lança le projet Apollo qui devait mener les Américains sur la Lune, la réponse allait de soi. Il s'agissait pour le président des Etats-Unis de franchir une « nouvelle frontière ». La conquête de l'espace après celle de l'Ouest. Trois ans plus tard, pourtant, le projet était la cible des scientifiques et des militaires, effrayés par l'énormité des sommes à dépenser pour réaliser ce rêve de pionnier, et inquiètes des coupes claires que leurs propres projets risquaient de subir.

L'histoire semble se répéter. Scientifiques et militaires se montrent à nouveau, aujourd'hui, les opposants les plus ardents de la station spatiale Freedom aux Etats-Unis, de la navette Hermès et de Columbus en France. Les académiciens ne voient guère d'intérêt à envoyer des hommes dans l'espace, et la plupart des chercheurs préféreraient, quitte à faire du spatial, voir une part plus importante des budgets consacrée à des programmes d'application (étude de la Terre, télécommunications, météorologie, océanologie, etc.) ou à des missions interplanétaires automatiques analogues à celle magnifiquement accomplie par les sondes Voyager.

Les espoirs déçus

Il est vrai qu'au fil du temps, les arguments en faveur de l'homme dans l'espace ont peu à peu fondu comme neige au soleil. Quand la NASA a passé les premiers contrats d'études de la navette en 1970, et même encore lors du lancement du programme de station spatiale Freedom au début des années 80, les experts révalaient d'usines en orbite, dans lesquelles médicaments, alliages spéciaux et substrats pour les composants électroniques seraient fabriqués à la chaîne, en absence de pesantur. Et si certains soulignaient que ces usines, si elles existaient un jour, seraient probablement automatiques, on leur rétorquait que l'homme serait toujours indispensable pour alimenter ou réparer les machines et redresser la production sur Terre.

Dix ans plus tard, les Soviétiques semblaient ne plus très bien savoir comment utiliser leur station Mir, et le projet américain Freedom, s'il n'est pas abandonné, a subi une cure d'amalgam spectaculaire. La « microgravité » n'a pas, pour l'instant, d'intérêt commercial évident, et les fameuses usines spatiales ne sont pas au rendez-vous. Des industriels préparent bien, à tout hasard, des projets de capsules susceptibles d'abriter des expériences en apesanteur. Mais elles seront inhabitées.

Tous ces faits, ajoutés à la crise économique et à la montée des préoccupations écologiques qui tendent à privilégier les études pour la protection de notre environnement, rendent la cause de l'homme dans l'espace de plus en plus difficile à défendre.

Fauteuil ou strapontin ?

Les Européens qui, contrairement aux Américains ou aux Soviétiques, ne se sont pas encore lancés dans cette dépendance coûteuse, ne disposent plus, en fait, que d'un unique argument. Le dernier, et peut-être le seul auquel politiques et industriels de l'espace croient vraiment depuis le début : l'enjeu politique, le « ticket d'entrée dans la cour des grands ». « Le vrai débat n'est pas l'homme dans l'espace », mais la maîtrise de l'activité humaine dans l'espace », nous expliquait récemment Jean-Marie Luton, directeur général de l'ESA (le Monde du 13 novembre).

« Les grands projets spatiaux du vingt et unième siècle nécessiteront une vraie coopération mondiale. Seuls seront écoutés ceux qui sauront. » Raisonner comme Daniel Sacotte, directeur général adjoint du CNES, résume plus brutalement : « Le tout est de savoir si nous voulons un fauteuil dans le salon des Américains ou un strapontin dans leur salle d'attente. »

Il faut, en effet, être prêts, selon les dirigeants français, à jouer un rôle de premier plan dans la conquête industrielle de l'espace et participer, le jour venu, aux missions habitées vers la Lune ou Mars. Reste une inconnue : la date du véritable engagement des Etats-Unis dans ce domaine. De ce point de vue, la prochaine élection présidentielle américaine sera déterminante. Si George Bush, qui a pesé de tout son poids pour sauver la station Freedom, est réélu, les choses iront probablement assez vite. Si, est battu, on peut s'attendre à une pause.

Dossier établi par Jean-François Angereau et Jean-Paul Dufour

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les pays baltes face au grand monde

Très dépendantes de la Russie, Estonie, Lettonie et Lituanie devront compter sur les anciens membres de la Ligue hanséatique

DES petits Etats tout neufs pas plus grands à eux trois que la Suède. De minuscules territoires chahutés au fil des empires pour être finalement transformés en pièces de la machine économique soviétique... L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont réussi cette année à se séparer de l'URSS. Ils ont encore un long chemin à parcourir avant de retrouver indépendance véritable et prospérité.

A l'Est, les Républiques baltes étaient traditionnellement considérées comme les plus prospères de l'Union soviétique; malgré leurs efforts d'industrialisation au niveau de vie, les dirigeants de l'URSS avaient toléré que le revenu par tête soit deux fois plus élevé dans la région balte que dans les Républiques les plus pauvres d'Asie centrale et que les habitants de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie recevaient des salaires supérieurs de 25 % à la moyenne soviétique.

Une compensation bien faible au regard du désastre économique provoqué par la soviétisation des économies baltes, et qui n'a pas réussi à vaincre les aspirations nationales. Depuis deux siècles, l'histoire des pays baltes est liée de très près à celle de la Russie, et malgré leur indépendance, Lituanie, Lettonie et Estonie ne peuvent s'abstenir de maintenir des liens économiques étroits avec le voisin de l'Est.

C'est l'empire russe qui, après l'annexion des territoires baltes au dix-huitième siècle, avait amorcé l'industrialisation du pays. A la veille de la première guerre mondiale, Riga, capitale de la Lettonie,

était devenue le troisième centre industriel de la Russie. Les jeunes et éphémères démocraties de l'après-guerre eurent le temps d'amorcer une réforme agraire qui visait à briser les grands propriétaires terriens. Mais l'épisode démocratique fut bien trop court – vingt ans à peine – pour permettre l'épanouissement de structures économiques modernes.

Résultat : aux critères occidentaux, l'économie des pays baltes paraît bien misérable, avec son agriculture insuffisamment performante et son appareil industriel mal adapté, tant à la demande interne qu'aux marchés extérieurs. Son industrie légère, célèbre en URSS, semble très obsolète au regard occidental; qu'il s'agisse de l'informatique, des centraux téléphoniques, des téléviseurs, ou même des produits chimiques, la production n'est plus adaptée aux standards internationaux, et le seul acheteur potentiel, l'URSS, ne renouvelle plus les contrats.

Un apport étranger

Il faut donc se moderniser, diversifier la production. Une transition difficilement concevable sans apport technologique et financier étranger. Les pays baltes se trouvent actuellement dans une situation particulièrement périlleuse. Tous ont projeté, dès 1986-1987, une libéralisation rapide de leurs structures économiques, incluant privatisations, ventes aux étrangers, insertion dans le commerce mondial; tous ont ébauché la création d'un système bancaire à l'occiden-

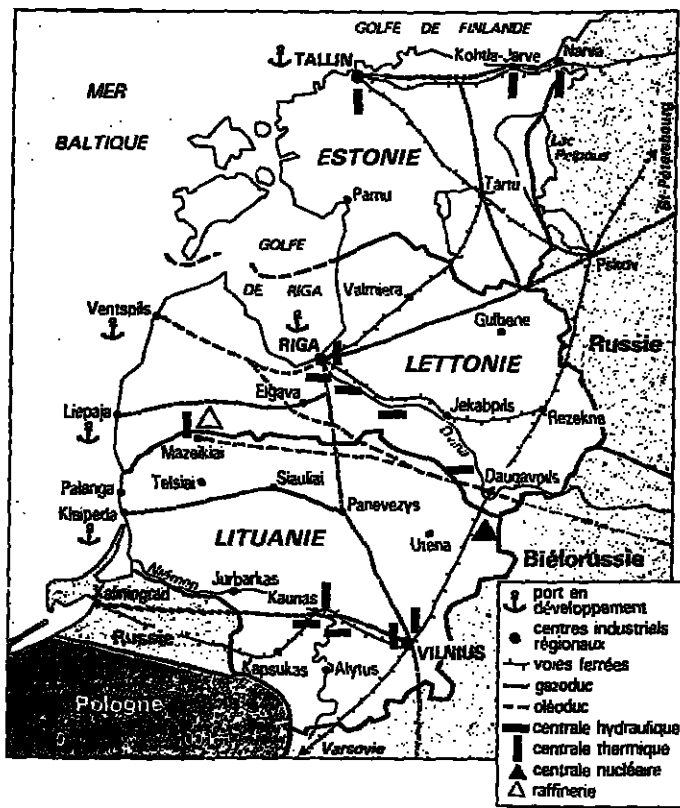
taille, préparé l'introduction de leur propre monnaie.

Mais en l'absence d'accord commercial et douanier avec l'URSS, ils hésitent à s'engager dans ces transformations, redoutant les faillites en chaîne, les acquisitions par des intérêts russes d'entreprises nationales, et surtout l'interruption des liens commerciaux qui, depuis plusieurs siècles, notamment dans le cadre de la Ligue hanséatique (1), constituent le fondement de la puissance économique balte. Les graves conséquences de l'embargo économique décrété par Moscou à l'égard de la Lituanie au printemps de 1990 illustrent l'extrême dépendance des trois nouveaux Etats.

Face à ces contraintes, les pays baltes disposent-ils d'atouts sur lesquels asseoir leur développement économique? Celui des flux commerciaux est primordial: les trois capitales estiment qu'elles doivent miser sur leur rôle de relais économique et humain entre les pays occidentaux et la Russie.

En ce qui concerne l'énergie, il est vital que les trois pays, la Lituanie surtout, conservent de bonnes relations avec l'URSS; les pays baltes sont très pauvrement dotés de ressources naturelles, les schistes bitumineux de l'Estonie mis à part. La raffinerie de Mazekiai, située à la frontière de la Lituanie et de la Lettonie, a besoin du pétrole soviétique pour continuer à fonctionner. L'Estonie exporte actuellement en Russie de l'électricité produite à partir de schistes bitumineux, ce qui constitue une source importante de revenus potentiels.

Les pays baltes doivent profiter



(Source : « L'URSS, régions et nations », de Jean Rodvany, Masson, 1990.)

de leur situation géographique et de leurs infrastructures de transports, relativement bonnes par rapport aux standards soviétiques, qu'il s'agisse du rail, des ports (surtout ceux de Tallin ou Riga) ou du terminal pétrolier lituanien. Le projet de « Via Baltica », axe routier descendant de la Finlande à l'Autriche, est par ailleurs prometteur.

Des lois libérales

Les responsables des trois pays entendent également jouer le rôle de tête de pont pour les investisseurs occidentaux désirant s'implanter en URSS, et les trois Parlements ont adopté des lois très libérales sur l'investissement étranger, ou sont sur le point de le faire. Encore faudra-t-il que l'ancien

empire soviétique réussisse à attirer les gens d'affaires des pays industrialisés, pour l'instant effrayés par la désintégration du système et les risques de conflits.

Enfin, l'atout agricole ne peut être négligé. Avant la seconde guerre mondiale et l'invasion par l'Union soviétique, les pays baltes étaient, malgré la pauvreté de leurs terres, essentiellement des économies agricoles: 70 % de la population vivaient à la campagne. En 1987, selon les statistiques soviétiques, 13 % des Estoniens, 15 % des Lettons et 18 % des Lituanais étaient employés dans l'agriculture, des pourcentages inférieurs à la moyenne soviétique (19 %). Si les Républiques baltes contribuent à la production totale de l'URSS à hauteur de 3 % à peine, leur part dans

la production de viande s'élève à 6 %.

Disposant d'un marché intérieur minuscule (8 millions d'habitants à peine), les trois nouvelles Républiques ne peuvent que s'appuyer sur leurs voisins, d'autant que leurs économies, loin d'être complémentaires, sont au contraire très semblables. L'Estonie tente de resserrer ses liens avec la Finlande, et de nombreux industriels du pays n'hésitent pas à proposer leur main-d'œuvre.

Les risques de tensions ne sont pas négligeables, la Finlande étant confrontée à une très forte récession, qui a récemment contraint les salariés à accepter une diminution de leurs revenus. Les propositions de sous-traitance faites par les Estoniens aux industriels finlandais, le développement du travail frontalier, ne sont pas forcément bien vus par les syndicats d'Helsinki.

Dans l'ensemble, les voisins baltes ne ménagent pas leurs efforts pour aider les pays baltes à relancer leur économie. La création d'une banque balte d'investissement, financée par les cinq pays nordiques voisins des Baltes, a été annoncée récemment. La solidarité entre anciens membres de la Ligue hanséatique pourrait être le moteur du décollage économique des Etats baltes.

FRANÇOISE LAZARE

(1) La Ligue hanséatique s'est développée au Moyen Âge comme une confédération politique et commerciale, dominant le transport des marchandises dans toute l'Europe du Nord. Tallin et Riga appartenaient à la Hanse, aux côtés d'une soixantaine de villes situées entre l'Atlantique et la Russie.

L'énergie en URSS

Assumer l'interdépendance

La dislocation de l'empire rendra encore plus nécessaires les échanges internes et renforcera la domination de la Russie

par Nicole Jestin-Fleury

MALGRÉ l'ampleur de ses ressources, la situation énergétique de l'Union soviétique se dégrade depuis 1988: déclin de la production de pétrole brut et de charbon, ralentissement de la progression de celle de gaz naturel, remise en cause partielle du programme nucléaire, opposition croissante à de nouveaux projets hydroélectriques... Un flux net d'exportations de combustibles fossiles a néanmoins pu être maintenu à ce jour, favorisé par une baisse sensible de la consommation intérieure et la possibilité nouvelle offerte aux opérateurs soviétiques d'accéder aux devises.

Le remodelage politique de l'URSS en Républiques dites « indépendantes » ne modifie en rien la nécessité d'effectuer des échanges, à la fois avec l'extérieur de l'Union, et entre les Républiques elles-mêmes. Leur développement doit au contraire s'intensifier pour aboutir à la satisfaction des besoins de l'ensemble de ces nouveaux partenaires économiques.

En outre, les problèmes supportés par le programme nucléaire – qui, mis en place pour répondre aux besoins en électricité des zones privées d'hydrocarbures, couvrait encore plus de 12 % de l'ensemble de la production électrique soviétique en 1990 – constituent un autre facteur

de développement de ces échanges. Pour pallier les éventuelles ruptures d'approvisionnement qui résulteraient de ces difficultés, il faudra en effet, soit construire de nouvelles centrales thermiques alimentées par des flux de gaz ou de fioul, soit importer directement de l'électricité de Républiques voisines. La relative homogénéité de l'immense espace économique que constituait l'Union fera donc place à un marché de transit énergétique dont il reviendra à chaque République de déterminer les conditions.

Les droits de transit

Si la nature et l'ampleur des échanges ne doivent pas être modifiées, leur valeur, en revanche, sera influencée par le passage progressif de la structure actuelle de prix administrés vers une valorisation aux coûts réels. Dans ce contexte, l'ouverture à l'économie de marché modifiera le solde commercial de la plupart des Républiques et, par conséquent, en particulier à la Russie, d'augmenter son équilibre commercial – aujourd'hui déficitaire – dans ses échanges avec les autres Républiques; enclavée au sein de l'empire, la Russie devra néanmoins payer d'importants droits de transit aux Républiques voisines, ce qui atténuera les gains escomptés.

La Russie, avec moins de 52 % de la population mais près de 80 % de la

superficie de l'Union, concentrait en 1990 l'essentiel de la production soviétique de combustibles fossiles: 91 % du pétrole, près de 80 % du gaz naturel, 55 % du charbon et près de 63 % de la production d'électricité dont une grande part d'origine nucléaire dans la partie occidentale de la Russie. Seconde République par le nombre d'habitants, l'Ukraine abrite 18 % de la population sur moins de 3 % de la surface totale. Si près du quart du charbon soviétique y est encore produit, sa pauvreté en pétrole et gaz naturel a suscité le développement d'un programme nucléaire, seul susceptible de répondre à la rapide progression de ses besoins en électricité et qui représente plus de 35 % de la capacité nucléaire de l'ensemble de l'Union.

L'essentiel du complément de combustibles est produit dans les Républiques bordant la mer Caspienne, en particulier au Kazakhstan, en Azerbaïdjan et au Turkménistan pour le pétrole et en Ouzbékistan pour le gaz naturel. L'ensemble de ces quatre Républiques représentait 8 % de la production soviétique de pétrole et près de 18 % de celle de gaz naturel en 1990. Les autres Républiques n'ont quasiment aucune ressource propre en combustibles fossiles; c'est notamment le cas de la Moldavie, de l'Arménie et des pays baltes, à l'exception d'une production d'huile de schiste en Lituanie qui lui permet de produire de l'électricité dont elle

exporte le surplus vers la Russie et la Lettonie.

Cette prédominance de la Russie comme puissance pétrolière et gazière s'est accrue parallèlement à l'effondrement de l'Ukraine, qui assurait encore en 1970 près de 4 % de la production de pétrole et 31 % de celle de gaz naturel. L'évolution est liée au développement de l'exploitation en Sibirie occidentale dont la production entre 1970 et 1990 s'est trouvée multipliée par 11 pour le pétrole et plus de 50 pour le gaz naturel.

La localisation géographique des dernières découvertes devrait encore renforcer, à moyen terme, le poids de la Russie en tant que fournisseur des autres Républiques: en effet, selon le ministère de la géologie, sur les 396 découvertes de champs pétroliers ou gaziers faites entre 1986 et 1990 (sans indication sur leur taille), 77 % appartenaient à la Russie – dont plus de la moitié à la Sibirie occidentale – le reste étant partagé entre l'Ukraine (11 %), le Kazakhstan (5,5 %) et les autres Républiques d'Asie centrale (5 %). Pour le gaz naturel, c'est encore en Russie que sont prévus les plus grands développements à long terme, en particulier les trois champs géants de Yamal en Sibirie orientale qui, découverts en 1960, devraient être progressivement exploités à partir de 1995 et produire jusqu'à 240 milliards de mètres cubes par an à compter de l'an 2000.

Lire la suite page 22

► Economiste.

MBA BILINGUE DE L'ISA LE TREMPIN DES DECIDEURS EUROPEENS.



Vous avez décidé de donner un coup d'accélérateur à votre carrière. L'ISA vous propose, au sein du Groupe HEC, un MBA européen bilingue, en 16 mois. Cette formation supérieure au management sera votre passeport pour entrer dans le cercle très fermé des vrais décideurs. Chaque année, 1 300 postes de haut niveau sont offerts aux 120 diplômés ISA.

Réunions d'information : PARIS Jeudi 28 Novembre 1991 Vendredi 16 Janvier 1992 à 18 h 30 Cercle France-Amérique, 1^{er} étage 9, av. Franklin Roosevelt Paris 8^e, Métro : Franklin Roosevelt

Admission sur dossier, tests, entretien. Conditions : diplôme d'enseignement supérieur et/ou expérience de cadre.



Pour tous renseignements, écrivez ou téléphonez : Groupe HEC Institut Supérieur des Affaires, Service des Admissions 78351 Jouy-en-Josas cedex. Tél. : (1) 39 67 73 79 ou (1) 39 67 73 82

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

مكتبة من الأصول

هنا في الجبل

CHAMPS ECONOMIQUES

L'énergie

Assumer l'interdépendance

Suite de la page 21

A plus long terme, c'est autour de la mer Caspienne que se trouverait l'essentiel des ressources fossiles complémentaires de l'URSS. Ainsi le champ de Tengiz dans le Kazakhstan apparaît comme le plus grand réservoir à développer en URSS avec des réserves récupérables estimées aujourd'hui à 7,3 milliards de barils de brut (10 % des réserves totales de l'URSS en pétrole brut) auxquels s'ajoute du gaz associé. La production potentielle en provenance de ce champ pourrait atteindre, selon de récentes estimations, près de 1 million de barils par jour d'ici à la fin du siècle. Découvert en 1987 dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne, le champ Azeri pourrait, quant à lui, abriter plus de 2 milliards de barils de brut en réserve.

Avec une telle localisation des ressources, hormis la Russie, seules trois des quinze Républiques qui constituaient l'URSS étaient excédentaires en énergie en 1990 : l'autonomie énergétique, calculée comme le rapport entre la production intérieure d'énergie primaire et la consommation, s'élevait ainsi jusqu'à 650 % au Turkménistan, 146 % en Russie, 127 % au Kazakhstan et 104 % en Azerbaïdjan, les autres Républiques étant

déficitaires. Cette situation a rendu nécessaires, ou possibles, des échanges énergétiques vers l'extérieur de l'Union et entre les Républiques, encouragés par une répartition complémentaire en certains produits de base - agricoles par exemple - qui favorisait et favorisait encore des accords de troc.

N'ayant aucune frontière commune avec les pays de l'Est, la Russie est condamnée à faire transférer l'essentiel de ses exportations à travers les Républiques voisines : l'Ukraine et la Moldavie pour ses exportations vers la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie ; la Biélorussie ou les Pays baltes pour ses exportations vers la Pologne ou la partie orientale de l'Allemagne. Le reste des exportations de la Russie transite par les deux ports qu'elle possède sur la mer Noire, à savoir Novorossiysk et Touapse, les trois autres ports d'exportation de l'URSS étant Ventspils et Klaipėda dans les Républiques baltes, et Odessa en Ukraine.

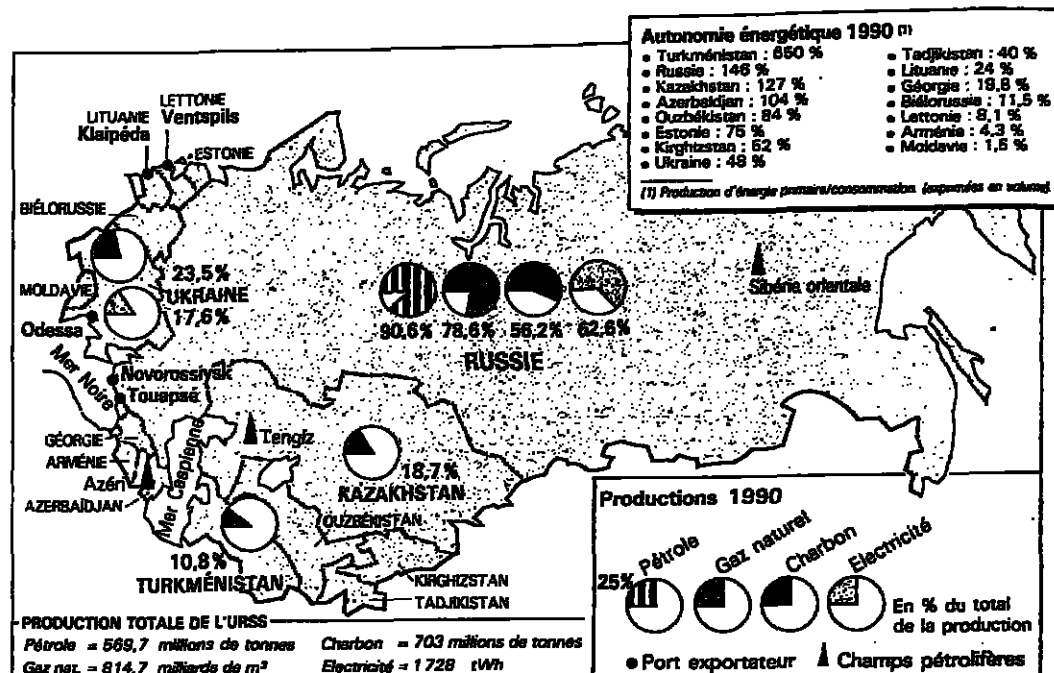
L'essentiel des liaisons directes entre un importateur européen et un producteur russe ne pourra donc se faire qu'avec l'accord des Républiques susceptibles d'autoriser le transit, et la perception de droits de transit deviendra pour celles-ci une source de devises. C'est le cas de la

Lettonie, qui a d'ores et déjà fixé ses tarifs : pour les 19 millions de tonnes de pétrole russe qui transitent chaque année à travers le terminal de Ventspils, la Lettonie perçoit aujourd'hui 4 à 5 dollars par tonne pour la moitié du volume exporté et 4 roubles par tonne pour l'autre moitié.

L'Estonie, quant à elle, afin de concurrencer les deux autres Républiques baltes, lancera l'an prochain, avec une compagnie finlandaise, la construction d'un terminal pétrolier à Tallin dont la mise en service est prévue pour 1994. Comme le port lituanien de Klaipėda, il sera exclusivement consacré au commerce de produits pétroliers. L'Estonie, assurée de recevoir des produits pétroliers de Russie en échange d'une partie de l'électricité excédentaire que produit sa centrale thermique à l'huile de schistes, assurera ainsi à ces produits russes, via Tallin, une voie directe d'exportation vers les marchés occidentaux ou la Pologne.

L'orientation des Républiques baltes vers le transit de produits pétroliers en provenance de Russie (gazole en particulier) se trouvera ainsi renforcée. Les trois autres Républiques exportatrices de combustibles, à savoir le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, qui ne commercent pas encore directement avec l'Occident, sont néanmoins susceptibles de le faire, notamment à travers les ports russes de la mer Noire, auxquels elles sont reliées par des oléoducs.

Les échanges entre Républiques ont nécessité la mise en place d'un véritable maillage de tout le territoire soviétique en lignes électri-



ques, mais aussi en pipelines transportant du gaz naturel, du pétrole brut ou des produits pétroliers. Au début de l'utilisation intensive du pétrole en URSS, et jusqu'aux années 70, les raffineries se sont installées, par priorité, auprès des centres de production de pétrole brut qui étaient aussi des centres de consommation. Par la suite, certaines Républiques se sont lancées dans le raffinage de brut produit dans d'autres Républiques : c'est le cas de l'Ukraine, dont on pouvait estimer la capacité de raffinage à 63 millions de tonnes par an en 1989, alors que sa production de brut était réduite à 5 millions de tonnes par an.

Ces vingt dernières années, la construction de raffineries ne s'est pas faite dans les zones nouvelles de production de brut, comme la région aride de Sibirie, faiblement peuplée, ce qui a entraîné de nouveaux mouvements d'hydrocarbures à l'intérieur même de la Russie : le brut produit à l'est venant vers les raffineries de Russie occidentale ou d'Ukraine, alors qu'une partie des produits repartait vers l'est. Ces mouvements se maintiendront même si les complexes pétrochimiques dont la construction est prévue en Sibirie occidentale utilisent une partie de la production locale de brut (ou de gaz naturel).

On comprend mieux, dans ces conditions, que la Russie puisse être perçue actuellement par ses habitants comme subventionnant le développement des Républiques périphériques en leur livrant de l'énergie à un prix bien en dessous des prix du marché, alors qu'elle supporte de lourdes importations agricoles et industrielles.

L'intervention croissante des compagnies internationales dans l'exploration et le développement de champs pétroliers en URSS accélérera la mise en place des « prix du marché ». Ceci sera nécessaire, car si le ministère du pétrole et du gaz a pu développer à ce jour des champs découverts par le ministère de la géologie, les coûts d'exploration étant « couverts » par les subventions de l'Etat, il n'en sera plus de même demain. Les compagnies opératrices devront restaurer leur activité en supportant l'ensemble des coûts, ce qui supposera, outre le choix de devises convertibles, une valorisation aux prix du marché.

Au-delà du redressement de la balance commerciale de la Russie, la montée progressive des prix du brut à la tête de puits permettra, à terme, le développement de nouveaux champs dans des zones plus

difficiles de Sibirie occidentale ou orientale. Si ce prix est déjà passé en moyenne de 23 à 70 roubles par tonne au 1^{er} janvier dernier, soit de 3 à 9,5 roubles par baril, ce prix reste encore très inférieur au prix international : celui-ci peut être estimé, aujourd'hui, à près de 250 roubles par tonne en retenant une convertibilité du rouble de 1,8 rouble pour 1 dollar.

La dislocation de l'Empire en une mosaïque d'Etats « indépendants » - ou souverains - et l'encouragement aux investissements, favorisé par l'introduction de l'économie de marché, pourraient améliorer à terme les perspectives énergétiques de cette partie du monde riche en combustibles fossiles. La position dominante de la Russie devrait s'en trouver renforcée tant face aux Républiques voisines qu'à l'égard du monde occidental, pour lequel elle deviendra un partenaire de poids, libéré de contraintes d'équilibre commercial. Indéniablement, cette évolution ne sera cependant pas immédiate : l'existence, au sein même de la République de Russie, d'une multiplicité de districts autonomes fait en effet peser la menace de rivalités internes dont on a vu récemment les effets désastreux à l'échelle de l'ex-Union.

NICOLE JESTIN-FLEURY

PRÉFECTURE DE LA VIENNE
DIRECTION DES AFFAIRES
DÉCENTRALISÉES
DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE
3^e Bureau

PRÉFECTURE DES DEUX-SÈVRES
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS
LOCALES
1^{er} Bureau

AVIS AU PUBLIC

relatif à l'enquête publique portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction, par EDF, de la ligne électrique à deux circuits 400 kV Valdivienne (Vienne) Granzay-Gript (Deux-Sèvres) et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIPT, MOUGON, PRAHECQ et THORIGNÉ nécessaire pour permettre la réalisation de cet ouvrage

Le préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, et le préfet des Deux-Sèvres, conformément à l'arrêté interpréfectoral du 24 septembre 1991, informent le public de l'ouverture d'une enquête portant :
- sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne électrique à deux circuits 400 kV Valdivienne (86) Granzay-Gript (79), sollicitée par Electricité de France et sur l'étude d'impact de ce projet ;
- sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIPT, MOUGON, PRAHECQ et THORIGNÉ dans le département des Deux-Sèvres, nécessaire pour permettre la réalisation de cet ouvrage.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :

- M. Louis BOUILLON, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite, demeurant à LA COURONNE (Charente), président de la commission ;
- M. Roger FRAIGNEAU, ingénieur agronome en retraite, demeurant à NIORT (Deux-Sèvres) ;
- M. Jean BIGET, géomètre expert foncier, demeurant à SAINT-BENOIT (Vienne).

La préfecture des Deux-Sèvres à NIORT est désignée comme siège de l'enquête et de la commission d'enquête.

Le dossier d'enquête relatif à la demande d'utilité publique décrivant le projet et comprenant notamment l'étude d'impact et le registre d'enquête sera déposé :

Dans le département des Deux-Sèvres

- à la préfecture des Deux-Sèvres à NIORT,
- aux mairies de GRANZAY-GRIPT, FORS, AIFRES, PRAHECQ, SAINTE-BLANDINE, MOUGON, THORIGNÉ, CELLES-SUR-BELLE, VITRE, BEAUSSAIS, LA COUARDE, EXOUDUN, SEPVRET, CHEY, CHENAY, VANÇAIS, ROM.

Dans le département de la Vienne

- à la préfecture de la Vienne à POITIERS,
- à la sous-préfecture de MONTMORILLON,
- aux mairies de SAINT-SAVANT, PAYRE, VIVONNE, VOULON, CHATEAU-LARCHER, MARNAY, SAINT-MAURICE-LA-CLOÛÈRE, VERNON, SAINT-LAURENT-DE-JOURDES, VERRIÈRES, MAZEROLLES, CIVAUX, VALDIVIENNE.

Par ailleurs, chacun des dossiers relatifs à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIPT, MOUGON, PRAHECQ et THORIGNÉ sera déposé à la mairie de la commune concernée.

La consultation du dossier et le dépôt des observations sur les registres pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête du 18 novembre au 20 décembre 1991 inclus, aux jours et heures d'ouverture des bureaux des préfectures, de la sous-préfecture et des mairies mentionnées ci-dessus.

Les observations écrites pourront être adressées au président de la commission d'enquête, préfecture des Deux-Sèvres, direction des relations avec les collectivités locales, 1^{er} bureau, rue Duguesclin 79021 NIORT Cedex.

En outre, les observations du public seront reçues personnellement par la commission d'enquête ou par l'un des membres de celle-ci aux dates et lieux suivants :

- par la commission d'enquête le LUNDI 25 NOVEMBRE 1991 de 14 h à 16 h 30 à la préfecture de NIORT ;
- par un membre de la commission d'enquête, le VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1991 de 14 h à 16 h 30
- à la mairie de PRAHECQ (79)
- à la mairie de CHENAY (79)
- à la mairie de SAINT-MAURICE-LA-CLOÛÈRE (86) ;
- par un membre de la commission d'enquête, les MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1991, JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991 et VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1991 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- à la mairie de CELLES-SUR-BELLE (79)
- à la mairie de VIVONNE (86)
- à la mairie de CIVAUX (86)

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant la durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la préfecture des Deux-Sèvres, à la préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de MONTMORILLON et dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête. Cette demande devra être adressée obligatoirement au préfet des Deux-Sèvres, direction des relations avec les collectivités locales, 1^{er} bureau, ou au préfet de la Vienne, direction des affaires décentralisées, de l'urbanisme et du cadre de vie, 3^e bureau.

Les compagnies internationales

Cependant, une valorisation des échanges entre Républiques aux prix mondiaux renforcera la domination de la Russie. Avec le système actuel des prix, la valeur des échanges dépend des structures productives de chaque République, selon qu'elle est spécialisée dans l'exploitation de matières premières à prix intérieurs bas ou qu'elle exporte des produits industriels à prix intérieurs élevés. Ainsi les Républiques ayant les déficits les plus importants dans leurs échanges intérieurs exprimés en roubles sont la Russie et le Kazakhstan (respectivement 33,3 et 7,3 milliards de roubles en 1988), les seules Républiques excédentaires étant la Biélorussie (2 milliards de roubles) et l'Azerbaïdjan (1,1 milliard de roubles).

Lorsqu'on exprime les échanges aux « prix mondiaux » à volume inchangé, la seule République excédentaire est la Russie (30,8 milliards de roubles), alors que le Kazakhstan apparaît avec un déficit réduit (6,6 milliards de roubles). La Biélorussie et l'Azerbaïdjan, dont l'excédent est aujourd'hui basé sur un solde industriel positif élevé, se retrouvent, elles aussi, déficitaires.

DIRECTION GENERALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants et experts reconnus

800 HEURES DÉCISIVES POUR VOTRE CARRIÈRE

CPA - Plein Temps
jouy en Josas

Programme "résidentiel" de 12 semaines dont 2 à l'étranger.
Prochaines sessions :
Printemps : 30 mars / 19 juin 1992
Automne : 28 septembre / 18 décembre 1992

CPA

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
AU
60.19.25.19
Marie-Christine Deumare

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

"Zéro Impôt"

Pour mieux gérer mon entreprise, il me faut ce livre... Aidez-moi.*



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Zéro Impôt

CHAMPS ECONOMIQUES

en URSS

Maîtriser la consommation

La course à la puissance a entraîné une exploitation sans limite de ressources naturelles souvent gaspillées

par Bernard Lapouche

PARMI les urgences économiques les plus pressantes citées en URSS figure l'augmentation de la production d'énergie. On imagine immédiatement les grandes sociétés occidentales se précipiter pour forer des trous, construire des gazoducs : l'URSS, « échangeant » ses matières premières contre la technologie moderne pour « reconstruire » le pays, ce serait tellement commode... Il est vrai que le système énergétique soviétique bat de l'aile, que certains secteurs sont au bord de la pénurie (y aura-t-il assez de charbon cet hiver ?) et que le pays a cruellement besoin de devises que lui apportent, à peu près seules, les exportations énergétiques.

Il faut certes moderniser le système de production et de transport et le rendre plus efficace, mais il faut surtout réviser entièrement le système de consommation qui est certainement le plus gaspilleur de la planète. La maîtrise des consommations d'énergie a, en URSS, un champ d'action tellement considérable que, sans elle, le redressement économique ne se fera pas. Appliquée avec une volonté politique sans faille, elle sera par contre un facteur décisif de modernisation, d'augmentation du confort, du niveau de vie et de la productivité, ainsi que de restauration de l'environnement.

Ce qui frappe d'abord dans le système énergétique soviétique est l'abondance et la diversité de sa production et l'importance de ses ressources : l'URSS est le premier

sources énergétiques de l'Europe - c'est encore plus vrai pour le Japon - l'a obligée à beaucoup mieux utiliser l'énergie que les autres, ce qui lui donne un avantage en termes de compétitivité générale de son économie, transformant ainsi cette infériorité en atout. Les Européens se sont également montrés prudents dans le développement des moyens de production. Seuls les dirigeants français, fascinés par le gigantisme, ont donné dans le gigantisme avec le programme électronucléaire.

La situation a cependant très nettement évolué aux États-Unis à partir du premier choc pétrolier et avec la dépendance croissante de ce pays vis-à-vis de l'importation de pétrole : entre 1974 et 1988, les États-Unis ont pratiquement stabilisé leur consommation d'énergie moyenne par habitant en améliorant l'utilisation de l'énergie : l'intensité énergétique a considérablement baissé sur cette période. En URSS, malgré l'affichage officiel de programmes d'économies d'énergie, cette intensité n'a cessé de croître durant la dernière décennie.

La mauvaise utilisation de l'énergie peut être constatée de façon tangible et quotidienne dans tous les secteurs d'activité - tout particulièrement dans le chauffage des locaux, qui représente des consommations considérables et des pertes colossales d'énergie - que ce soit dans le système de production ou de transport. En janvier, à Moscou, il faut ouvrir les fenêtres de la chambre d'hôtel toute la nuit car la température intérieure est de 30 °C, et il n'y a pas de réglage possible. On peut aussi suivre le tracé du réseau de chauffage urbain le long des trottoirs car la neige a fondu

Les économies d'énergie ont fait l'objet d'importantes décisions dans le passé mais, de l'aveu même des responsables soviétiques, ces décisions n'ont abouti qu'à de piètres résultats et l'intensité énergétique n'a cessé de croître. La première raison de ces échecs, considérée comme la principale, sinon la seule, par les tenants de l'économie de marché, tient aux prix de l'énergie qui sont extrêmement bas et ne reflètent pas les coûts de production : les produits énergétiques sont considérés comme des produits de base indispensables et par conséquent subventionnés. Il est donc exact que le consommateur, de l'industriel au ménage, n'avait (n'a toujours pas) aucune incitation à économiser l'énergie.

Des programmes décentralisés

C'est un enseignement à retenir pour l'avenir car le processus d'ajustement des prix est un processus lent qui doit aller de pair avec une politique d'ajustement des salaires et en parallèle avec les évolutions du système de production. Faire payer au consommateur le coût économique d'un chauffage urbain obsolète et plein de fuites

n'est pas correct : il faudra lui faire payer ce coût lorsque le système de chauffage sera rationnel et optimisé. Il ne faut donc pas attendre les bons prix pour lancer des programmes de maîtrise de l'énergie.

L'échec majeur provient en fait du système de décision et de centralisation qui ne permettait aucune initiative ni aucune responsabilité. Un programme d'économies d'énergie était décidé par le Gosplan (Organisme central de planification) qui répartissait de façon administrative les économies à réaliser entre les ministères et les entreprises sous forme de taux de réduction de consommation à atteindre, le système des quotas. En parallèle, le Gosplan confiait au Gosnab (Organisme central chargé de la production industrielle) le soin de veiller à la production des équipements nécessaires pour réaliser les objectifs fixés. Peu de moyens lui étaient donnés pour ce faire car la priorité était toujours accordée à la production d'énergie.

Le système se bloque alors très vite : chacun triche pour ne pas respecter les normes et prend prétexte, le plus souvent avec raison, de l'absence d'équipements adaptés pour ne rien faire. Enfin, et ce n'est pas

le moindre obstacle, tout le monde et personne ne s'occupe de l'utilisation rationnelle de l'énergie : puisque c'est important, il faudrait que chaque branche d'activité l'intègre dans ses préoccupations. En fait, ce n'est prioritaire pour personne. Pas un organisme n'a la responsabilité d'établir des programmes, ni surtout d'en organiser la mise en œuvre.

La maîtrise de l'énergie n'est qu'un exemple, bien que très important, des difficultés de l'URSS à modifier le fonctionnement de son économie. La démarche nécessaire ne repose pas sur les mirages de la « privatisation » ou de la « vérité des prix » trop mis en avant par les Occidentaux et furieusement à la mode dans les pays de l'Est, ni même sur le concept trop global d'économie de marché. La réussite d'une évolution qu'il s'agit de construire et pour laquelle il n'y a pas de recettes dépend au premier chef de la décentralisation des décisions, des responsabilités, des moyens, de la mise en œuvre des programmes, etc.

L'évolution politique fait que cette décentralisation va exister au niveau des Républiques, mais il est

à peu près certain que la République de Russie ne s'en sortira que si elle abandonne l'illusion d'organiser les choses à partir de Moscou : on ne saurait trop lui conseiller de créer très vite une quarantaine de régions, dotées de parlements et de gouvernements locaux, travaillant près des citoyens et avec eux. D'où vient le dynamisme économique de l'Allemagne, si ce n'est de l'existence des Länder ?

Une telle transformation est particulièrement adaptée à la maîtrise de l'énergie, qui demande une action proche des industriels, des villes, des zones rurales, avec des solutions spécifiques adaptées aux besoins et aux conditions locales. Il faut donc, sans attendre, créer des institutions régionales autonomes chargées de mettre en œuvre des programmes de maîtrise de l'énergie avec tous ces partenaires. Une structure nationale légère devra être mise en place pour assurer la prise en compte de la maîtrise de l'énergie et coordonner la coopération internationale.

► Expert en énergie.

Le commerce extérieur de l'énergie

	Etats-Unis	URSS	CEE
Charbon	+ 82	+ 18	- 85
Pétrole	- 370	+ 172	- 414
Gaz naturel	- 31	+ 78	- 78
Electricité	- 1	+ 3	- 2
TOTAL	- 340	+ 269	- 558

Source : ENERDATA, 1989.

Les importations ont le signe -, les exportations le signe +. En millions de tonnes (tonnes d'équivalent-pétrole) (1).

(1) Une tonne de charbon = 0,85 TEP en moyenne ; 1 000 mètres cubes de gaz = 0,82 TEP ; 1 tonne d'essence = 10 000 TEP. Pour l'électricité, 1 000 kWh à la production = 0,223 TEP et la consommation = 0,085 TEP.

producteur mondial de pétrole et de gaz naturel, le troisième producteur de charbon. Les réserves pétrolières représentent 8 % des réserves mondiales ; les réserves gazières, 40 %, et les réserves de charbon près de 30 %.

L'URSS est donc a priori dans une situation énergétique très favorable qui lui permet d'être exportateur net d'énergie : ses exportations représentent 19 % de sa consommation totale. Cependant, les États-Unis importent 18 % de leur consommation, et l'Europe des Douze 51 %. Abondance donc, supériorité apparente, mais fragilité économique.

Les consommations d'énergie par habitant sont très contrastées : celle des États-Unis (7,7 tep) est plus du double de celle de la CEE (3,4 tep), et l'URSS (4,9 tep) se situe entre les deux. Mais ces consommations ne correspondent pas aux différences de niveaux économiques, ce qui se voit bien avec les intensités énergétiques (rapports de la consommation d'énergie au produit intérieur brut) : pour 1 000 dollars de PIB, l'URSS consomme trois fois plus d'énergie (0,89 tep) que l'Europe (0,35 tep), les États-Unis deux fois plus (0,53 tep).

Une idéologie productiviste

Le climat beaucoup plus rigoureux et les énormes distances, aux États-Unis comme en URSS, expliquent, certes, une partie de l'écart, mais l'essentiel provient d'une plus mauvaise utilisation de l'énergie au niveau de la consommation. Cela tient, malgré les profondes différences des systèmes économiques, à l'abondance des ressources des deux géants comparées à celles de l'Europe et à une idéologie productiviste qui a dominé et domine encore aussi bien le système capitaliste que le système à planification centralisée. La priorité a toujours été donnée à l'augmentation de la production au détriment des actions améliorant l'efficacité de la consommation. La course au profit et la course à la puissance se rejoignent, au moins pour le court terme, dans l'exploitation sans limites des ressources naturelles.

En revanche, la faiblesse des ressources, au-dessus des passages des tuyaux.

L'URSS, à cause de ses excès et de son incapacité à maîtriser les conditions de production et surtout de consommation d'énergie, se retrouve, avec ses ressources gigantesques, dans la position la plus difficile. L'état d'esprit productiviste qui a marqué toute l'histoire économique soviétique est toujours présent dans les instances officielles, fortement tempéré cependant par les contraintes économiques et surtout écologiques.

Le pays consacre 40 % de ses investissements productifs au secteur énergétique. Il doit en parallèle effectuer des investissements considérables pour la modernisation de son industrie et pour l'amélioration du niveau de vie de la population (logements, services sociaux, systèmes de transport, alimentation...).

Il y a un potentiel considérable pour la maîtrise des consommations d'énergie, que ce soit sur les installations existantes qui demandent à être réhabilitées (isolation des bâtiments, réglage des systèmes de chauffage, reconversions et modernisations industrielles...), ou sur toutes les nouvelles installations qu'il s'agit d'implanter dans les conditions optimales (équipements industriels, nouveaux logements, systèmes de transports, appareils électroménagers...). Les experts soviétiques, notamment de l'Académie des sciences, ont pour chaque secteur d'activité et pour l'ensemble de l'économie, effectué des évaluations des potentiels d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le chiffre d'environ 280 millions de tep (tonnes d'équivalent pétrole) d'économies réalisables par rapport à la poursuite des tendances actuelles est cité comme objectif réaliste à l'horizon de dix ans. Cela paraît considérable, mais que l'on se souvienne que la France, qui consomme aujourd'hui environ 200 millions de tep d'énergie primaire, soit sept fois moins que l'URSS, a réalisé, entre 1974 et 1989, environ 40 millions de tep d'économies annuelles. On aboutit au même ordre de grandeur, alors que la consommation d'énergie de la France en 1973 était quand même plus sobre que celle de l'URSS aujourd'hui.



Volez vers Barcelone dans une forme olympique.

(Paris-Barcelone. Non Stop)

Cette année, Barcelone sera l'une des capitales les plus courues d'Europe. Ses activités industrielles, ses festivités culturelles, ses architectures des plus classiques aux plus folles, ses restaurants et ses bars à tapas qui animent Las Ramblas attireront des milliers d'hommes d'affaires et de touristes auxquels s'ajoutera bientôt le public des Jeux Olympiques. Bref, Barcelone est une ville turbulente, pleine de mouvement et de vie. Et pour vous préparer à l'euphorie catalane, Meridiana Air vous emmène à Barcelone dans le plus grand confort. En effet, depuis le 4 novembre Meridiana Air propose un nouveau vol direct quotidien de Paris-Orly à Barcelone. Meridiana Air est la seule compagnie aérienne privée qui vous fait voyager sur sa prestigieuse classe affaires Electra Club. Vous pourrez vous relaxer dans nos sièges dont la forme ergonomique a été spécialement dessinée pour apporter repos et bien-être. L'espace réservé pour les jambes est le plus généreux qui soit donné sur une compagnie aérienne et la restauration servie à bord est digne des meilleures tables du monde. Sur notre classe affaires Electra Club, tout a été prévu pour que vous vous détendiez pleinement avant de plonger dans l'effervescence de Barcelone. Pour en savoir plus sur Meridiana Air et notre nouveau vol direct Paris-Barcelone, contactez votre agent de voyage ou appelez notre siège parisien des aujourd'hui au (1) 42.61.61.50 ou au (1) 42.61.61.80.

10L	L	M	M	J	V	S	D
dep. ret.	dep. ret.	dep. ret.	dep. ret.	dep. ret.	dep. ret.	dep. ret.	dep. ret.
PARIS-BARCELONE (ORLY)	12h20 15h50	15h20 18h00	18h20 21h50	21h20 24h50	24h20 03h50	03h20 06h50	06h20 09h50
PARIS-FLORENCE (CH-de-GAULLE)	14h15 18h45	18h15 21h45	21h15 24h45	24h15 03h45	03h15 06h45	06h15 09h45	09h15 12h45

Meridiana Air est la compagnie idéale pour ceux qui aiment voyager dans les meilleures conditions.

Meridiana Air
Votre Compagnie Aérienne Privée.

Barcelone - Bergamo - Bologne - Bruxelles - Cagliari - Catane - Cologne - Florence - Frankfurt - Gênes - Genève - Hanovre - Lisbonne - Londres - Milan - Munich - Naples - Nice - Olbia - Palerme - Paris - Pise - Rome - St-Sébastien - Stuttgart - Turin - Valence - Venise - Vienne - Zürich.

مكتبة من الكتب

هكذا من اجل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Europe monétaire : l'or restera national !

UN des obstacles qui avaient, dès la première année de sa naissance, bloqué l'évolution du Système monétaire européen (SME) vers une structure plus intégrée était l'épineuse et irritante question de la propriété des réserves de change. Chaque pays participant est tenu de mettre 20 % de ses réserves totales, or et devises, à la disposition du Système. En échange, il reçoit des écus. Cependant, cet échange ne se traduit par aucun transfert. On se contente d'un jeu d'écriture.

Chaque banque centrale est censée déposer pour trois mois au FECOM (Fonds européen de coopération monétaire) le cinquième de ses avoirs en métal précieux et en devises (dollars pour l'essentiel). L'échéance arrivée, l'opération est immédiatement renouvelée, et ainsi de suite. Le FECOM n'est pas une personne morale. Il n'a aucune existence propre.

Avant l'ère de l'électronique, on aurait dit de lui que c'était un simple livre de comptes sur lequel on transcrivait, au nom de la Banque de France, de la Bundesbank, de la Banque de Belgique, de la Banque d'Italie, etc., les « swaps » successifs. Cette dernière expression, empruntée au vocabulaire financier anglo-saxon, désigne la transaction au moyen de laquelle chacun de ces instituts d'émission substitue en permanence des écus à une partie de ses réserves de change. Quant aux écus, ils ne circulent pratiquement qu'entre eux, et encore de façon limitée.

Selon l'accord qui avait, fin 1978, officiellement créé le SME, celui-ci devait, après un délai de deux ans, passer à une étape

supérieure. L'objectif proclamé était d'instituer un Fonds monétaire européen (FME). Une de ses fonctions aurait été d'intervenir sur les marchés des changes. Cela, pensaient certains, aurait consacré l'existence internationale du SME et de son fétiche, l'écu, face au dollar et au yen.

Sans doute l'ambition du projet était-elle prématurée. On n'eut pas le temps de réfléchir sur cet aspect des choses. Le parti de Jacques Chirac, qui était alors en proie à l'un de ses prurits périodiques de nationalisme, fit savoir qu'il n'accepterait jamais de voter un pareil abandon de souveraineté. Le symbole était tout trouvé : qui oserait céder à une institution de caractère supranational l'or du peuple français ? Chez notre principal partenaire, on n'insista pas davantage ; l'écu n'a jamais été en odeur de sainteté auprès de la Bundesbank. Cette dernière ne se souciait pas de lui donner un tremplin.

Pour les négociateurs de l'Union économique et monétaire en train de s'affairer pour mettre au point les projets d'accord sur lesquels chefs d'Etat et de gouvernement se prononcèrent les 9 et 10 décembre à Maastricht, ce genre de préoccupation pourrait-il encore avoir un sens ? On a du mal, à première vue, à l'imaginer. Leur entreprise ne vise-t-elle pas à remplacer, peut-être avant l'an 2000, le franc français, le deutschmark, le franc belge, le

florin néerlandais, la couronne danoise, etc. par une monnaie unique ?

Dans la perspective d'un pareil bouleversement, d'un saut aussi décisif vers l'unification, qui aurait cure de se demander encore si l'or de la France, celui de la République fédérale ou celui des Pays-Bas appartiendront à leurs détenteurs actuels ou à la future union en gestation ? C'est pourtant un fait qu'en 1991, comme cela avait déjà été le cas en 1978, le problème sera esquivé.

Selon le projet de la présidence néerlandaise en cours de discussion, les douze pays membres devront doter la future Banque centrale européenne (BCE) d'un « avoirs de réserve étrangers » pour un montant équivalant à 50 milliards d'écus. Cela représente grosso modo le quart des réserves en devises que ces pays détiennent actuellement. A titre de comparaison, disons encore que cela représente le montant actuel des devises détenues par la Banque d'Espagne et 1,6 fois celui de la Banque de France. De l'or, le texte ne dit mot. Comme ce point n'est discuté par personne, gageons qu'il sera entériné à Maastricht si un accord général y est conclu.

PEU importe, dira-t-on. Puisque la future BCE disposera du monopole de l'émission, à quoi servent les réserves restées nominalement nationales, sinon à étayer indirectement le futur édifice

commun ? A cela, on ajoutera que l'or est en fait pratiquement gelé ; qu'en tout état de cause le projet de traité prévoit expressément que la BCE pourra intervenir, à la vente ou à l'achat, sur le marché des métaux précieux en vue de parer à toute éventualité. Peut-être.

Il n'empêche que, collectivement, les pays de l'actuelle Communauté sont les plus gros détenteurs d'or du monde ; que rien ne laisse, du moins pour l'instant, pressager une sérieuse réforme du système monétaire international et que, par conséquent, tout indique une prolongation indéfinie, sinon une aggravation des tensions que l'on n'a cessé, depuis 1971, de connaître sur les marchés des changes. En clair, cela veut dire que le cours du dollar restera imprévisible et instable, très vraisemblablement orienté vers la baisse.

Dans ces conditions, l'or continuera, selon toute probabilité, à jouer, comme il le fait déjà, le rôle de garantie suprême, quoique jamais mentionnée. Or, de par les statuts qu'on lui prépare, la BCE ne détiendra en propre que des réserves de change... en dollars. Cela ne manquera sans doute pas d'apparaître comme une couverture à elle seule insuffisante, en tout cas fragile. Aujourd'hui, l'écroulement du SME est émis en contrepartie de dollars et d'or ; il serait pour le moins paradoxal que le futur écu, devenu entre-temps

monnaie de l'Europe, se contente du seul dollar, même s'il est vrai que le principal actif qui lui servira de contrepartie (1) sera constitué par des créances sur l'économie européenne et sur les Etats constitutifs.

LA BCE sera chargée de mener la politique monétaire pour l'ensemble de la Communauté. C'est elle qui interviendra sur les marchés des changes, c'est-à-dire sur les marchés du dollar et du yen. Cela, c'est la lettre du texte. En vertu de ce dernier, les banques centrales nationales devront se conformer aux instructions de la Banque centrale européenne pour toutes les matières d'intérêt général, à commencer par la détermination du taux d'intérêt. Cependant, la pusillanimité devant le problème des réserves, et notamment des réserves métalliques, permet d'envisager une autre hypothèse.

Qui surveillera qui ? On peut imaginer que la BCE ne joue qu'en façade le rôle de guide, qu'elle soit étroitement placée sous le contrôle de ses puissants actionnaires, la Bundesbank suivie de la Banque de France devant, sur la base des données actuelles, être les plus influents. Cette façon de se fixer un objectif d'une ambition inouïe tout en chipotant sur les moyens pour l'atteindre, on la retrouve dans d'autres dispositions du traité.

(A suivre.)

(1) Une monnaie figure au passif du bilan de la banque émettrice. Ce passif a pour contrepartie à l'actif diverses créances domestiques ou étrangères.

LECTURES

BERNARD MARIS

Morale économique

Quand le moral est bas, on peut toujours parler morale. Sans risques. Sauf un : à trop offrir des « discours d'éthique », notamment en matière financière, on dévalorise les valeurs, selon une bonne vieille loi de la surproduction. Mais la valeur appartient irréductiblement et définitivement au spirituel et au matériel... Quoi de plus naturel alors que d'écouter les économistes chrétiens ?

Papillons et papistes

Les chrétiens et l'économie, colloque de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine (1). L'Eglise, qui s'occupe à peu près de tout et s'estime très fondée à le faire, proclame sur les mœurs et préceptes sur le social (*Retrum Novarum* et *Quadragesimo Anno* renvoient des à des libéralisme et socialisme), observe une réserve exceptionnelle en matière économique. Le moindre mérite de cet ouvrage n'est donc pas de révéler cinq grands économistes et un questionnement économique chrétien.

Les querelles furent vives. Papillons (« papillotes ») ferrailèrent contre papistes. Il faut savoir le style générique d'un Charles Gide, méconnu, ou plutôt trop connu comme le Gide du manuel « Gide et Rist », au temps où le péril protestant valait le péril juif. La Tour du Pin écrivait dans *L'action catholique*, et Pie X condamnerait le Sillon. Qu'est-ce qui opposait ce libéral pas catholique à ces catholiques pas libéraux ? Sans doute l'association, entendue comme coopérative chez l'un, corporation chez les autres.

Mais plus tard l'association sera celle du capital et du travail, liée à la réforme de l'entreprise d'un Alexandre Dubois, fondateur du Centre des jeunes patrons : « *Capital et Travail sont des époux mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts*. » Voilà qui devait laisser sceptique l'ancien ministre d'Adenauer. Ludwig Erhard, théoricien de l'économie sociale de marché, et plus encore le Père Lebreton.

Le Père Lebreton est ici le personnage le plus attachant. Fondateur de la revue *Economia et Humanisme*, thomiste et tiers-mondiste, érudit, grand voyageur, il fut d'abord un économiste. Il refusa évidemment la notion abstraite et totalisante d'*homo economicus* (dont l'antithèse chrétienne est l'*homo concret*) mais aussi, ce qui est plus intéressant, la croissance. La croissance est un mythe récent. En 1956, Jean Fourastié la dédaigne comme catégorie économique dans le *Dictionnaire de sciences économiques*.

Rien d'étonnant à ce que le Père Lebreton rejette la croissance du secondaire, en faveur de celle des

secteurs primaire (les subsistances) et tertiaire (la culture et l'éducation), et apprécie Myrdal. Prix Nobel 1974 débauché, qui commentait la « croissance appauvrissante » du tiers-monde par la parabole des talents : « *A celui qui a l'on donnera, et il aura du surplus ; mais à celui qui n'a pas, on enlèvera ce qu'il a* » (Matthieu).

Après le plus attachant, le plus grand : François Perroux, pape et mandarin, qui se faisait appeler maître, et auquel le dernier chapitre de Bertrand Russell fait un maître sort. « *Homme des intuitions mais non des preuves*. » Perroux ne trouve rien, sinon des concepts creux. Bien injuste ! Car s'il n'eut qu'intuition, ce fut celle de la multiplicité des équilibres et de la variabilité du nombre des marchés, questions essentielles de l'économie moderne. Ce que dit Bertrand Russell est aussi passionnant que de mauvaise foi, et ce livre sur des hommes de bonne foi est, lui, simplement passionnant.

Paroles

La valse des éthiques, d'Alain Etchegoyen (2). On ne reprochera pas à l'auteur de presque trop polir ses mots, d'écrire « poliment », c'est-à-dire en citoyen, même si le titre de son livre est un jeu de mots – et il est bon de rire des « éthiques ».

Mais puisque de poids et mesures il s'agit, a-t-il assez pesé sur ses phrases, de tout son pesant d'homme, de « type bien » comme il dit ? Car ce type bien, malgré un dernier chapitre intitulé « Espoirs », nous laisse un sentiment de désenchantement. Avec de trop rares sursauts d'indignation (à propos du voyeurisme ayant

entouré la mort de la petite Colombienne notamment), il ne paraît lutter que mollement, presque pour la forme.

Alain Etchegoyen souffre d'élégance triste, triste comme son regard. Il sursaut au lieu de hurler. Or ce qu'il dit mériterait d'être hurlé. Et d'abord cette imposture, cette farce anglo-saxonne « d'éthique », résumée dans le slogan sonnant et cynique : « *Ethic pays!* » De qui se moque-t-on ? On voudrait propulser aux sommets où respirent les saints, ce brouillard déontologique pour marauds et camelots naviguant entre le loyal et le déloyal, enveloppés du nuage de sauterelles des *lawyers* qui menace aujourd'hui l'Europe ! « *L'invasion des lawyers est la fin de la morale* », dit l'auteur.

Or nous avons bel et bien besoin de morale. Hélas, nos demandes sont honteuses, comme les zones du même nom, car le sexe a contaminé la morale. C'est pourquoi on nous offre ces éthiques mesquines autant que leurs « comités », un comité par corporation, et chacun verrouillant le particulier en se drapant dans l'universel. Témoin cette « éthique médicale » langage du corporatisme, bien en peine aujourd'hui...

Quant à l'éthique des entreprises, le professionnel du marché Alain Etchegoyen la raille d'un revers, emportant l'adhésion d'un public acquis. Lorsqu'il attaque la communication, il est moins convaincant. Pas facile de pourfendre l'éphémère ! Au terme de quatre petits apologues, inégaux, il propose une morale enfin débarrassée de ses scories sexuelles, une morale généreuse : « *Nous haïssons la morale infâme, nous l'aimons généreuse*. » Et nous, nous aimons ce livre.

L'éthique des marchés financiers, sous la direction de Jean-Victor Louis et Diego Devos (3). « *La seule morale des affaires, c'est le code pénal* » (pro-

verbe). Il s'agit d'un colloque qui montre au contraire les exigences modernes de la communauté financière internationale, dans deux directions majeures : les délits d'initié et le blanchiment. Très intéressant du fait de la personnalité des participants, grands professionnels, et des propositions concrètes, il révèle aussi la fugacité du sujet. En témoigne cette recommandation : « *Les institutions financières ont le devoir de ne pas participer à des opérations dont elles savent raisonnablement qu'elles proviennent d'activités criminelles*. » Inquietant, non ?

L'éthique financière, de Jean-François Daigle (4). La fugacité de l'éthique est ici exacerbée. L'éthique est paradoxale, et les inférieures vertueuses balayées par les prospérités mielleuses du vice. On retiendra que l'auteur souhaite une prévention très en amont des déviations financières, dans les écoles et les universités, ainsi qu'une remoralisation des métiers financiers. Car rien n'est pire, sinon un sursaut, qu'un financier démoralisé. *Happy end* : « *L'éthique dans les affaires, c'est la clé de la réussite*. »

Préceptes

Keynes et la macroéconomie, de Michel Herland (5). Keynes à la Royal Economic Society : « *Les économistes sont les gardiens non de la civilisation, mais des possibilités de la civilisation*. » Allusion à une économie de l'abondance... et de la modestie. Modestie de l'économiste : il faut redécouvrir le beau livre de Michel Herland, l'économiste qui a lu les keynésiens, et même Keynes.

Cette véritable « biographie économique » – la théorie nourrie de citations et replacée dans l'œuvre – contient les certitudes des manuels, d'originales réflexions (par exemple sur « l'inflation biais de la démocratie »), et les incertitudes du maître, précurseur de l'économie du déséquilibre et des controverses contemporaines.

L'économie à l'épreuve de l'écologie, de Hervé Kempf (6). Ah ! le grand livre ! Tout y est. Précis, limpide, sans excès. Après la droite, l'industrie française serait-elle la plus bête du monde, certains prenant à la légère la pollution de l'air, d'autres l'empoisonnement de l'eau ? Ou plutôt la plus lucide ?

Car l'écologie n'aime guère le capitalisme, ni le marché. Mais le marché est là. Comment faire avec ? C'est toute la politique écologique ici racontée. Les hommes politiques au rebut la méditeront avant de passer au recyclage, avec les économistes à la recherche de terrains à défricher.

- (1) Centurion, 250 p., 150 F.
- (2) François Bourin, 245 p., 110 F.
- (3) Editions de l'Université de Bruxelles, 225 p., 165 F.
- (4) PUF, « Que sais-je ? », n° 2604, 126 p., 34 F.
- (5) Economica, 280 p., 150 F.
- (6) Hatier, 80 p., 25 F.

SOLVING

pou

PR

DIRECTEUR

Raymond Poulain

inflammation
quatre de
ils reçoivent
les documents

SOLVING
International

Stratégie pour les leaders de demain

- Les missions de SOLVING visent l'atteinte des meilleures performances et le renforcement des positions concurrentielles. Société internationale dont la taille autorise à la fois une grande amplitude d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients, SOLVING fait intervenir des consultants dans des opérations stratégiques majeures, des fusions d'entreprises et des améliorations substantielles de rentabilité.
- SOLVING, par le pragmatisme de ses approches et le haut niveau de ses missions, offre donc d'excellentes opportunités de développement personnel pour des candidats à fort potentiel.

Nous cherchons à intégrer dans nos équipes des "tempéraments de leaders" bénéficiant d'une expérience professionnelle réussie, possédant des compétences bilingues et réunissant l'ensemble des qualités suivantes :

- Intelligence de la vie
- Largeur de vue et créativité
- Esprit analytique et grande rigueur
- Forte capacité de travail
- Excellente aptitude à gérer le changement.

**INGÉNIEURS, DIPLÔMÉS****MBA, MS, PH. D, HEC,...**

Adressez votre candidature à

SOLVING INTERNATIONAL

A l'attention de Yves Hombreux

22, avenue de la Grande Armée - 75017 PARIS.

PARIS • BARCELONNE • BRUXELLES • GENÈVE • GNOGNE • LONDRES • MILAN • NEW - YORK • BUENOS - AIRES

CIPRA

RETRAITE PREVOYANCE MUTUELLE

AU COEUR DES ALPES,

Première caisse régionale de retraite complémentaire et de prévoyance (140 personnes), la CIPRA gère et développe depuis 35 ans la solidarité sociale pour 28.000 entreprises adhérentes, 180.000 cotisants et 76.000 retraités. Elle recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Homme ou femme, 40 ans environ, de formation supérieure (grande école ou équivalent), vous êtes actuellement directeur ou «second» dans un organisme similaire et pouvez justifier d'une expérience réussie dans un même domaine.

Homme ou femme de dialogue et de gestion, entreprenant, vous souhaitez valoriser vos qualités d'animateur, de gestionnaire et de développeur dans un groupe à forte notoriété.

Outre la supervision et la coordination des activités du groupe, vous aurez à concevoir et promouvoir de nouveaux produits, faire rayonner notre image auprès des entreprises et assurer les relations avec nos partenaires.

Notre Conseil recevra en toute confidentialité votre dossier complet sous la référence H/DG/LM:

RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**Raymond Poulain Consultants**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Directeur des opérations

Activité de Services

Filiale d'une multinationale britannique importante, notre société en croissance rapide sur un marché à fort potentiel offre une gamme de services logistiques complexes à ses clients dans toute la France, à partir d'une structure à sites multiples.

Nous recherchons un Directeur des Opérations, manageant 230 personnes, charge de la gestion et de l'optimisation de la totalité des activités opérationnelles et logistiques, permettant d'assurer une prestation de qualité à nos clients.

Le candidat sera âgé de 35 à 45 ans, totalement bilingue (anglais), et aura acquis une expérience approfondie de gestion opérationnelle dans une société de services. Son expérience devra couvrir la gestion d'une activité logistique importante, à rotation rapide et à sites multiples, devant répondre à des objectifs de productivité, de responsabilités de gestion humaine et de biens, avec une expérience solide de management. Le candidat pourra évoluer en fonction de sa personnalité vers un niveau de Direction Générale ou dans une Filiale Européenne.

Poste basé en région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV en anglais) à N. SABA - 12, rue Alasseur - Boîte 17 - 75015 PARIS sous référence W12143 ou par Télécopie 1.42.73.28.80.

PARIS**Hoggett Bowers**
EXECUTIVE SEARCH & SELECTION

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هنا هو القيد

هذا من الأصل

26 Le Monde • Mardi 19 novembre 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Dirigeants

Entreprise performante de 300 personnes, nous fabriquons et commercialisons des véhicules et engins spéciaux.

Leader sur notre marché, nous nous destinons à une dimension internationale et recherchons pour nous accompagner notre :

DIRECTEUR Général Adjoint

CENTRE-OUEST 500 KF +

La quarantaine, Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, formé à l'administration des entreprises, vous avez une expérience significative de la PME.

En étroite collaboration avec notre Président Directeur Général, vous aurez pour mission la Direction Opérationnelle complète des fonctions fabrication, commercialisation et gestion.

A terme, ce poste évolutif peut conduire un élément de valeur aux plus hautes fonctions de notre entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous la référence 942 à notre Conseil :

Claudine GAIET Ressources Humaines - 3 rue Corneille - 75006 PARIS

120 MILLIARDS DE TOTAL DE BILAN NAISSANCE D'UN GRAND DU CRÉDIT IMMOBILIER

En regroupant au sein d'un réseau 140 sociétés solidement implantées sur tout le territoire, le législateur vient de consacrer l'émergence d'un intervenant majeur dans le secteur du crédit immobilier et de la promotion.

Pour animer ce réseau des Sociétés de Crédit Immobilier son organe central recherche son

DIRECTEUR GENERAL

Homme de dialogue et de négociation, ayant l'expérience de la gestion de grandes organisations décentralisées, tourné vers le service à des entités opérationnelles autonomes évoluant dans un environnement très concurrentiel, le Directeur Général saura développer imagination et initiative. Il sera chargé de mettre en œuvre la politique définie et de coordonner la réalisation d'un projet d'envergure.

Une bonne culture financière ou une connaissance des différentes composantes du secteur immobilier serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature à la
CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT IMMOBILIER
14, rue Lord Byron - 75384 PARIS CEDEX 08.

DIRIGER notre filiale dans le Sud-Ouest

Notre groupe a acquis une notoriété européenne grâce à son savoir-faire et à l'implication de ses hommes.

Nous recherchons aujourd'hui le Directeur qui saura gérer le développement de notre Société Filiale à taille humaine, qui commercialise nos produits auprès des G.M.S. et dans les circuits de vente traditionnelle.

A 35 ans minimum, de formation supérieure, vous avez déjà une expérience réussie de Directeur d'une PME commerciale.

En véritable dirigeant organisateur, vous assurerez la gestion administrative et commerciale de la société, tout en animant ses différents services.

Nous vous offrons un salaire à la mesure de votre valeur et de vos responsabilités (+/- 400KF). Merci de faire parvenir votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle, sous réf. 6896, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

Le Monde International

JURISTE INTERNATIONAL



BNP Capital Markets Limited, filiale anglaise à vocation financière européenne et internationale connaît une croissance de son activité grâce à l'engagement de ses collaborateurs et la qualité de ses prestations.

Agé de 28/30 ans, vous êtes titulaire d'un DESS ou d'un DEA de Droit des Affaires et justifiez de quelques années d'expérience, de préférence dans un contexte international (milieu bancaire apprécié).

Vous possédez de solides connaissances en Droit des Obligations, Droit Bancaire/Financier et Droit Fiscal.

Très rapidement opérationnel, vous intégrerez une équipe de juristes et serez amené à conseiller les différentes cellules d'exploitation et à les assister dans leurs négociations avec une clientèle internationale.

Pour ce poste basé à Londres, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à **BNP Capital Markets Limited** - Head of Personnel - 8/13 King William Street LONDON EC4N 7DN



NOTRE BANQUE A SES MÉTIERS



Poursuit son effort d'implantation en Algérie
et recherche un

BUSINESS DEVELOPMENT MANAGER

basé à Alger

Votre rôle consistera à participer au développement de stratégies d'entreprise et à les mettre en route. Pour ce faire, vous avez entre 30 et 40 ans, une formation supérieure ou universitaire et les techniques de gestion moderne vous sont familières. Vous parlez, lisez et écrivez couramment l'arabe, le français et l'anglais. Vous êtes capable de vous intégrer au sein d'une équipe dynamique et de contribuer au projet de développement de la société. La connaissance de l'industrie pharmaceutique et de son marché en Algérie serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à

PFIZER - Direction du Personnel
BP 101 - 13743 Vitrolles Cedex, France.

L'ARGUS Le Monde

LE FORUM DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

Passeport pour l'Assurance.

Bac +2 à Bac +5, jeunes cadres,
pendant 2 jours, venez rencontrer
des assureurs qui recrutent.

RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES GRANDES SOCIÉTÉS
ET COURTIERS D'ASSURANCES, PARTICIPEZ AUX CONFÉRENCES.

TIRAGE AU SORT AVEC VOTRE INVITATION,
GAGNEZ UN VOYAGE PARIS - NEW-YORK POUR 2 PERSONNES*

ENTRÉE GRATUITE



* Pour obtenir votre invitation, écrivez à :
L'Argus - Service M. - 2, rue de Valenciennes - 75001 Paris

29-30 NOV. 91 - CNIT - PARIS LA DÉFENSE

29 nov. de 10h à 19h • 30 nov. de 10h à 18h

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Le Monde International

Influence the Shape of Telecommunications Worldwide

A catalyst for change, in London

Excellent tax-paid salary and benefits

Concentrate on policy issues at Inmarsat and you influence the shape of telecommunications worldwide - such is the importance of Inmarsat's role as an intergovernmental organisation and, at the same time, a commercial undertaking of 84 member countries operating in an increasingly competitive environment.

Inmarsat is currently facing many issues of a commercial, competitive or regulatory nature. To keep pace with a new and challenging environment, we are creating a senior post for Telecommunications and Satellite Policy issues which will play a key role in analyzing, advising on, developing, and communicating a series of policy options for our top decision-makers. As our catalyst for change, you will be a generalist who has a broad knowledge of the structures and workings of the telecomms industry, a sound knowledge of mobile satcoms, and a good grasp of the policy issues confronting both. Educated to degree level with 10+ years'

experience in telecommunications policy analysis, you must be a persuasive communicator, have good negotiation skills, and ideally, be able to do business in more than one language.

With 51 nationalities working in our London headquarters, we can offer an unusually cosmopolitan environment. An attractive salary reflects the high level of competence, experience and qualifications required, and employment terms include a non-resident's allowance, housing allowance, children's school fees, fares home for staff member and family every 2 years, 5 weeks' annual leave, all relocation costs paid on appointment and resettlement, worldwide health, life and accident insurance, 100% cash pension. Indefinite or fixed-term contract available. All necessary clearances for working in the UK are arranged by Inmarsat.

To apply, please fax or mail full career details, quoting Ref. TPA/MS on the letter and envelope, to Mike Stockford, PA Consulting Group, 123 Buckingham Palace Road, London SW1W 9SR, England. Facsimile: (44) 71 333 5050.



L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

ouvre une inscription pour un poste de

PROFESSEUR D'ÉCOLE

pour l'enseignement de

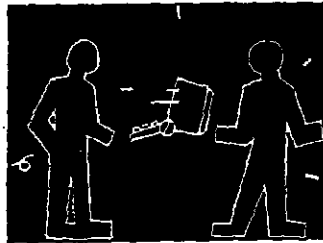
THÉORIE, HISTOIRE ET PROJET DE RESTAURATION EN ARCHITECTURE

Il s'agit d'un poste à temps partiel (8/10 minimum à 8/10 maximum). Les candidats peuvent faire état d'un titre universitaire ou polytechnique, ainsi que d'un dossier scientifique ou d'une expérience et de réalisations jugées équivalentes pourrout faire parvenir leur dossier à :

PRÉSIDENCE DE L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE
Case postale 397 CH - 1211 - GENÈVE - 12, avant le 7 JANVIER 1992
Le cahier des charges et tous renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat de la présidence, même adresse.

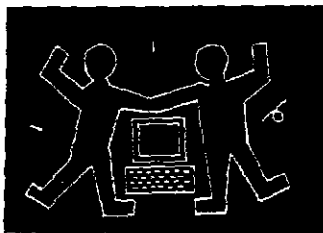
36 15

IM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la Ménagerie du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écus (formation, expérience, langue, etc.), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service informatique expert de l'analyse des données, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

L'EXPERTISE

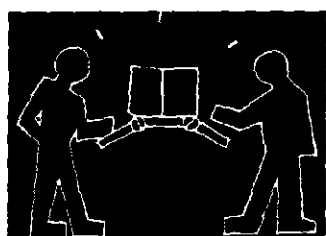
Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 IM soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitæ.

36 17

IM CV

L'INTERACTIVITÉ

Offrez leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 IMCV.



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.



INGENIEURS DIPLOMES

Nous recherchons des ingénieurs expérimentés

Nous sommes une entreprise internationale d'électronique. Nos activités d'études-développement impliquent un bon savoir faire technique et beaucoup de créativité de la part de nos ingénieurs. Avec ses centres de développement européens, notre division «Électronique automobile et industrielle» est vraiment située dans un secteur d'avenir. A la pointe de l'électronique moteur, nous concevons des produits tels que des systèmes d'allumage électronique, de contrôle moteur, des commandes électroniques diverses et des capteurs. Nous offrons à nos collaborateurs des carrières d'envergure internationale qui leur permettent de mettre à profit leurs propres idées et de réaliser leurs ambitions.

Notre Centre d'Études Électroniques Automobile pour l'Europe situé à Francfort étant en pleine expansion, nous recherchons des ingénieurs diplômés.

Ingénieur de développement hardware

Vous développerez des circuits destinés à des appareils de commande électronique à base de circuits analogiques et numériques. Vous établirez les dossiers techniques industriels et vous assurerez le support technique lors du lancement en production des produits développés.

Ingénieur hardware Radio-Fréquence

Vous développerez des produits à base de circuits RF destinés à des véhicules de tourisme et industriels. Vous possédez des connaissances dans le domaine de la théorie des communications (AM, FM et transmission des données) ainsi qu'une expérience dans la conception de circuits de réception (superhét, superrégénérative).

Pour les deux positions, il serait avantageux que vous possédiez en outre des connaissances en matière de technologie des composants, ainsi qu'une expérience en CAO, simulation Spice, et suivi du développement de circuits imprimés.

Ingénieur mécanicien

Il sera chargé du développement de boîtiers de commandes électroniques à base de pièces moulées en aluminium et en matériaux plastiques. Vous effectuerez les analyses et simulations (thermique, vibratoire, étanchéité). Expérience requise en CAO, analyse par les éléments finis.

Pour ces positions, vous serez amené à être en contact avec les interlocuteurs techniques du client, pour la définition du produit, ainsi qu'avec nos usines.

Développement de circuits imprimés

Réalisation de circuit imprimés ou circuits souples pour contrôles électroniques à base de circuit analogiques et digitaux. Expérience en CAO nécessaire, si possible sur base MENTOR GRAPHICS. Connaissance des problèmes de compatibilité électromagnétique et d'industrialisation grande série souhaitable.

Marketing Achats/Sourcing

En tant que Sourcing spécialiste vous êtes le maillon entre les fournisseurs, les études et les achats. Votre tâche consiste à sélectionner de nouveaux fournisseurs et à finaliser la spécification de composants électroniques et mécaniques. Une connaissance des technologies et des procédés de fabrication des composants électroniques serait un plus.

En raison de l'étroite collaboration avec nos usines en Grande-Bretagne et en France, et nos centres de développement aux États-Unis, une très bonne connaissance de l'anglais est requise. La connaissance de l'allemand ou de l'italien serait appréciée.

D'autre part, nous attendons de nos collaborateurs un goût prononcé pour les contacts et du travail d'équipe. Nous vous proposons des postes évolutifs et formateurs. Vous disposerez des moyens nécessaires pour vous permettre d'assurer à terme la fonction de responsable de projet. Vous bénéficierez d'une formation intensive en Europe ou aux États-Unis, d'un salaire motivant. Adressez votre dossier de candidature complet à notre service du personnel à Madame M. Becker.

Motorola GmbH, Geschäftsbereich Kfz- und Industrie-Elektronik, Lyoner Str. 11 a, 6000 Frankfurt/M. 71, RFA, tel. 19.49.69.66.40.80



MOTOROLA

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt

DEL INMURABLE
GRAND STUDIO
PONTREUX, REPART. PROX
A DÉBATTRE. 45-04-24-30

5^e arrdt

RUE CLAUDE-BERNARD
Imm. pierre de l. Rénoval.
App. 4^e de Salomon, 4 P.
2 baign. PK A DÉBATTRE.
TEL. : 45-04-24-30

18^e arrdt

AV. VICTOR-HUGO
CHARENTAIS 2 P. Refait.
Avec pos. PK A DÉBATTRE.
45-04-24-30

18^e arrdt

78 m², 1 500 000 F
3/4 P. T1 confort. Balcon
S/ place mardi 19 novembre
10 h/15 h, 18, av. de St-O.

92

Haute-de-Seine
BOULOGNE SUD
80 STANDS LUXEUX
3 P. 75 m² + JARDIN.
1 900 000 F. 45-04-60-96

appartements

achats
Rech. - URGENT - 100 à
120 m² Paris préf. 9^e, 8^e, 7^e,
14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 9^e, FAIE
COMPTANT. 45-73-49-07.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - MC
Construction de sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique

43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL
A L'ÉTOILE
18^e CHAMPS-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e,
Domicil. : 190 3 396 F/M.

43-55-17-50

43-55-17-50

locaux commerciaux

Ventes

BASTILLE. 500 m²
CESSION DE BAIL.
Locaux d'activité et
bureaux. Loyer : 400 000 F
hors charges en
Tél. : 42-48-55-00
M.-P. ABOUKRAT.

boutiques

Ventes
ANTILLES
SAINT-MARTIN
MARIGOT

Murs libres.
Bout. 50 m² d'angle.
Emplacement exceptionnel.
Tél. : 42-48-55-00
M.-P. ABOUKRAT.

43-55-17-50

هنا من لأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 NOVEMBRE

Cours relevés à 10 h 15

Règlement mensuel									
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours
4100	C.A.E. 9%	4140	4140	4140	0	4100	C.A.E. 9%	4140	4140
4100	B.A.P. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	B.A.P. T.P.	4140	4140
4100	Compt. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Compt. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140
4100	Stim. T.P.	4140	4140	4140	0	4100	Stim. T.P.	4140	4140

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

15/11

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations														
Emp. 8,5% 77	123 38	4 30	C.I.M.	1193	1193	Magnet	760	760	A.A.A.	1039 56	1013 22	First Niagara	32 98	32 08
Emp. 8,5% 78	100 37	4 48	C.I.R.A.M. R.	2000	2000	Alcan Display	591	590	Action	217 24	211 43	First Niagara	860 79	859 31
10,00% 79/04	102 35	1 21	Calumet	56	56	Alcan	97	97	Agropur	811 12	776 18	Pozz Gascon	624 13 03	624 13 03
10,00% 81, 83, 85/88	102 35	1 21	Cogit	347	355	Navigation (Ind)	213 90	213 90	Amalg	8155 02	7841 37	Pembina Oil	11026 48	11015 48
Emp. 8,5% 12, 25/04	102 45	1 36	Compton	731	732	Opting	362	365	Anglo	25194 58	25194 58	Privy, Central	114 46	113 33
10,25% 80/81	1 13	8 13	Can Indebit	7560	7590	Outlook C.B.	370	370	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 82/83	4 78	1 78	Can Indebit	382	382	Oligny-Dorval	520	520	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 84/85	1 13	8 13	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	1236	1210	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 86/87	9 12	1 12	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	645	640	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 88/89	7 04	1 04	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	170	170	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 90/91	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	655	648	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 92/93	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 94/95	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 96/97	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 98/99	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 00/01	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 02/03	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 04/05	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 06/07	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 08/09	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 10/11	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 12/13	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 14/15	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 16/17	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 18/19	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 20/21	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 22/23	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 24/25	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 26/27	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 28/29	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 30/31	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 32/33	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 34/35	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 36/37	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 38/39	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 40/41	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 42/43	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 44/45	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 46/47	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 48/49	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 50/51	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 52/53	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 54/55	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 56/57	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 58/59	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 60/61	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 62/63	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 64/65	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 66/67	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 68/69	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 70/71	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 72/73	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 74/75	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 76/77	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 78/79	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 80/81	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 82/83	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 84/85	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 86/87	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 88/89	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 90/91	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 92/93	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 94/95	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 96/97	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 98/99	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 00/01	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 02/03	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 04/05	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 06/07	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 08/09	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 10/11	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 12/13	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 14/15	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 16/17	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 18/19	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 20/21	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 22/23	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 24/25	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 26/27	100 37	4 30	Can Indebit	731	731	Palin-Hammond	225	225	Amplam	654 03	635 05	Privy, Central	1251 98	1251 98
10,25% 28/29														

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/11	COURS DES BILLET	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/11
Etats-Unis (1 unit.)	5 578	5 580	5 580	Or fin (en barre)	64000	64000
Allemagne (100 DM)	341 530	341 530	341 530	Or fin (en lingot)	64180	64180
Belgique (100 F)	16 597	16 597	16 597	Népal (200)	367	367
France (100 F)	303 410	303 410	303 410	Pilote Fr (10 F)	380	380
Italie (1000 Lit)	4 531	4 531	4 531	Pilote Suisse (20 F)	387	387
Danemark (100 Kr)	68 040	68 040	68 040	Pilote Lira (20 F)	388	388
Suède (100 Kr)	9 881	9 881	9 881	Pilote 20 dollars	484	484
Grèce (100 Dr)	3 023	3 023	3 023	Pilote 10 dollars	1050	1050
Portugal (100 Esc)	3 508	3 508	3 508	Pilote 5 dollars	605	605
Espagne (100 pes)	4 532	4 532	4 532	Pilote 50 pesos	2380	2380
Maroc (100 Dirh)	4 296	4 296	4 296	Pilote 10 Forins	381	381

PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

1000 is 1000

هنا من لاجل

30 Le Monde • Mardi 19 novembre 1991 •

CARNET DU Monde

Naissances

- **Lac CONSTANTIN**
Flora MADIC CONSTANTIN
sont heureux de faire part de la naissance de leur fille,

Jeanne, Anaïs,
le 14 novembre 1991.
Rue Saint-Ours,
CH-1926 Branson-Fully.

- Que faisiez-vous, le 5 novembre 1991, à 16 h 10 ? Moi, je venais au monde...
Mon nom est

Myriam,
chez
Lacie, Suzanne et Marc DUCORNET,
à Montreuil-sous-Bois.

Mariages

- Adrasman (Tadjikistan), Toulouse (France).

Joëlle et François
PRADIEL DE LAMAZE,
Ladoulle et Assouline ELMIRSOEV,
sont heureux d'annoncer le mariage de

Hanviette et Roustan,
le 23 novembre 1991.

Décès

- **Emmanuel AMEISEN**,
ingénieur IEG,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des Engagés volontaires
1939-1945,
ancien conseiller
du commerce extérieur de la France,
né le 11 avril 1908, à Cracovie,

vit dans la mémoire de sa famille, de
ses proches et de ses amis.

La cérémonie a eu lieu le 15 novembre 1991, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Pierre Delerive
leurs enfants et leur petite-fille,
M^{me} Marie-Françoise Delerive-Taieb
et ses enfants,
Toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

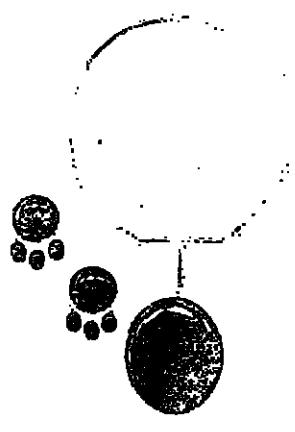
M. Robert DELERIVE,
officier de la Légion d'honneur,
leur père, grand-père et arrière-grand-père,
survenu le 11 novembre 1991.

163, Clinton-Street,
Brooklyn, New-York 11201 (E-U).
56, rue de la Roquette,
75011 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

JACQUES GAUTIER



Collier dont le médaillon est
en émail noir.
Boucles d'oreilles : 2.500F
36, rue Jacob, 75006 Paris
Tél. : 42-60-84-33

- M^{me} Odile Dubuisson,
Le docteur Guin et M^{me},
et leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Michel Lintzer,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} Germaine DUBUISSON,
survenue le 9 novembre 1991, dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à
Poigny-la-Forêt (Yvelines).

- Adèle Denegris,
Agnès et Catherine Burdet,
ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Jenny LYOTARD,
veuve de Lucien Denegris.

Les funérailles ont eu lieu dans
l'intimité.

- Cabries-Charleval (Bouches-du-
Rhône).

M^{me} Paul Molinas,
son père,
M^{me} Christine Molinas,
son épouse,
et ses fils Olivier et Christophe,
Les familles Panchaud, Heurley
Et M^{me} A.-L. Castelli,
Tous ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Eric MOLINAS,
ingénieur géologue,
survenu le 16 novembre 1991, à l'âge
de cinquante-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
le lundi 18 novembre, à Charleval.

4, rue Wattiau,
Domaine de Calas,
13480 Calas.

- M^{me} Gaston Monnerville,
Le docteur et M^{me} André Monner-
ville,
Le docteur Nelly Charles-François,
M. Francis Verdavoine
et le docteur Yvette Verdavoine,
Le professeur et M^{me} Malik Sangaret,
Le professeur et M^{me} Makhlof Der-
ridj,
M. et M^{me} Henri Tremolieres,
ses neveux et nièces,
arrière-petits-neveux et arrière-petites-
nièces,
Les familles Pamphile, Monnerville-
Chalons, Saint-Just Orville, Lapeyre-
Brassons,
ses cousins et cousines,
Parents et alliés,

remercient tous ceux qui s'associent à
leur douleur à l'occasion du décès de

M. Gaston MONNERVILLE,
avocat honoraire
prés du barreau de Paris,
ancien président du Sénat,
ancien ministre
ancien membre du Conseil constitu-
tionnel,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 7 novembre 1991,
dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Il souhaitait que, après son inhumation
dans la plus stricte intimité, toutes
les dépenses funéraires fussent plutôt ren-
placées par des dons réservés à la
Société des amis de l'Institut de
recherche, créée par M. le professeur
Jean Bernard (hôpital Saint-Louis),
1, avenue Claude-Vellefaux, 75010
Paris. CCP 184 7235 V Paris).

(Le Monde du 9 novembre.)

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

meubles
Chapo



en bois
massif
Galerie Chapo, 75005 Paris
14, bd de l'Hôpital, 75005 Paris
Tél. : 43-31-23-18
303, rue St-Jacques, 75005 Paris
Tél. : 40-51-06-70
Route Saint-Saturnin, 84220 Gordes
Tél. : 90-72-02-35

- M. et M^{me} Louis Morillon,
soi parents,
M^{me} Angèle Morillon,
sa grand-mère,
Gabriel, Gilbert et Marie-Madeleine,
ses frères et sœur,
Jacqueline et Jean-Pierre,
ses belles-sœurs et beau-frère,
Stéphane, Denis et Marie-Pierre,
ses neveux et nièces,
José Benjamin, Jean-Christophe Bri-
lant, Jean-Claude Carruti, Philippe
Delaroché, Patrick Filleux, Jean-Paul
Kaufmann, Jean Perféti, Gilles de
Prévaux, Jean-François Royer,
ceux de ses amis qui l'ont accompagné
au cours des dernières semaines,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Louis MORILLON,
journaliste,
chef du service actualité Télé-Louis,
ancien grand reporter à France-Soir
et au Matin de Paris,
diplômé de l'École supérieure
de journalisme de Lille,
diplômé de sciences politiques
(relations internationales),
pilote privé d'avion,

survenu le 8 novembre 1991, dans sa
quarante et unième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
le 11 novembre, en l'église de Saint-Ai-
gnan-sur-Roë (Mayenne), le village qui
l'a vu naître et mourir.

Conformément à sa volonté, une
messe sera célébrée à son intention, le
mardi 19 novembre, à 18 heures, à
Paris, en l'église Sainte-Marie des Bat-
ignolles, place du Docteur-Félix-Lob-
beis, Paris-17.

17, rue des Vignobles,
53390 Saint-Aignan-sur-Roë.

- M^{me} Guy Pons,
M. et M^{me} Philippe Pons,
Le docteur et M^{me} Bernard Pons,
M. et M^{me} François Pons,
M^{me} Florence Pons,
M. Frédéric Pons,
M. et M^{me} Louet,
M. Patrick Louet,
Les familles Vincent, Amphoux,
Cérou et Honda,
Le cercle Marx et Mercure,
ont l'immeuble tristesse de faire part du
décès de

M. Guy PONS,
survenu le 13 novembre 1991, à l'âge
de soixante-treize ans.

Le service religieux sera célébré le
mardi 20 novembre, à 14 heures, en
l'église réformée de l'Annonciation,
19, rue Cortambert, Paris-16.

« Pourquoi cherchez-vous parmi les
morts celui qui est vivant ? »
Luc, chap. XXIV, 5.

47, rue Scheffer,
75116 Paris
9, rue de Passy,
75016 Paris.

survenu le 14 novembre 1991, dans sa
quatre-vingt-dixième année.

Une cérémonie civile aura lieu au
funérarium de Villepiette, 83, boule-
vard Robert-Ballange, à Villepiette, le
mardi 19 novembre, à 15 h 30, où l'on
se réunira, suivie de l'inhumation au
cimetière ancien d'Aulnay-sous-Bois,
dans le caveau de famille, vers 16 h 30.

136, rue Gabriel-Péri,
escalier E,
93200 Saint-Denis.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5653

de repère. Coule en Asie. Sym-
bole. - 4. Des gens toujours à la
recherche de fonds. - 5. Lettre.
L'ouf du chef. Note. - 6. Oseille
en grains. Sont débarrassés. -
7. Sont impressionnés par tout
ce qui brille. Poisson. - 8. Un
ensemble de pulsions. Fleur. -
9. Peuvent être arrêtés par le
pont. Formations aériennes.

Solution du problème n° 5652

Horizontalement
I. Inhélées. Salade. - II. Rouge.
Tatouage. - III. Ateliers. Cars. -
IV. Sa. Tisonniers. - V. Cils. Alé-
sées. lo. - VI. Irrisable. Tu. Tôt. -
VII. Bête. Lâ. Atterré. - VIII. Ce.
Epervier. - IX. Ecolo. Art. Ale. -
X. Orateur. Fleurs. - XI. Suaves.
Airs. - XII. Orlé. Na. Ede. -
XIII. Na. Traqueuse. - XIV. Duellie.
Bu. Este. - XV. Eris. Eu. Edition.

Verticalement
1. Irrascible. Sonde. - 2. Notaire.
Cœur. - 3. Hue l. Litoral. Cl. -
4. Aglossa. Lavette. - 5. Lei.
Cote. Ri. - 6. Etable. Escal. -
7. Etrille. Au. Yeu. - 8. Sassée.
Eroné. - 9. Os. Apt. Aube. -
10. Sonnette. Fa. Sud. - 11. Au.
Neutrallité. - 12. Lacs. Evier. Set. -
13. Agée. Trieuse. Si. -
14. Demère. Dito. - 15. Esotri-
sme. En.

VERTICALEMENT
1. A des bretelles quand on fait
la java. La distribution des prix. -
2. Les gens du milieu. - 3. Point

LOTTO SAMEDI 18 NOVEMBRE 1991
19H55
7 9 16 23 38 44 13
Nombres de 10 à 45
Nombres de 46 à 49
Nombres de 50 à 54
Nombres de 55 à 59
Nombres de 60 à 64
Nombres de 65 à 69
Nombres de 70 à 74
Nombres de 75 à 79
Nombres de 80 à 84
Nombres de 85 à 89
Nombres de 90 à 94
Nombres de 95 à 99
Nombres de 100 à 104
Nombres de 105 à 109
Nombres de 110 à 114
Nombres de 115 à 119
Nombres de 120 à 124
Nombres de 125 à 129
Nombres de 130 à 134
Nombres de 135 à 139
Nombres de 140 à 144
Nombres de 145 à 149
Nombres de 150 à 154
Nombres de 155 à 159
Nombres de 160 à 164
Nombres de 165 à 169
Nombres de 170 à 174
Nombres de 175 à 179
Nombres de 180 à 184
Nombres de 185 à 189
Nombres de 190 à 194
Nombres de 195 à 199
Nombres de 200 à 204
Nombres de 205 à 209
Nombres de 210 à 214
Nombres de 215 à 219
Nombres de 220 à 224
Nombres de 225 à 229
Nombres de 230 à 234
Nombres de 235 à 239
Nombres de 240 à 244
Nombres de 245 à 249
Nombres de 250 à 254
Nombres de 255 à 259
Nombres de 260 à 264
Nombres de 265 à 269
Nombres de 270 à 274
Nombres de 275 à 279
Nombres de 280 à 284
Nombres de 285 à 289
Nombres de 290 à 294
Nombres de 295 à 299
Nombres de 300 à 304
Nombres de 305 à 309
Nombres de 310 à 314
Nombres de 315 à 319
Nombres de 320 à 324
Nombres de 325 à 329
Nombres de 330 à 334
Nombres de 335 à 339
Nombres de 340 à 344
Nombres de 345 à 349
Nombres de 350 à 354
Nombres de 355 à 359
Nombres de 360 à 364
Nombres de 365 à 369
Nombres de 370 à 374
Nombres de 375 à 379
Nombres de 380 à 384
Nombres de 385 à 389
Nombres de 390 à 394
Nombres de 395 à 399
Nombres de 400 à 404
Nombres de 405 à 409
Nombres de 410 à 414
Nombres de 415 à 419
Nombres de 420 à 424
Nombres de 425 à 429
Nombres de 430 à 434
Nombres de 435 à 439
Nombres de 440 à 444
Nombres de 445 à 449
Nombres de 450 à 454
Nombres de 455 à 459
Nombres de 460 à 464
Nombres de 465 à 469
Nombres de 470 à 474
Nombres de 475 à 479
Nombres de 480 à 484
Nombres de 485 à 489
Nombres de 490 à 494
Nombres de 495 à 499
Nombres de 500 à 504
Nombres de 505 à 509
Nombres de 510 à 514
Nombres de 515 à 519
Nombres de 520 à 524
Nombres de 525 à 529
Nombres de 530 à 534
Nombres de 535 à 539
Nombres de 540 à 544
Nombres de 545 à 549
Nombres de 550 à 554
Nombres de 555 à 559
Nombres de 560 à 564
Nombres de 565 à 569
Nombres de 570 à 574
Nombres de 575 à 579
Nombres de 580 à 584
Nombres de 585 à 589
Nombres de 590 à 594
Nombres de 595 à 599
Nombres de 600 à 604
Nombres de 605 à 609
Nombres de 610 à 614
Nombres de 615 à 619
Nombres de 620 à 624
Nombres de 625 à 629
Nombres de 630 à 634
Nombres de 635 à 639
Nombres de 640 à 644
Nombres de 645 à 649
Nombres de 650 à 654
Nombres de 655 à 659
Nombres de 660 à 664
Nombres de 665 à 669
Nombres de 670 à 674
Nombres de 675 à 679
Nombres de 680 à 684
Nombres de 685 à 689
Nombres de 690 à 694
Nombres de 695 à 699
Nombres de 700 à 704
Nombres de 705 à 709
Nombres de 710 à 714
Nombres de 715 à 719
Nombres de 720 à 724
Nombres de 725 à 729
Nombres de 730 à 734
Nombres de 735 à 739
Nombres de 740 à 744
Nombres de 745 à 749
Nombres de 750 à 754
Nombres de 755 à 759
Nombres de 760 à 764
Nombres de 765 à 769
Nombres de 770 à 774
Nombres de 775 à 779
Nombres de 780 à 784
Nombres de 785 à 789
Nombres de 790 à 794
Nombres de 795 à 799
Nombres de 800 à 804
Nombres de 805 à 809
Nombres de 810 à 814
Nombres de 815 à 819
Nombres de 820 à 824
Nombres de 825 à 829
Nombres de 830 à 834
Nombres de 835 à 839
Nombres de 840 à 844
Nombres de 845 à 849
Nombres de 850 à 854
Nombres de 855 à 859
Nombres de 860 à 864
Nombres de 865 à 869
Nombres de 870 à 874
Nombres de 875 à 879
Nombres de 880 à 884
Nombres de 885 à 889
Nombres de 890 à 894
Nombres de 895 à 899
Nombres de 900 à 904
Nombres de 905 à 909
Nombres de 910 à 914
Nombres de 915 à 919
Nombres de 920 à 924
Nombres de 925 à 929
Nombres de 930 à 934
Nombres de 935 à 939
Nombres de 940 à 944
Nombres de 945 à 949
Nombres de 950 à 954
Nombres de 955 à 959
Nombres de 960 à 964
Nombres de 965 à 969
Nombres de 970 à 974
Nombres de 975 à 979
Nombres de 980 à 984
Nombres de 985 à 989
Nombres de 990 à 994
Nombres de 995 à 999
Nombres de 1000 à 1004
Nombres de 1005 à 1009
Nombres de 1010 à 1014
Nombres de 1015 à 1019
Nombres de 1020 à 1024
Nombres de 1025 à 1029
Nombres de 1030 à 1034
Nombres de 1035 à 1039
Nombres de 1040 à 1044
Nombres de 1045 à 1049
Nombres de 1050 à 1054
Nombres de 1055 à 1059
Nombres de 1060 à 1064
Nombres de 1065 à 1069
Nombres de 1070 à 1074
Nombres de 1075 à 1079
Nombres de 1080 à 1084
Nombres de 1085 à 1089
Nombres de 1090 à 1094
Nombres de 1095 à 1099
Nombres de 1100 à 1104
Nombres de 1105 à 1109
Nombres de 1110 à 1114
Nombres de 1115 à 1119
Nombres de 1120 à 1124
Nombres de 1125 à 1129
Nombres de 1130 à 1134
Nombres de 1135 à 1139
Nombres de 1140 à 1144
Nombres de 1145 à 1149
Nombres de 1150 à 1154
Nombres de 1155 à 1159
Nombres de 1160 à 1164
Nombres de 1165 à 1169
Nombres de 1170 à 1174
Nombres de 1175 à 1179
Nombres de 1180 à 1184
Nombres de 1185 à 1189
Nombres de 1190 à 1194
Nombres de 1195 à 1199
Nombres de 1200 à 1204
Nombres de 1205 à 1209
Nombres de 1210 à 1214
Nombres de 1215 à 1219
Nombres de 1220 à 1224
Nombres de 1225 à 1229
Nombres de 1230 à 1234
Nombres de 1235 à 1239
Nombres de 1240 à 1244
Nombres de 1245 à 1249
Nombres de 1250 à 1254
Nombres de 1255 à 1259
Nombres de 1260 à 1264
Nombres de 1265 à 1269
Nombres de 1270 à 1274
Nombres de 1275 à 1279
Nombres de 1280 à 1284
Nombres de 1285 à 1289
Nombres de 1290 à 1294
Nombres de 1295 à 1299
Nombres de 1300 à 1304
Nombres de 1305 à 1309
Nombres de 1310 à 1314
Nombres de 1315 à 1319
Nombres de 1320 à 1324
Nombres de 1325 à 1329
Nombres de 1330 à 1334
Nombres de 1335 à 1339
Nombres de 1340 à 1344
Nombres de 1345 à 1349
Nombres de 1350 à 1354
Nombres de 1355 à 1359
Nombres de 1360 à 1364
Nombres de 1365 à 1369
Nombres de 1370 à 1374
Nombres de 1375 à 1379
Nombres de 1380 à 1384
Nombres de 1385 à 1389
Nombres de 1390 à 1394
Nombres de 1395 à 1399
Nombres de 1400 à 1404
Nombres de 1405 à 1409
Nombres de 1410 à 1414
Nombres de 1415 à 1419
Nombres de 1420 à 1424
Nombres de 1425 à 1429
Nombres de 1430 à 1434
Nombres de 1435 à 1439
Nombres de 1440 à 1444
Nombres de 1445 à 1449
Nombres de 1450 à 1454
Nombres de 1455 à 1459
Nombres de 1460 à 1464
Nombres de 1465 à 1469
Nombres de 1470 à 1474
Nombres de 1475 à 1479
Nombres de 1480 à 1484
Nombres de 1485 à 1489
Nombres de 1490 à 1494
Nombres de 1495 à 1499
Nombres de 1500 à 1504
Nombres de 1505 à 1509
Nombres de 1510 à 1514
Nombres de 1515 à 1519
Nombres de 1520 à 1524
Nombres de 1525 à 1529
Nombres de 1530 à 1534
Nombres de 1535 à 1539
Nombres de 1540 à 1544
Nombres de 1545 à 1549
Nombres de 1550 à 1554
Nombres de 1555 à 1559
Nombres de 1560 à 1564
Nombres de 1565 à 1569
Nombres de 1570 à 1574
Nombres de 1575 à 1579
Nombres de 1580 à 1584
Nombres de 1585 à 1589
Nombres de 1590 à 1594
Nombres de 1595 à 1599
Nombres de 1600 à 1604
Nombres de 1605 à 1609
Nombres de 1610 à 1614
Nombres de 1615 à 1619
Nombres de 1620 à 1624
Nombres de 1625 à 1629
Nombres de 1630 à 1634
Nombres de 1635 à 1639
Nombres de 1640 à 1644
Nombres de 1645 à 1649
Nombres de 1650 à 1654
Nombres de 1655 à 1659
Nombres de 1660 à 1664
Nombres de 1665 à 1669
Nombres de 1670 à 1674
Nombres de 1675 à 1679
Nombres de 1680 à 1684
Nombres de 1685 à 1689
Nombres de 1690 à 1694
Nombres de 1695 à 1699
Nombres de 1700 à 1704
Nombres de 1705 à 1709
Nombres de 1710 à 1714
Nombres de 1715 à 1719
Nombres de 1720 à 1724
Nombres de 1725 à 1729
Nombres de 1730 à 1734
Nombres de 1735 à 1739
Nombres de 1740 à 1744
Nombres de 1745 à 1749
Nombres de 1750 à 1754
Nombres de 1755 à 1759
Nombres de 1760 à 1764
Nombres de 1765 à 1769
Nombres de 1770 à 1774
Nombres de 1775 à 1779
Nombres de 1780 à 1784
Nombres de 1785 à 1789
Nombres de 1790 à 1794
Nombres de 1795 à 1799
Nombres de 1800 à 1804
Nombres de 1805 à 1809
Nombres de 1810 à 1814
Nombres de 1815 à 1819
Nombres de 1820 à 1824
Nombres de 1825 à 1829
Nombres de 1830 à 1834
Nombres de 1835 à 1839
Nombres de 1840 à 1844
Nombres de 1845 à 1849
Nombres de 1850 à 1854
Nombres de 1855 à 1859
Nombres de 1860 à 1864
Nombres de 1865 à 1869
Nombres de 1870 à 1874
Nombres de 1875 à 1879
Nombres de 1880 à 1884
Nombres de 1885 à 1889
Nombres de 1890 à 1894
Nombres de 1895 à 1899
Nombres de 1900 à 1904
Nombres de 1905 à 1909
Nombres de 1910 à 1914
Nombres de 1915 à 1919
Nombres de 1920 à 1924
Nombres de 1925 à 1929
Nombres de 1930 à 1934
Nombres de 1935 à 1939
Nombres de 1940 à 1944
Nombres de 1945 à 1949
Nombres de 1950 à 1954
Nombres de 1955 à 1959
Nombres de 1960 à 1964
Nombres de 1965 à 1969
Nombres de 1970 à 1974
Nombres de 1975 à 1979
Nombres de 1980 à 1984
Nombres de 1985 à 1989
Nombres de 1990 à 1994
Nombres de 1995 à 1999
Nombres de 2000 à 2004
Nombres de 2005 à 2009
Nombres de 2010 à 2014
Nombres de 2015 à 2019
Nombres de 2020 à 2024
Nombres de 2025 à 2029
Nombres de 2030 à 2034
Nombres de 2035 à 2039
Nombres de 2040 à 2044
Nombres de 2045 à 2049
Nombres de 2050 à 2054
Nombres de 2055 à 2059
Nombres de 2060 à 2064
Nombres de 2065 à 2069
Nombres de 2070 à 2074
Nombres de 2075 à 2079
Nombres de 2080 à 2084
Nombres de 2085 à 2089
Nombres de 2090 à 2094
Nombres de 2095 à 2099
Nombres de 2100 à 2104
Nombres de 2105 à 2109
Nombres de 2110 à 2114
Nombres de 2115 à 2119
Nombres de 2120 à 2124
Nombres de 2125 à 2129
Nombres de 2130 à 2134
Nombres de 2135 à 2139
Nombres de 2140 à 2144
Nombres de 2145 à 2149
Nombres de 2150 à 2154
Nombres de 2155 à 2159
Nombres de 2160 à 2164
Nombres de 2165 à 2169
Nombres de 2170 à 2174
Nombres de 2175 à 2179
Nombres de 2180 à 2184
Nombres de 2185 à 2189
Nombres de 2190 à 2194
Nombres de 2195 à 2199
Nombres de 2200 à 2204
Nombres de 2205 à 2209
Nombres de 2210 à 2214
Nombres de 2215 à 2219
Nombres de 2220 à 2224
Nombres de 2225 à 2229
Nombres de 2230 à 2234
Nombres de 2235 à 2239
Nombres de 2240 à 2244
Nombres de 2245 à 2249
Nombres de 2250 à 2254
Nombres de 2255 à 2259
Nombres de 2260 à 2264
Nombres de 2265 à 2269
Nombres de 2270 à 2274
Nombres de 2275 à 2279
Nombres de 2280 à 2284
Nombres de 2285 à 2289
Nombres de 2290 à 2294
Nombres de 2295 à 2299
Nombres de 2300 à 2304
Nombres de 2305 à 2309
Nombres de 2310 à 2314

لنا من اجل

32 • Mardi 19 novembre 1991 •

Le Monde

Après le massacre de Dili

Les indépendantistes du Timor-Oriental réclament un embargo sur les ventes d'armes à l'Indonésie

M. Gorbatchev est hostile à l'expulsion de M. Honecker d'URSS

Le gouvernement russe a décidé, vendredi 15 novembre, l'expulsion de l'ancien numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, vers l'Allemagne, où il est poursuivi, notamment, pour avoir donné aux troupes est-allemandes l'ordre de tirer sur les réfugiés qui tentaient de franchir le rideau de fer. Le ministre de la justice russe n'a pas précisé quand serait appliqué cet ordre d'expulsion.

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a réaffirmé, samedi 16 novembre, dans un entretien à l'hebdomadaire allemand *Stern*, qu'il était hostile à toute extradition. « L'affaire est avant tout une question humanitaire », a déclaré le président soviétique en rappelant que M. Honecker, âgé de soixante-neuf ans, qui avait passé dix ans dans les prisons nazies. Le chancelier Helmut Kohl devrait évoquer ce dossier avec M. Eltsine, lors de la visite du président russe à Bonn, du 21 au 23 novembre. — (AFP, Reuters.)

Après le massacre perpétré le 12 novembre par les troupes de Djakarta à Dili, capitale du territoire de Timor-Oriental, qui a fait, selon les sources, de 19 à 200 morts, l'Indonésie, répondant aux demandes instantes de plusieurs pays et organisations internationales, a annoncé l'ouverture d'une enquête par un juge de la Cour suprême. Cependant, une organisation de défense des droits de l'homme indonésienne a assuré que quatre-vingts personnes qui avaient été faites prisonnières après les sanglants incidents ont été exécutées le 15 novembre.

« Notre tragédie est d'être un petit pays, perdu dans un coin de l'Asie du Sud-Est. » De passage à Paris au lendemain de la ruée de Dili, M. José Ramos Horta, représentant du Conseil national de la résistance timoraise (CNRM), où ont convergé tous les mouvements refusant l'annexion de 1976 par l'Indonésie, n'est pas tendre envers la communauté internationale. « Je ne demande pas que l'on soutienne notre position en faveur de l'indépendance. Mais, au moins, que

l'on proteste, que l'on fasse des tirés à la une lorsque l'armée d'un grand pays massacre des dizaines de jeunes gens », observait-il il y a quelques jours lors d'une conférence de presse réunie à la Fondation France-Libertés, en présence de sa présidente M^{me} Danielle Mitterrand. Il note que les réactions internationales ont été très mesurées après la tuerie de Dili : silence en Europe de l'Ouest — sauf au Portugal, où jouent les souvenirs ambigus d'une décolonisation ratée ; et simples demandes d'enquête de la part des États-Unis et du grand voisin australien.

Le sanglant incident de mardi n'est pourtant ni le premier (la répression indonésienne a, de sources diverses et crédibles, fait plus de 200 000 morts en seize ans — un quart de la population, peut-on estimer) ni sans doute le dernier si, comme l'assure M. Horta, Djakarta s'apprête à relancer ses opérations contre les rebelles des FALINTIL, la guérilla réfugiée dans les montagnes de l'île.

En un sens, pourtant, la situation des indépendantistes est moins désespérée que celle des autres : « L'accusation soulevée par le FRETILIN d'être communiste ne peut plus porter, depuis que l'organisation a abandonné toute référence au marxisme ; à plus forte raison après les change-

ments survenus en Europe de l'Est. De surcroît, nous d'événements récents (guerre du Golfe, Namibie, Sahara oriental, Palestine) démontrent « un certain regain » de crédibilité de l'ONU ; or c'est bien de condamnations successives de l'Indonésie par toutes les instances des Nations unies que les Timorais tirent la certitude de leur bon droit.

Les indépendantistes refusent l'argument de la « non-viabilité » de leur pays en observant qu'une quarantaine d'États aujourd'hui indépendants sont plus petits ou moins peuplés que leur territoire (15 000 kilomètres carrés, 650 000 habitants). De surcroît, observent-ils, il est riche, comme en témoigne un accord récent entre Djakarta et l'Australie pour exploiter le pétrole en mer de Timor.

M. Horta a réitéré, la proposition de la résistance timoraise : « négociations sans conditions avec l'Indonésie sous l'égide de l'ONU ». Il ajoute deux demandes, rendues impérieuses par le sinistre épisode du 12 novembre : que tous les membres de la CEE se joignent au Portugal pour exiger une réunion du Conseil de sécurité ; et que les pays membres des armées à l'Indonésie (le plus actif est la Grande Bretagne...) décident un embargo immédiat. « Aidez-nous », a conclu M. Horta. — J.-P. C.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Thriller

ET si c'était pas celui de Maxwell, le corps repêché au large de Tenerife ? D'abord, il y a cette histoire de cheveux, plus clairs que ceux, visiblement teints en noir, du magnat de la presse britannique... Non, au dire des experts, ils ont pas pu être décolorés par la mer. En plus, on ne sait pas combien de temps il y est resté plongé. Les rides sur le cou, il n'en avait pas, les coups de soleil, non plus, l'eau dans les poumons encore moins... Treize heures, ça n'expliquerait rien. Et le mouillage de ses dents refusé par respect humain, bizarre, non ?

Faut vraiment se cramponner à son journal pour pas être emporté par les rumeurs, les supputations : S'il a été identifié par sa femme, elle est passée hier sur le Cinq, chez Ekkehard, impressionnante de retenue, de dignité, ça doit bien être lui quand même ! Mais, bon, on ne s'y résout que parce que le mystère entretenu par les confrères, les Rouletables qui ont écumé la région, s'épaissit de jour en jour.

Chacun y va de son enquête. Et nous, on est là, la pipe de Mâgret

à la bouche, l'imper de Colombo sur le dos, à vérifier les pistes, à relever le moindre détail, à s'interroger. La veille du drame, d'après France-Soir, il a dîné seul dans un restaurant de Santa Cruz. Il a mangé une salade, quelques coquillages, bu un demi et, en partant, il a oublié sa veste accrochée au dossier de sa chaise et il a laissé son cigare allumé dans le cendrier. Et alors ? Alors, ça prouve qu'il était préoccupé. Au point d'oublier ses papiers d'identité à bord avant d'aller jouer au casino. Tu trouves ça normal pour un flambeur ! Et je te raconte pas le Mossad, le KGB, la présence d'un autre yacht dans les parages.

Ah ! ils ont bonne mine, ceux qui, à l'étranger, aux États-Unis, en particulier, accusent les franchises de complaisance à propos de l'assassinat de Kennedy. Ils se déchaînent là, aujourd'hui. Naturellement, la mort de Maxwell éveille une curiosité qui l'est, elle, en tout cas. Un intérêt passionné allumé, alimenté depuis des lustres par les contes de fées habillées en fil, que nous racontes, soir après soir, notre bonne vieille nourrice, M^{me} Tété.

ESPAGNE : pour l'anniversaire de la mort de Franco

Quelques milliers de personnes seulement ont participé au rassemblement néo-nazi européen

MADRID

de notre correspondant

Quelques milliers de personnes se sont rassemblées, dimanche 17 novembre, place d'Orléans, à Madrid, pour célébrer le seizième anniversaire de la mort du général Franco. Ce rite annuel devait être le point d'orgue d'un rassemblement de l'extrême droite européenne, auquel devaient participer, selon M. Christian Ruiz, secrétaire général du Cercle espagnol des amis de l'Europe (CEDADE), cent-dix mouvements nazis du monde entier, dont soixante-dix européens. Le gouvernement espagnol, qui ne voulait pas que « Madrid devienne la capitale fasciste de l'Europe », avait décidé d'interdire « cette exaltation des valeurs de caractère fascistes ou nazies » et n'a autorisé que le traditionnel hommage à la mémoire du Caudillo de la Fédération des asso-

ciations d'anciens combattants. De fait, le grand rassemblement qui devait consacrer le renouveau du nazisme en Europe a été un fiasco.

Quelque deux mille personnes se sont retrouvées pour une messe, samedi soir, à la *Valle de los Caídos*, haut lieu de la nostalgie franquiste, à l'extérieur de Madrid. Devant le Palais royal, place d'Orléans, des mouvements comme le Fronte Nacional, Juntas españolas et Nación Joven étaient venus prêter main forte aux derniers inconnus d'une époque disparue.

Franco ne fait plus vraiment recette, pas plus que les nombreux drapeaux à croix gammée et les vendeurs d'insignes, de T-shirts à la gloire d'Hitler ou de badges SS qui côtoient les photos de Jean-Paul II. Un membre du GUD, groupuscule d'extrême-droite français, déplorait qu'il n'y ait rien « contre les juifs » dans les pancartes de pin's ou autres gadgets. — M. B.-R.

GRECE : exploitant l'impopularité du gouvernement

Le PASOK demande des élections législatives anticipées

L'annonce par le gouvernement conservateur grec de M. Constantin Mitsotakis de nouvelles mesures d'austérité économiques avait provoqué ces dernières semaines une vague de mécontentement social et une grève générale à Athènes. Dans l'opposition, le PASOK (mouvement socialiste panhellénique) a profité de cette grève pour revenir sur la scène politique et réclamer des élections législatives anticipées.

ATHÈNES

de notre correspondant

M. Papandréou est le principal accusé du procès Kostas, qui débuta le 11 mars dernier devant une cour spéciale formée par la majorité conservatrice avec l'aide des communistes durant l'été 1989. L'ancien premier ministre socialiste était notamment soupçonné d'avoir été l'instigateur moral du scandale provoqué par le banquier escroc Georges Kostas et d'avoir touché des pots-de-vin, mais aucune preuve de sa culpabilité n'a pu être présentée au tribunal, au cours des huit mois de procès. Le président du PASOK devrait, selon toute vraisemblance, être blanchi de tous les soupçons qui pèsent sur lui.

Cette perspective a redonné une force nouvelle à M. Papandréou, qui n'a jamais accepté d'être « traîné dans la boue » et qui attend de « prendre sa revanche », selon un de ses proches. Il voue de plus en plus de haine à M. Constantin Mitsotakis, le premier ministre conservateur, qui a contribué au renversement du gouvernement de son père, Georges Papandréou, en 1965.

Le prix du B'nai Brith européen au cardinal Decourtray. — Le B'nai Brith européen a remis son prix d'action humanitaire, samedi 16 novembre à Lyon, au cardinal Decourtray. L'organisation juive entendait ainsi saluer l'action de l'archevêque de Lyon dans la lutte pour les droits de l'homme, notamment contre l'antisémitisme, et en faveur de la communauté juive.

Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

PASSAGES enquête sur L'EURO FASCISME

Le mensuel PASSAGES enquête sur L'EURO FASCISME Numéro de novembre vente en kiosque 30 F

La restructuration de la sidérurgie

Usinor-Sacilor inflige un traitement chirurgical à sa filiale Unimétal

Le plan d'adaptation industrielle d'Unimétal, la filiale produits longs courants d'Usinor-Sacilor, est bouclé. Moins de sites, des installations sidérurgiques plus spécialisées, de nouvelles techniques de production : pas moins de 2 450 postes seront supprimés en 1991, 1992, 1993 et 1994.

Le comité central d'entreprise d'Unimétal a été convoqué pour le 26 novembre. Les dirigeants d'Unimétal soumettront aux représentants du personnel un plan d'adaptation industrielle. Une véritable opération chirurgicale, en fait. Positifs en 1989 et 1990, deux années d'activité soutenue, les résultats d'Unimétal n'ont pas résisté à la dégradation de la conjoncture. Les pertes s'élevaient à 500 millions de francs à la fin de 1991. Ce constat se solde par 2 450 suppressions d'emplois en quatre ans (le plan court sur 1991, 1992, 1993 et 1994), 400 supplémentaires viendront s'y ajouter au début 1995.

Les dirigeants d'Unimétal se sont résolus à serrer la vis et à abandonner la filière classique de production d'acier à base de coke et de fonte pour la filière électrique (four et ferrailles). D'un coût moins élevé en termes d'installation et d'exploitation, plus flexible que la chaîne cokerie-haut fourneau, la filière électrique avait jusqu'à présent été abordée avec prudence par Usinor-Sacilor, qui n'a maîtrisé pas tous les paramètres techniques et qui n'avait peut-être pas envie d'en assumer les conséquences sociales, difficilement expliquables en période de haute conjoncture. La chute des ventes de 10 à 15 % en volume enregis-

trée depuis le début de l'année 1991 par Unimétal sur ses différents produits, l'effondrement des prix ont activé la décision.

A compter de 1995, le fil machine et les poutrelles seront fabriqués suivant cette technique. Cette décision a pour corollaire le démantèlement de sites non adaptés ou « trop chers » à adapter.

Redéploiement sur deux sites

La Société métallurgique de Normandie, qui produit 500 000 tonnes de fil-machine et emploie 1 300 salariés, sera fermée dans le courant de l'année 1994. Ses tonneaux doivent être redéployés sur deux sites : celui de Montceau (Seine-et-Marne), qui fonctionne déjà sur filière électrique, d'abord ; celui de Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), ensuite. Candriau (Moselle) devrait être équipé de fours mixtes, capables d'utiliser indifféremment de la fonte, des ferrailles ou des « pré-réduits » et se consacrer aux rails et fil-machine haut de gamme. Cette évolution devrait se traduire par 400 suppressions d'emploi — soit la moitié des effectifs actuels — au début de 1995.

Usinor-Sacilor, qui est associé avec le luxembourgeois Arbed sur les produits longs courants, profite de ce redéploiement pour engager une authentique politique de division du travail avec son partenaire. Le train à palpeur de Beival, au Luxembourg, jugé plus compétitif, va laminer les produits du sidérurgiste français qui, en contrepartie, ferme le train de Rombas devenu inutile. En revanche, le train de Longwy vers ses capacités augmentées pour pouvoir traiter de l'acier du Luxembourg.

Le groupe sidérurgique a d'ores et déjà demandé aux pouvoirs publics la mise en place d'un dispositif de préretraitement. La socadep (société de développement régional et d'industrialisation), située à Cœuvres, devrait être dotée de nouveaux moyens.

C. M.

(Lire nos informations page 17)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 novembre

Baisse raisonnée

Les prévisions pessimistes des experts, à la suite du choc de Wall Street, ne se sont pas entièrement vérifiées lundi matin rue Vivienne : l'ouverture n'a pas été agitée et la Bourse de Paris n'a finalement enregistré qu'une baisse de 2,4 % sur les 3 % redoutés. En recul de 2,35 % après les premières cotations, l'indice CAC 40 devait ensuite regagner une partie du terrain perdu pour s'établir vers 11 heures à 2,03 %. Les actions Intertek et Métrologie ont été particulièrement déprimées (plus de 10 %) mais avec très peu d'affaires.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Henri Atlan : « La notion de race ne signifie plus rien du point de vue génétique »..... 2

ÉTRANGER

Yugoslavie : dernier carré croate à Vukovar..... 3
Chécoslovaquie : la présidence Havel envisage un élargissement de ses pouvoirs..... 3
États-Unis : la défaite de M. Duké en Louisiane..... 4
Haiti : l'ambassadeur de France est rappelé à Paris..... 4
Chine : M. James Baker a apparemment obtenu peu de concessions de Pékin..... 6

POLITIQUE

Le Front national présente cinquante mesures pour « régler le problème de l'immigration »..... 8
Le Parti radical souhaite des élections générales de l'opposition concernant la réforme des institutions..... 9

SOCIÉTÉ

Le conseil d'État annule la décision du tribunal administratif de Marseille..... 10
Les activités d'entraînement des pilotes militaires français au-dessous des normes alliées..... 10
Les policiers annoncent des actions tournantes en province 11
Sports : Laurent Bourgnon, l'équilibriste du La Baule-Dakar à la voile..... 12

CULTURE

Bob Wilson invente une exposition à Beauvoir..... 13
Danse : le « Roméo et Juliette » de Gallot..... 14
Théâtre : « West Side Story » à Paris..... 14
M^{re} Tassac expose ses priorités à la veille de l'ouverture à Paris du sommet de la francophonie..... 16

ÉCONOMIE

Après le succès de la manifestation des professions de santé... 17
L'administration Bush veut rassurer les marchés financiers après la forte chute de Wall Street..... 18
Les élections des représentants du patronat dans les chambres de commerce et d'industrie..... 18

COMMUNICATION

Le quotidien « La Truffe » suspend sa parution..... 19

POINT

L'Europe spatiale joue son avenir. Les ministres de treize pays sont réunis du 18 au 20 novembre à Munich pour décider si l'ambitieux programme de vols habités doit continuer..... 20

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les pays baltes face au grand monde • L'énergie en URSS • La chronique de Paul Fabra..... 21 à 24

Services

Abonnements..... 12
Annonces classées..... 25 à 27
Camet..... 30
Loto, Loto sportif..... 30
Marchés financiers..... 28
Météorologie..... 31
Mots croisés..... 30
Radio-télévision..... 31
Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3616 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17-18 novembre 1991 a été tiré à 509 600 exemplaires.